13e ANNÉE - PUBLICATION TRIMESTRIELLE - JUILLET-SEPTEMBRE 1969
NUMERO 45
Le numéro : 4 F - Belgique : 40 FB - Italie : 500 L

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

5

Pages

- LUTTES PARTIELLES ET LUTTE GENERALE 1
- LE PARTI COMMUNISTE D'ITALIE FACE A L'OFFENSIVE FASCISTE (1921-1924) 7
- THEORIE MARXISTE DE LA MONNAIE (II) 39

CE QUI NOUS DISTINGUE

- la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
- la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Luttes partielles et lutte générale

La question des réformes a été obscurcie par plus de qurante ans de falsification. Nous ne pouvons donc pas l'élucider sans remonter le fil du temps.

Au lendemain de la conquête du pouvoir par la bourgeoisie, dans les principaux pays d'Europe centrale et occidentale, le nouveau régime avait encore à accomplir une tâche historique fondamentale : détruire les survivances économiques et politiques de la vieille société, étendre et généraliser les nouveaux rapports de production, ouvrant ainsi la voie à la grande industrie et à la concentration du capital, à l'échelle nationale et internationale ; en un mot, le capitalisme devait jeter les bases matérielles de la société communiste. Le chemin qui conduisit la bourgeoisie à l'accomplissement de cette fonction ne fut pourtant pas rectiligne, présentant au contraire tournants et retards considérables.

En fait lorsque la bourgeoisie remporte la victoire après s'être constituée en classe, la désagrégation de l'ancien régime est déjà avancée : la ruine de la production artisanale et la dissolution des rapports féodaux dans les campagnes a déjà commencé ; artisans en faillite, anciens employés, paysans sans terre, « libérés » des moyens de production privés et de la terre, se pressent dans les villes pour constituer une premier noyau de la classe qui deviendra l'adversaire irréductible du capital : le prolétariat urbain. Un fil rouge court à travers l'histoire des révolutions bourgeoises, signalant la présence menaçante du futur fossoyeur du capitalisme, avant même qu'il soit définitivement sorti du sein du féodalisme. Pour citer seulement l'exemple de la grande révolution française, le prolétariat se manifeste, d'une part en imprimant un rythme propre à la révolution même (la terreur qui s'appuie sur le mouvement des sans culottes et des « bras nus », n'est rien d'autre que la manière prébéienne d'assurer le triomphe de la bourgeoisie sur le pouvoir absolu), d'autre part en prenant pour la première fois conscience, il est vrai vaguement, de l'opposition entre capital et travail ; tel est, en effet, le sens de la tentative héroïque, mais nécessairement vouée à l'échec, de Babœuf et des Egaux.

Par suite, l'attitude de la bourgeoisie oscille continuellement entre deux pôles : la destruction de tous les obstacles féodaux à l'instauration, l'expansion et la généralisation du nouveau mode de production, d'une part, et d'autre part, la consolidation de ses propres positions face au jeune prolétariat au moyen de fausses alliances avec les forces réactionnaires. Cette double attitude de la bourgoisie fait de la société européenne du XIXème siècle (avec des périodes plus ou moins longues selon les pays) un organisme dans lequel l'ancien et le nouveau tantôt s'épaulent mutuellement, tantôt s'entre dévorent, vivant en somme dans une sorte de symbiose.

A cette époque, même si le prolétariat ne peut encore avoir une nette conscience du fait que son existence même est la négation la plus radicale du système social capitaliste, il commence pourtant à sentir que seule une lutte acharnée contre la bourgeoisie peut sauvegarder son existence matérielle. En d'autres termes, si la contradiction de la société moderne entre le Capital et le Travail salarié, entre les producteurs privés de réserve et la classe qui s'approprie les

produits est déjà évidente, elle n'a pas encore atteint le point critique où les rapports capitalistes de production opposent un obstacle insurmontable au développement harmonieux des forces productives qui doivent être périodiquement détruites dans des proportions croissantes pour que le système capitaliste puisse survivre.

Dans cette période historique, où les données historiques varient selon les pays considérés, le parti révolutionnaire ne peut assigner dans l'immédiat au prolétariat la tâche d'abattre l'Etat bourgeois, mais il ne peut pas davantage lui fermer la porte au nez, sous prétexte que le passeport de la bourgeoisie n'est pas encore périmé, pour se retirer dans la contemplation métaphysique de la société future. « Il serait du reste beaucoup plus facile, écrivait Marx à Kugelmann le 17-4-1871, de faire l'histoire universelle, si on acceptait la bataille à la seule condition d'un résultat favorable. »

Mais le parti ne peut pas non plus, pour tenir compte de la situation et du niveau du mouvement de masse, diviser son programme en deux tronçons, un programme minimum d'améliorations économiques pour les ouvriers d'une part, et un programme maximum de bouleversement de l'ordre constitué à tenir en réserve, en attendant des temps meilleurs, d'autre part. Pareil dualisme aurait tué le Parti en tant que parti révolutionnaire, car le minimalisme implique nécessairement la négation du concept fondamental de l'instabilité **permanente de la condition ouvrière en régime capitaliste** et du même coup de la nécessité de la révolution, ce qui réduit le programme maximum à un artifice pour mystifier les masses. Cela ne veut pourtant pas dire que nous opposions le programme maximum à tout programme minimum, car ce serait là une caricature du marxisme, une façon de le réduire à un révolutionnarisme arbitraire, c'est-à-dire de **confier** le sort de la lutte des classes à la **conviction** et à la **volonté** de faire la révolution.

Les authentiques marxistes n'ont pas de programme minimum, mais ils n'ont pas non plus de programme maximum. Notre programme est unique et immuable : destruction violente de l'Etat bourgeois et instauration de la dictature communiste. Attachés dur comme fer à ce programme, les communistes, face à une situation objective qui n'est pas favorable à son application directe et immédiate, se proposent d'intervenir dans les conflits partiels qui ne peuvent manquer d'éclater entre le prolétariat et la bourgeoisie ; leur but est d'amener, au cours de ces luttes, des couches toujours plus nombreuses de la classe à la conscience de la nécessité de détruire le capitalisme, c'est-à-dire de préparer les meilleures conditions subjectives à l'affrontement final avec l'ennemi de classe.

Dans la préface de la correspondance de Marx avec Kugelmann, Lénine écrit : « La doctrine de Marx a réuni la théorie et la pratique de la lutte de « classe en un tout indivisible. Et celui qui pour justifier ce qui existe, se réfère « à la doctrine qui constate simplement la situation objectve et s'abaisse jusqu'à « s'adapter au plus pressé à chaque déclin temporaire de la révolution pour se « lancer à la récolte « réaliste » des miettes, celui-là n'est pas marxiste. Et citons « encore Marx et Engels dans le **Manifeste** : « Les communistes se distinguent « des autres partis ouvriers par le seul fait que, d'une part, ils mettent en avant « et font valoir les intérêts communs, indépendants de la nationalité, de l'en- « semble du prolétariat dans les diverses luttes nationales et d'autre part, par « le fait qu'ils soutiennent constamment l'intérêt du mouvement global à travers « les divers états de développement parcourus par ga lutte entre le prolétariat « et la bourgeoisie ».

MOUVEMENT OUVRIER ET REFORMES APRES LA VICTOIRE DES REVOLUTIONS BOURGEOISES

Une fois tracées les lignes essentielles de l'intervention du parti communiste dans une situation non révolutionnaire, voyons quelles sont les caractéristiques de son action dans les phases qui suivent la victoire des révolutions bourgeoises lorsque les rapports entre les classes antagonistes ne se dessinent pas encore nettement du fait que le capitalisme ne s'est pas encore suffisamment développé, l'immaturité générale de la société faisant obstacle au déploiement de la lutte entre prolétariat et bourgeoisie jusqu'à la négation radicale du capitalisme et de la division de la société en classes.

Dans cette phase, le parti peut accomplir la tâche correspondant à ces conditions historiquement défavorables à l'action révolutionnaire directe, en se contentant d'intervenir dans les conflits qui éclatent nécessairement entre la nouvelle société victorieuse, mais non consolidée, et les forces féodales et semi-féodales. Son but est d'accélérer la destruction des obstacles au dévelopement des forces productives et en même temps de montrer au prolétariat qu'un tel développement n'est réellement avantageux pour toute la société et pas seulement pour une classe, que dans la mesure où il s'engagera en outre à briser les rapports de production capitaliste. En bref : sur les bases des inévitables oppositions économiques du prolétariat avec la bourgeoisie et de la tout aussi inévitable bataille contre les résidus pré-capitalistes dans lesquels les ouvriers se groupent spontanément aux côtés de la bourgeoisie, qui pour sa part cherche à empêcher leur autonomie de classe à l'aide de la démagogie qui présente la société libérée des contraintes de l'ancien régime comme une démocratie, le parti communiste intervient pour diriger le mouvement ouvrier dans une lutte générale et permanente pour les buts historiques propres de sa classe ; cela suppose comme condition nécessaire et comme premier objectif, l'organisation indépendante des travailleurs. Il ne s'agit pas là d'une prise de position symbolique dans un conflit entre groupes de la bourgeoisie, avec comme prétexte caché d'obtenir la victoire du« meilleur » groupe du point de vue de la classe opprimée ; il s'agit d'une action dont le but est d'accélérer le développement de l'opposition entre les deux classes antagonistes, dans les circonstances précises où le capitalisme ne signifie pas automatiquement la compression du salaire jusqu'à des limites toujours plus intolérables.

Pour illustrer ce qui précède, trois citations suffiront. Franz Mehring, dans **l'Histoire de la socialdémocratie allemande**, paraphrase la dernière page d'une œuvre d'Engels, de 1865, de la façon suivante :

« Elle (**la question militaire prussienne et le parti ouvrier allemand**) se ter-
« minait par cette affirmation : conserver avant tout le parti ouvrier organisé
« dans la mesure permise par les circonstances ; contraindre le parti progressiste
« à se mettre effectivement en mouvement ; le pousser dans la mesure du pos-
« sible à un programme plus radical et à se tenir à ce programme ; souligner
« et ridiculiser impitoyablement toute inconséquence et faiblesse de sa part...,
« répondre... à la réaction et à ses séductions hypocrites par la fière parole du
« vieux chant d'Hildebrand : « Il faut acepter les cadeaux avec l'épée, lame
«contre lame. »

La seconde citation est de la lettre de Marx à Bolte du 24-11-71 :

« Le mouvement politique de la classe ouvrière a naturellement comme but
« ultime la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière elle-même, et à

« cette fin, une organisation préalable de la classe ouvrière développée jusqu'à « un certain point et issue de ses luttes économiques, est naturellement nécessaire. Mais d'autre part, tout mouvement dans lequel la classe ouvrière s'oppose « comme classe aux classes dominantes et cherche à les affronter avec une pression de l'extérieur, est un mouvement politique. Par exemple, la tentative d'arracher une réduction de la journée de travail à un seul capitaliste dans une « seule usine ou même dans une seule industrie, avec des grèves, etc... est un « mouvement purement économique ; au contraire, un mouvement destiné à « arracher une loi pour les 8 heures, etc... est un mouvement politique. Dans cette « sorte de mouvements seulement économiques des ouvriers naît et se développe « partout le mouvement politique, c'est-à-dire un mouvement de la classe pour « réaliser ses propres intérêts de façon générale et d'une façon qui a une force « coercitive générale, socialement. S'il est vrai que ces mouvements supposent « une certaine organisation préalable, ils sont en partie des moyens du développement de cette organisation. Là où la classe ouvrière n'a pas encore évolué « dans son organisation au point de pouvoir entreprendre une campagne décisive « contre le pouvoir collectif, c'est-à-dire contre le pouvoir politique des classes « dominantes, elle doit de toutes façons être préparée à une agitation permanente contre l'attitude de la politique des classes dominantes qui nous est « hostile. Autrement, elle reste un jouet entre leurs mains... »

Un des aspects de l'action des communistes, dans les circonstances définies plus haut, est celui de la lutte pour les « réformes sociales » — voilà la question ! — c'est-à-dire pour un ensemble de mesures (des lois sur la liberté de la presse à la législation ouvrière ; du suffrage universel à la république démocratique unitaire, etc...) qui à **cette époque** sont effectivement réalisables parce qu'elles anticipent sur le développement capitaliste, préparent les bases matérielles du heurt direct entre le prolétariat et le pouvoir du capital et dévoilent comment, derrière les oscillation de la bourgeoisie, se cache sa terreur devant la fin prochaine dont elle a plus ou moins conscience.

Et voici la troisième citation, du chapitre XIII du livre I du **Capital** : « Si « la généralisation de la législation sur les usines, ce moyen de défense physique « et intellectuel de la classe ouvrière, est devenu inévitable, elle généralise et « accélère d'autre part, comme cela a déjà été dit, la transformation du travail « parcellaire périmé, en travail combiné à une large échelle sociale et de plus, « la concentration du capital et la domination exclusive du régime d'usine. Elle « détruit toutes les formes anciennes et transitoires, derrière lesquelles se cache « encore en partie la domination du capital et leur substitue sa propre domination directe, sans masque. Ainsi, elle rend générale aussi, la lutte directe contre « cette domination. Alors que dans les usines privées, la législation sur les usines « impose l'uniformité, la régularité, l'ordre et l'économie, elle augmente... l'anarchie et les catastrophes de la production capitaliste dans son ensemble, l'intensité du travail et la concurrence entre machines et ouvriers. Dans la sphère « de la petite industrie comme dans celle du travail à domicile, elle détruit les « derniers refuges du travail parcellaire et avec eux, la soupape de sûreté de « tout le mécanisme social. En même temps que les conditions matérielles et « que la combinaison sociale du processus de production, elle fait mûrir les « contradiction et les antagonismes de la forme capitaliste de production et par « conséquent, les éléments d'une société nouvelle et ceux de la destruction de la « vieille société. »

Cette digression ne provient pas d'un souci d'érudition : notre méthode consiste à retrouver, en suivant le fil rouge de la doctrine marxiste et du mou-

vement ouvrier, les buts de notre action présente ; or, c'est seulement après avoir fait le point dans la question des réformes à l'époque qui suit immédiatebent la victoire politique de la bourgeoisie, que nous pouvons dire que nous possédons les éléments nécessaires et suffisants pour répondre à la quetion de savoir si des réformes sociales avantageuses pour le prolétariat sont ou non possibles.

Marx et Engels rattachaient le caractère positif des réformes préconisées au fait qu'elles accéléraient l'expansion et l'universalisation du capitalisme et par conséquent le mûrissement de ses contradictions, aplanissant le terrain de la lutte prolétarienne sur la base du capitalisme. Déjà alors, et tout comme aujourd'hui, l'opinion selon laquelle les réformes peuvent améliorer de façon stable et progressive les conditions de vie des ouvriers était donc contre-révolutionnaire. Demandons-nous maintenant s'il existe actuellement des réformes sociales capables de mettre fin à la situation contre-révolutionnaire d'aujourd'hui en donnant une nouvelle impulsion à la lutte de classe.

IMPERIALISME ET REFORMES

Dans les premières années du XXème siècle, s'ouvre la phase impérialiste du capitalisme dans laquelle l'antagonisme entre les rapports de production et les forces productives est tel que l'accroissement de ces dernières exige un état de guerre permanent, des destructions périodiques sur une échelle toujours plus large.

Lénine écrit dans **L'Impérialiste** : « Il est connu de tous que le capitalisme « monopoliste a exacerbé tous les antagonismes du capitalisme. Il suffit d'évo- « quer la hausse des prix et la pression des cartels. Cette exacerbation des « antagonismes constitue la force motrice la plus puissante de la période his- « torique de transition, qui débute avec la victoire définitive du capital financier « mondial. Monopoles, oligarchie, tendance à la domination plutôt qu'à la liberté, « exploitation d'un nombre toujours plus grand de petites nations sans force, « par un groupe restreint de nations plus riches et puissantes : voilà les caracté- « ristiques de l'impérialisme,qui en font un capitalisme parasitaire et pourris- « sant... Dans l'ensemble,, le capitalisme s'accroît beaucoup plus vite qu'aupa- « ravant, mais cet accroissement devient en général, non seulement plus « disproportionné, mais aussi cette disproportion se manifeste particulièrement « dans le pourrissement des pays plus forts, au point de vue capitaliste... De tout « ce qui est dit au sujet de la nature économique de l'impérialisme, résulte qu'il « doit être caractérisé comme capitalisme de transition ou plus exactement « comme capitalisme moribond. »

L'agonie du capitalisme se prolonge seulement en vertu de la soumission du mouvement ouvrier à l'idéologie bourgeoise par l'intermédiaire des partis opportunistes. La base matérielle de l'opportunisme et de sa suprématie au sein de la classe se trouve :

a) Dans la corruption de certaines couches de travailleurs (aristocratie ouvrière), grâce à la distribution des miettes du sur-profit impérialiste : dans **l'Impérialisme** toujours, Lénine écrit que « les capitalistes de nombreuses « branches d'industrie... de nombreux pays, etc... en s'unissant dans des mono- « poles, ont la possibilité de corrompre toutes les couches supérieures d'ouvriers, « et, de façon passagère, même des minorités considérables d'ouvriers, en les ran- « geant aux côtés de la bourgeoisie de chaque branche d'industrie ou de chaque

« nation, contre toutes les autres. Cette tendance est renforcée par le vigoureux « antagonisme qui existe entre les peuples impérialistes pour le partage du mon- « de. C'est ainsi que naît un lien entre l'impérialisme et l'opportunisme. »

b) Dans la formation d'une couche petite bourgeoise (fonctionnaires, professions libérales, intellectuels si chers au cœur des traîtres au marxisme, etc..) qui se développe à l'ombre de l'Etat devenu désormais le comité d'affaires de la bourgeoisie : « L'Etat des rentiers, dit Lénine, est l'Etat du capitalisme para- « sitaire en putréfaction. Ce fait influence nécessairement, en général, toute la « situation politico-sociale des différents pays, et par conséquent les courants « principaux du mouvement ouvrier ». Par conséquent,en citant Hobson, il « insiste : « Ceux qui fixent la direction de cette politique ouvertement parasi- « taire, sont les capitalistes, mais les mouvements eux-mêmes ont aussi leur « influence propre sur des catégories déterminées d'ouvriers... L'Etat dominant « exploite ses provinces, ses colonies, et les pays vassaux, pour enrichir la classe « dominante et corrompre les classes inférieures afin de les tenir en bride. »

Dans la phase impérialiste, aucune réforme ne peut servir à faire mûrir les conditions générales du socialisme. Si le capitalisme a pu prolonger sa vie physique au-delà de la limite où il était une forme historique utile, cela est dû uniquement au phénomène de l'opportunisme et de son hégémonie sur le prolétariat. Lutter contre le système social actuel signifie donc lutter sans pitié contre les opportunismes et contre l'idéologie qui les caractérise, c'est-à-dire l'idolâtrie des réformes présentées comme une sorte d' « accouchement sans douleur » de la nouvelle société. Lénine écrivait : « Quelques écrivains se plaisent à négliger « l'existence du lien entre l'impérialisme et l'opportunisme dans le mouvement « ouvrier (fait qui pourtant saute spécialement aux yeux en ce moment) au « moyen de raisonnements « officiels optimistes » (dans le sens de Kautsky et « Huysmans) de ce genre : il n'y aurait plus à combattre le capitalisme si « réellement le capitalisme avancé conduisait à un renforcement du réformisme « et si précisément les ouvriers étaient enclins à lutter pour des réformes, etc... « Il ne faut pas se faire des illusions sur la signification d'un pareil « optimis- « me » : c'est de l'optimisme à l'égard de l'opportunisme. C'est un optimisme qui « sert l'opportunisme. En fait la rapidité particulière et le caractère particulière- « ment répugnant du développement de l'opportunisme n'en garantit pas la « victoire solide ; de même, la rapidité du développement d'un abcès purulent « dans un organisme sain ne peut faire rien d'autre qu'en accélérer la matura- « tion et en libérer plus rapidement l'organisme. Les plus dangereux de tous, à ce « point de vue, sont ceux qui ne veulent pas comprendre que la lutte contre « l'impérialisme, si elle n'est pas indissolublement liée à la lutte contre « l'opportunisme, est un mot vain et trompeur. »

Le Parti Communiste d'Italie face à l'offensive fasciste (1921-1924)

Un excellent communiste qui fut au premier plan de la lutte du prolétariat italien contre les bandes de Mussolini à l'époque « romantique » et pseudo-révolutionnaire du mouvement fasciste de ce pays, mais qui jamais ne se laissa prendre aux fatales suggestions de l'opportunisme anti-fasciste, avait coutume de dire que « le pire produit du fascisme a été l'anti-fascisme. Cette boutade est tout à fait incompréhensible pour ces tenants d'une démocratie réformatrice, pacifiste et progressiste qui vivent continuellement dans leurs rêves insipides malgré tous les coups que leur prodigue la réalité capitaliste. Pourtant elle est profonde et vraie, et le sens n'en est pas difficile à déchiffrer pour quiconque a tant soit peu compris le marxisme. Elle signifie en bref : l'importance du fascisme a été historiquement très limitée ; mais celle de l'anti-fascisme a été beaucoup plus durable, et plus pernicieuse du point de vue des intérêts du prolétariat révolutionnaire et du communisme. Quiconque, en 1969, n'est pas capable de comprendre cela n'a jamais rien compris non seulement au marxisme révolutionnaire, mais même, plus modestement, à son époque.

Au sens propre et étroit, en effet, le mouvement fasciste n'a rempli qu'une fonction limitée : il a sauvé les bourgeoisies d'Italie d'abord, d'Allemagne ensuite et de pays de poids mondial moindre, comme l'Espagne, d'une effroyable banqueroute politique et économique à une époque et dans des circonstances bien précises, à savoir la crise générale qui, dans ces pays surtout, fit suite à la première guerre mondiale. Nous n'entendons pas affirmer par là que ces victoires bourgeoises, ces triomphes écrasants des forces de la conservation capitaliste n'ont pas pesé d'un grand poids dans la défaite de l'Internationale de 1919 et qu'elles sont pour peu de choses dans l'éclatement d'une seconde guerre impérialiste au lieu de la révolution européenne et mondiale voulue non seulement par Lénine, mais par tous les communistes ; ce serait nier la réalité. Seulement, il y a deux questions à se poser : comment est donc advenue la victoire bourgeoise qu'a représenté l'accession au pouvoir des partis fascistes et nazis ? mais aussi et surtout comment se fait-il qu'un quart de siècle après la chute des pouvoirs fascistes qu'on a fait passer comme l'obstacle-par-excellence au triomphe du prolétariat, le Capital continue à détenir partout, de façon totalitaire, le pouvoir politique dont, évidemment, il use dans son intérêt exclusif ? Il suffit de se poser ces questions pour entrevoir le sens de la boutade ci-dessus citée : la bourgoisie italienne, puis la bourgeoisie allemande et un certain nombre de bourgeoisies moindres ont pu vaincre le prolétariat et entraîner derrière elles les classes moyennes que le capitalisme opprime, parce qu'au lieu d'avoir contre elles un prolétariat communiste trempé, elles n'ont trouvé qu'un prolétariat largement « anti-fasciste » qui n'a pas su répliquer à la violence capitaliste par sa violence prolétarienne et se saisir à temps du pouvoir. Surtout - puisque de toute façon, ce n'est ni le prolétariat italien, ni le prolétariat allemand qui, à eux seuls, pouvaient faire l'histoire du XXème siècle, et que de toute évidence,

c'est le prolétariat européen et mondial qui est en cause - si le capitalisme domine toujours, c'est que ce prolétariat n'en est pas encore arrivé à revendiquer sa propre dictature révolutionnaire sous la même influence politique que celle qui a permis déjà son écrasement dans les années 21-33, à savoir l'attachement persistant aux apparentes concessions économico-sociales qu'il attend de la forme démocratique, mais s'imagine abolies par un pouvoir fasciste déclaré. En d'autres termes, vingt-cinq ans après la chute des Mussolini et des Hitler, les prolétaires du monde sont plus « anti-fascistes » (anti-franquistes, anti-gaullistes, anti-... une foule de noms de politiciens bourgeois rangés dans ce même vaste sac) que communistes révolutionnaires. Tout est là. Et tant qu'une profonde transformation de cette mentalité politique ne sera pas intervenue, la lutte anti-capitaliste restera au point mort, malgré toutes les ridicules vantardises de la démocratie socialisante.

Il est évident que cet état d'esprit du prolétariat a des causes profondes que nous n'avons pas ici à examiner en détail, mais il est certain qu'il est aussi fait de préjugés que la simple connaissance des faits historiques suffirait à ruiner si les partis opportunistes ne cherchaient de toutes leurs forces à la rendre inaccessible à la masse ouvrière soit par les moyens de la démagogie, soit en faisant tout simplement le silence sur les grandes luttes prolétariennes passées. C'est pour cette raison que le rapport ci-dessous sur le **Parti communiste d'Italie devant l'offensive fasciste** (rapport présenté à une réunion générale du parti) a un grand intérêt politique, et pas seulement « culturel », pour reprendre l'insupportable jargon bourgeois moderne. Ce rapport démontre en effet, sur la base indiscutable des faits et des textes, quelques vérités trop oubliées : le véritable fossoyeur du prolétariat italien n'a pas tant été le mouvement fasciste, mais la social-démocratie qui, face aux violences des bandes noires, n'a jamais su faire autre chose qu'invoquer le respect de la légalité. Le fascisme lui-même n'a pas triomphé uniquement par la violence, mais aussi par une démagogie réformiste à laquelle les socialistes de la IIème Internationale n'avaient que trop habitué le prolétariat. Enfin, la seule force au monde qui puisse sans mentir effrontément témoigner d'une lutte effective - à la fois politique et militaire - contre le fascisme, d'une lutte purement prolétarienne et libérée de toutes les influences bourgeoises et opportunistes, c'est le Parti communiste d'Italie qui à l'époque se trouvait précisément dans les mains de notre courant. En d'autres termes, c'est précisément la seule section de l'Internationale communiste qui se soit énergiquement refusée aux concessions excessives que faisait la direction de l'Internationale communiste à l'anti-fascisme de type démocratique (concessions auxquelles est malheureusement attaché pour toujours le nom du malheureux Zinoviev) et qui ait dénoncé les dangers opportunistes que cela faisait courir au mouvement communiste ; qui a aussi conduit une lutte cohérente, opiniâtre, pleine d'abnégation aussi contre les misérables bandes noires du fascisme italien. Si elle fut vaincue, cela dépendit de circonstances plus fortes que la volonté du meilleur parti révolutionnaire. Du moins ne fut-elle pas politiquement liquidée, comme ce fut malheureusement le cas de tous les partis communistes du monde finalement tombés dans une défense pure et simple de la démocratie. Ce n'est pas un hasard. Car seule sa façon marxiste et révolutionnaire de mener et de diriger la lutte vitale contre le mouvement fasciste lui a évité, entre 1939-45, l'adhésion à la guerre impérialiste c'est-à-dire la mortelle trahison de l'internationalisme prolétarien qui a mis le point final, pour de trop longues années, à la tentative du prolétariat européen et mondial de s'organiser en Parti communiste international, condition indispensable de la victoire sur le Capital auquel l'anti-fascisme a assuré une si longue survie.

Nature du fascisme

Notre thèse de Parti sur le fascisme est qu'il constitue une méthode de gouvernement à laquelle la bourgeoisie recourt chaque fois que, radicalisées par la crise du capitalisme, les masses ne se laissent plus abuser par les mensongères formules de liberté, égalité, démocratie et se montrent décidées à s'emparer du pouvoir. Le fascisme n'est donc pas une excroissance pathologique, quelque chose d'extérieur au régime bourgeois, ou, pis, un retour au régime qui a précédé le triomphe des « principes sacrés » de la révolution française. C'est une des méthodes possibles de gouvernement dont la bourgeoisie se sert chaque fois que la méthode démocratique ne parvient plus à assurer sa domination de classe en dépit de ses promesses égalitaires, et de son influence corruptrice sur les couches supérieures du prolétariat. Que cette méthode de gouvernement s'appelle *fascisme* ou *nazisme* ou qu'elle prenne les formes plus provinciales et arriérées du *phalangisme*, ou celles, plus paternalistes, du *corporativisme de Salazar* ou enfin la forme primitive et grossière *du coup d'Etat* militaire, comme en Grèce en 1967, elle reste en substance la même.

Ceux qui, comme les communistes d'Italie dans les années 1919-1922, ont assisté au déchaînement de la réaction bourgeoise et vu de leurs propres yeux les forteresses prolétariennes (journaux ouvriers, Bourses du Travail, Maisons du Peuple) d'abord attaquées et occupées par les forces de police régulières de l'Etat, puis envahies et incendiées par les escouades fascistes, ceux-là n'ont pu douter que le fascisme fût le fils légitime de la bourgeoisie ! Ils ont toujours reconnu en lui une méthode politique de la classe dominante bien facile, elle, à repérer dans les citadelles financières, la magistrature, les forces répressives, la presse et le Parlement lui-même. Ils n'ont jamais douté qu'à l'échelle historique, les deux méthodes, *fascisme* et *démocratie,* échangeraient leurs expériences respectives, convergeant dans l'emploi de tous les moyens possibles pour défendre la domination de classe de la bourgeoisie, et se distinguant l'un de l'autre uniquement par un « dosage » différent de ces moyens à imputer à la dynamique de la lutte de classe et non à des volontés individuelles ni même collectives. Le fait est que le fascisme a fait sienne la démagogie du réformisme et de la démocratie socialisante pour les mettre au service d'une tentative d'organisation générale et centralisée de la classe dominante, tandis que la démocratie post-fasciste a hérité de tout l'arsenal répressif du fascisme et de ses méthodes d'intervention dans le domaine de l'économie, tout en rétablissant la fiction séculaire du gouvernement représentatif, de la liberté des citoyens, de la fraternité des classes et, bien entendu, de l'Etat, « bien commun de tous ». Au reste, l'impérialisme, phase suprême du capitalisme ne pouvait pas avoir d'autres effets politiques que celui-là.

Ceci dit, le but du présent rapport (1) est de montrer que les faits historiques des lointaines années 1919-24 ont prouvé la parfaite confluence de

(1) Ce rapport a été présenté à la réunion générale du Parti qui s'est tenue à Florence les 20 avril - 1er mai 1967. Il a été publié dans *Il Programma communista,* N° 16.

toutes les forces politiques, aussi bien démocratiques que fascistes, de la bourgeoisie pour la défense de sa dictature de classe et de faire apparaître l'opposition qui existe entre l'attitude du jeune Parti communiste d'Italie de l'époque et le sabotage réformiste de luttes prolétariennes souvent héroïques, les appels bêlants des maximalistes à la « *pacification* ». « *au retour à l'ordre et au droit* » et autres semblables infamies. Le Parti communiste fut en effet le seul à poser hardiment la question du fascisme dans ses véritables termes en appelant les prolétaires révolutionnaires à relever le défi bourgeois et à répondre à la violence par la violence, à la lutte armée par la lutte armée, et à se défendre en se préparant à passer à l'offensive dès que le rapport des forces le permettrait. Dans la situation de 1920-22 qui ne lui était malheureusement pas favorable, la classe ouvrière d'Italie descendit plusieurs fois dans la rue, bien décidée à se battre, et chaque fois, le Parti communiste proclama clairement que l'ennemi à écraser était l'*ensemble* de l'appareil de répression et d'exploitation de la classe dominante dont les trois piliers étaient la *démocratie*, le *fascisme* et le *réformisme*.

La « Contre-révolution préventive » mûrit à l'ombre de la démocratie

Ce n'est nullement l'apparition des chemises noires de Mussolini, mais bel et bien l'appareil tout ce qu'il y a de légal de l'Etat démocratique qui a permis à la bourgeoisie italienne, d'ailleurs épaulée par la bourgeoisie internationale, de surmonter l'épreuve qui suivit pour elle la première guerre mondiale sous la forme d'une grande vague d'agitations et de grèves. Si à cette situation menaçante pour elle a succédé une démobilisation de la classe ouvrière, ce ne fut nullement grâce aux forces « illégales » du fascisme, mais grâce aux méthodes parfaitement légales dont la bourgeoisie italienne avait toujours usé avec succès depuis la constitution du Royaume, son Etat étant par ailleurs admirablement entraîné à leur adjoindre les méthodes violentes en cas de besoin, et ne cherchant même pas à s'en cacher.

Les prolétaires qui, dans les années 1919-20, luttèrent dans la rue, dans les usines et jusque dans les campagnes se heurtèrent *d'abord* aux armées régulières de la démocratie qui les traitèrent à coups de fusil. L'Etat disposait déjà des carabiniers, de la police et de l'armée (dans certains cas, la marine et l'aviation elles-mêmes intervinrent !), mais ces corps s'étant révélés insuffisants après la guerre, quoiqu'ils aient été renforcés, Nitti créa une garde royale qui lui permit non seulement de renforcer encore l'Etat, mais d'encadrer ces bandes inquiètes et menaçantes de démobilisés et d'aventuriers qui pullulent toujours après les guerres en les armant pour qu'ils déversent sur les ouvriers et les paysans en lutte leurs propres rancunes et frustrations de ratés. C'est donc sous les balles des très démocratiques forces de l'ordre que les ouvriers sont tombés au début de 1919, preuve que la première vague qui fut *décisive* de répression anti-prolétarienne est venue d'un gouvernement (ou mieux d'une série de gouvernements) strictement démocratique-libéral, ou, comme on dirait aujourd'hui « *progressiste* ». Ce gouvernement savait pouvoir compter sur

l'appui des chefs syndicaux et des réformistes du Parti socialiste d'Italie ainsi que sur l'inconsistance des maximalistes, et c'est en parfaite logique bourgeoise que la répression démocratique s'accompagna de toute une démagogie de « mesures de prévoyance sociale » (prix politique du pain-plans de réforme agraire et enfin contrôle sur l'industrie), mais surtout de l'habituel appel aux urnes, depuis toujours si efficace pour endormir les masses : élections générales de l'automne 1919, élections communales et provinciales un an plus tard, élections générales, de nouveau, en automne 1921. Nitti et Giolitti alternaient au pouvoir, en attendant de céder celui-ci à l'ex-socialiste Bonomi, comme cela se produisit après l'élection de mai 1921. Un document du P.C.I. de 1923 nous rappelle que le premier avait porté à 65.000 le contingent des carabiniers et à 35.000 celui des douaniers, qu'il avait équipé 45.000 gardes royaux et renforcé le réseau d'espionnage intérieur. Le second mit en ligne l'armée lors des événements d'Ancône. Leurs cartes de démocrates étaient donc parfaitement en règle, et c'est à juste raison qu'on les considère aujourd'hui comme les pères de la République italienne. Le blason de la démocratie n'est-il pas orné tout à la fois du bulletin de vote et du fusil ?

Le prolétariat se battit avec une énergie inlassable. Pendant que les forces répressives de l'Etat rétablissaient peu à peu l'ordre et reprenaient le contrôle d'une situation qui avait semblé désespérée à la bourgeoisie, les « succès » (on pourrait même dire les triomphes) électoraux obtenus en détournant des énergies précieuses de la lutte armée pour les disperser dans les batailles légales, éveillèrent chez les ouvriers l'illusion qu'après la terrible hémorragie qu'elle venait de subir, la victoire de leur classe était proche et le pouvoir à portée de main. En réalité, c'est précisément en répondant aux appels de l'électoralisme parlementaire que la classe ouvrière d'Italie s'est exposée matériellement et moralement désarmée aux coups de son adversaire.

En 1920, le prolétariat était déjà réduit à une attitude défensive face à un ennemi conscient de lui avoir arraché des mains les armes de la victoire. Quand en septembre 1920, les usines furent occupées, Giolitti n'eut pas besoin de recourir à la force, méthode à laquelle il ne répugnait pourtant nullement puisqu'il l'avait toujours appliquée avec un parfait cynisme au cours de sa longue carrière (2). Il savait en effet que ni la C.G.T., ni le Parti socialiste ne voudraient courir le danger de pousser le mouvement à ses extrêmes conséquences, qu'ils se déchargeraient l'un sur l'autre de la lourde responsabilité de le diriger.

Un communiqué commun de ces deux organisations qui fut publié au début de septembre menaçait de donner pour objectif au mouvement

(2) L'historien Gaetano Salvemini, alors socialiste, avait appelé Giolitti « ministre de la maffia » à cause de son aptitude à exploiter les ressources de la démocratie réformiste et socialisante tout en utilisant les maffia locales — spécialement dans le Sud — pour s'assurer des administrations communales dociles et falsifier les élections à sa convenance, sans exclure la violence ouverte des « mazzieri » (huissiers) pour intimider les ouvriers agricoles.

« *le contrôle des entreprises pour arriver à la gestion collective et à la socialisation de toute forme de production* » ; mais cette menace était soumise à une réserve, destinée à rassurer la bourgeoisie : « *dans le cas où, en raison de l'obstination du patronat ou de la violation de la neutralité par le gouvernement, on n'arriverait pas à une solution satisfaisante du conflit* ». Le gouvernement saisit donc le rameau d'olivier qui lui était si opportunément tendu : il choisit la « neutralité » ; au lieu de lancer les forces de l'ordre à l'assaut des usines occupées, il promit d'exercer lui-même, pour le compte de l'Etat, « *le contrôle de la production* », prévoyant sans peine que, privée de direction et non orientée vers la prise du pouvoir, enfermée dans les limites étroites de l'usine et empêchée d'en sortir par ses directions politiques et syndicales, la classe ouvrière déjà épuisée par deux ans de luttes sanglantes, aurait cédé par asphyxie. Quant à ses dirigeants, qui se disaient désireux d'obtenir « une amélioration des rapports entre patrons et ouvriers et une augmentation de la production, » la perspective d'élections administratives suffit à leur faire venir l'eau à la bouche...

La lutte finale n'eut pas lieu (mais pas d'avantage le ... contrôle de la production, promis simplement pour calmer les esprits) parce que ceux qui auraient dû *attaquer* en furent empêchés par les mauvais bergers et par l'Etat, qui du haut de sa « neutralité » attendit en toute tranquillité que les armes lui fussent finalement remises. Il n'y eut donc même pas une de ces défaites sur le terrain de la lutte de classe ouverte qui laissent dans le prolétariat des traces profondes et sont des germes de reprise et de victoire révolutionnaires. Il y eut *une défaite sans combat,* la plus démoralisante de toutes parce qu'elle est la pire preuve d'impuissance.

C'est alors et seulement alors, au cours de la terrible vague de reflux qui suivit le mouvement d'occupation des usines que les bandes fascistes entrèrent en scène. Elles ne visaient naturellement pas à écarter une menace prolétarienne immédiate, puisque celle-ci avait cessé d'exister, mais elles voulaient empêcher le prolétariat vaincu de relever la tête. Elles comprenaient en effet fort bien qu'il n'avait rien perdu de sa combativité et de son esprit de sacrifice (la suite des évènements le confirmera) et que les problèmes auxquels la classe dominante était incapable de donner une solution ne pouvaient manquer de se reposer par la suite avec plus de force et d'urgence que jamais.

Après la très efficace répression démocratique « normale », il fallait donc ce qu'on a appelé une « *contre-révolution préventive* ». Lorsqu'elle se produira, elle aura été favorisée, épaulée et légalisée par les auteurs de la « stabilisation » du régime en 1921-22, c'est-à-dire par l'Etat, les partis de la démocratie bourgeoise et le réformisme.

Le début de l'offensive fasciste. Deux thèses fausses sur le fascisme

L'occupation des usines cessa dans la seconde moitié de septembre 1920 ; les élections administratives suivirent en octobre. Les deux années d'offensive des escouades fascistes commencent en réalité en novembre

à Bologne (3) : le 4 l'assaut est donné par les fascistes à la Bourse du Travail ; le 21, ce sont les évènements du palais d'Accursio à Bologne (4). Le mouvement naît donc dans une zone agricole et il présente, dès le début, la physionomie et la composition sociale qui le caractériseront pendant toute son « escalade » contre les forteresses prolétariennes : escouades volantes recrutées dans les petites villes de province et dans les rangs d'une petite bourgeoisie famélique et désaxée ou, mieux, de couches placées au-dessous de la petite-bourgeoisie : soldats d'aventure, anciens membres de l'expédition de Fiume et ex-représentants de l'arditisme (5) de guerre, éléments désargentés de la couche moyenne, petits intellectuels en quête de gloire et de prébendes, etc... Se déplaçant d'une localité à l'autre avec la « rapidité de manœuvre » que leur permettait non pas le génie tactique et stratégique de ses chefs, mais la connivence ouverte de l'Etat, ce mouvement a toujours eu pour but les citadelles ouvrières (Bourses du Travail, sièges des partis et des syndicats, cercles prolétariens, coopératives, etc...) et il se heurte à un seul ennemi : les ouvriers organisés des villes et des campagnes ; il peut par contre compter sur la bienveillante neutralité de l'Etat et même, le plus souvent, sur son appui total.

Le fait que l'*offensive* anti-prolétarienne armée et « illégale » soit partie d'une zone agricole et que ses fauteurs aient été essentiellement issus des classes moyennes a donné une apparence de fondement (mais seulement une apparence) à deux interprétations, tantôt distinctes, tantôt mêlées, mais aussi fausses l'une que l'autre. Selon la première, le fascisme représentait une régression vers les méthodes de la réaction pré-capitaliste classique que les propriétaires fonciers de type féodal auraient imposée à l'aile « progressiste » de la bourgeoisie incarnée par les industriels ; selon la seconde, c'était une tentative extrême et réussie des couches moyennes de s'organiser pour une révolution obéissant à leur idéologie particulière et visant des buts indépendants.

Ces deux interprétations ont fait dans le camp prolétarien des ravages dont nous subissons encore aujourd'hui les conséquences. A l'époque on ne les trouvait pas seulement dans la presse bourgeoise « de gauche » ou dans la presse réformiste, mais aussi dans celle de l'*Ordine nuovo* (6), et

---

(3) C'est ce qu'expliquera au IVème Congrès de l'I.C. le représentant du P.C. d'Italie qui défendait alors les positions de la gauche.

(4) Le 21 novembre 1920, les fascistes prirent d'assaut le Palais de la Municipalité dans lequel venait de s'installer la nouvelle administration socialiste triomphalement élue. Dans la fusillade qui suivit, il y eut 9 morts et 100 blessés. Ces incidents marquent le début des expéditions punitives contre les ... places fortes du prolétariat, c'est-à-dire, selon la stupide conception des réformistes,... les municipalités locales (!)

(5) Les « arditi » étaient des groupes d'assaut de l'armée régulière munies de poignards et de grenades à main.

(6) *L'Ordine nuovo*, fraction du Parti socialiste à conception idéaliste et ouvriériste qui suivra la fraction abstentionniste dans le nouveau parti lors de la scission de Livourne. Implantée à Turin, elle était dirigée par Gramsci et Togliatti qui devinrent plus tard les hommes de paille de Moscou contre la gauche qui avait fondé le parti.

plus spécialement chez Gramsci, qui, lors de ses premiers pas dans le jeune Parti communiste de 1921, avait encore du mal à comprendre que le pouvoir d'Etat est *toujours*, quelle que soit la forme qu'il revête, un organe de la dictature de classe de la bourgeoisie (7).

Deux citations de Gramsci suffiront à illustrer les deux aspects ci-dessus mentionnés de l'*interprétation non marxiste du fascisme*. La première affirme :

> « *Grâce au déclin du Parti socialiste après l'occupation des usines, la petite-bourgeoisie a reconstitué militairement ses cadres et elle s'est organisée à l'échelle nationale avec la rapidité de l'éclair, sous la poussée de l'état-major qui l'avait utilisée pendant la guerre. Simple jouet dans les mains de cet état-major et des forces les plus rétrogrades du gouvernement, la petite-bourgeoisie urbaine s'est alliée aux propriétaires fonciers et pour leur compte, elle a détruit l'organisation des paysans* ». (Ordine nuovo, *2 octobre 1921*).

La seconde disait ceci :

> « *La bourgeoisie industrielle a été incapable de freiner le mouvement ouvrier, et tout aussi incapable de contrôler ce mouvement que le mouvement révolutionnaire des campagnes. C'est pourquoi le premier mot d'ordre du fascisme après l'occupation des usines a été le suivant :* les ruraux doivent contrôler la bourgeoisie urbaine *qui n'a pas montré assez de poigne avec les ouvriers... Anti-capitalistes à l'origine, puis liées au capital, mais non complètement absorbées par lui,* les classes rurales *sont celles qui ont organisé l'Etat dans les différents pays mettant dans leur activité réactionnaire toute la férocité et l'impitoyable esprit de décision qui les a toujours caractérisées* ». *Et Gramsci de conclure : « Avec le fascisme, nous assistons à UN PHENOMENE DE REGRESSION HISTORIQUE » (Discours du 16-5-1925 à la Chambre des Députés).*

La Gauche marxiste a théoriquement réfuté cette double thèse en montrant que « les gros agrariens » était une notion purement métaphysique et que cette prétendue « catégorie » se décomposait d'une part en propriétaires des grandes entreprises agricoles capitalistes et d'autre part en propriétaires fonciers absentéistes que seule une sociologie bâtarde pouvait considerer comme des « barons féodaux ». Elle montra également que les premiers appartiennent de droit à la classe bourgeoise dominante et que les seconds se sont depuis longtemps intégrés dans le mécanisme capitaliste, vivant en parfaite symbiose avec lui, et à sa remorque. Elle a également dénié toute existence autonome et toute capacité d'initiative politique et sociale à la petite et moyenne bourgeoisie : est-il nécessaire de rappeler à ce sujet « *Les luttes de classes en France* » et « *Le Dix-huit Brumaire* » de Marx ?

Toutes considérations théoriques mises à part, les deux théses en question ont été démenties tant par les faits de 1919-24 que par leurs

---

(7) Cette incompréhension d'une conception marxiste fondamentale par Gramsci apparait nettement dans ce passage d'un de ses écrits : « Du point de vue constitutionnel, que veut-on dire quand on affirme qu'un Etat donné n'est pas une démocratie, mais la dictature d'une classe ? » Et il répondait : « Cela signifie que les pouvoirs publics exécutif, législatif, et judiciaire ne sont pas séparés et indépendants les uns des autres, mais réunis en un seul pouvoir, le pouvoir exécutif ». Comme si la notion de « dictature d'une classe » était d'ordre... constitutionnel, et non pas social et historique !

précédents historiques. En ce qui concerne les *précédents,* la grande bourgeoisie « progressiste » (aussi bien agrarienne qu'industrielle) s'est montrée disposée depuis le début du siècle « à une ouverture en direction des organisations ouvrières dirigées par les réformistes ». Flattant « le peuple », réformatrice, bref giolittienne, elle a tenu fermement en main le gouvernail de l'Etat démocratique-bourgeois et a fait victorieusement face en personne, et sans retours obscurantistes de la réaction, à l'assaut prolétarien, usant à la fois de flatteries et de violences. Pendant les années cruciales qui ont suivi la guerre, elle n'a fait que porter à la perfection cet art subtil du gouvernement. En ce qui concerne *les faits,* ceux de 1919-24, c'est-à-dire de l'offensive fasciste, sont aussi faciles à déchiffrer qu'un diagramme, et il nous faut les résumer avant d'entrer dans le vif de notre sujet qui est la lutte du jeune Parti communiste dans ces dures années.

Cours réel de l' « escalade fasciste »

Si, comme nous venons de le voir, l'offensive fasciste a commencé à la fin de 1920 dans les zones rurales du Nord, en tant que mouvement organisé, le fascisme date de 1919 et il naît *dans les villes,* ou mieux dans la métropole lombarde, cœur de la haute finance, de la grande industrie et du grand commerce, et non point dans les profondeurs de campagnes encore barbares, dans de nouvelles Vendées. C'est là, à Turin, que se trouve le centre qui, en 1915, a mobilisé la jeunesse petite-bourgeoise interventiste en faveur et au service du grand Capital ; et c'est aussi Turin qui est le berceau du réformisme ouvrier.

Le fascisme n'a donc pas été seulement couvé, mais amplement alimenté par le grand capital, et profitant de l'expérience politique de ceux qui l'ont patronné, il naît avec un programme qui ne prévoit pas uniquement l'usage de la violence, (cette violence tardera à se manifester et elle ne le fera d'abord que de façon sporadique et sous des formes « non autorisées »), mais aussi et surtout DES REFORMES. S'il suffit de réclamer des réformes anti-cléricales, de demander l'abolition du Sénat ou de se déclarer contre la royauté pour être « progressiste », alors le fascisme fut dès sa naissance à l'avant-garde de tout progressisme, y compris de celui des « communistes » italiens d'aujourd'hui, car il savait bien que c'était le seul moyen d'attirer à lui outre une fraction de l'aristocratie ouvrière, les petits bourgeois insatisfaits et les « intellectuels » qui expriment les aspirations de ces derniers et qui loin de se mobiliser et de s'organiser d' « eux-mêmes », sont toujours mobilisés et organisés *par d'autres.*

Le fascisme naît donc dans les villes, mais il s'étend aussitôt aux campagnes et conquiert les « ruraux ». Dans quelles zones ? Eh bien précisément dans les zones d'agriculture nettement capitaliste telle que la basse vallée du Pô, l'Emilie, la Romagne, qui, pendant plus de cinquante ans furent le théâtre des luttes des ouvriers agricoles c'est-à-dire de purs salariés, et des répressions féroces qu'exerça contre eux un patronat pleinement bourgeois et totalement débarrassé de toute trace de « féodalisme ». A son origine, *le fascisme n'existe pas* dans les prétendues terres d'élection

des « barons féodaux », comme l'Italie du Sud, et s'il y naît et s'y développe rapidement, c'est seulement dans les zones où, comme dans les Pouilles, les rapports de production sont de modernes rapports entre capital et travail salarié et où les rapports sociaux sont fondés sur l'antagonisme qui opposent ces derniers. La grande bourgeoisie industrielle et la grande bourgeoisie terrienne s'aident mutuellement à s'organiser, tout aussi aptes à user de violence ou au contraire à jouer le « progressisme » l'une que l'autre, et également promptes à se diviser habilement le travail pour mieux défendre leur patrimoine commun. Nulle part on ne voit donc d' « agrariens » contrôlant les industriels urbains !

Des zones capitalistes du Nord, l'offensive fasciste (qu'il faut distinguer du mouvement lui-même) est déterminée par des raisons purement tactiques : son véritable objectif stratégique, ce sont les grandes agglomérations prolétariennes, particulièrement celles du triangle industriel Lombardie - Ligurie - Piémont, et naturellement la capitale politique du Royaume. L' « escalade » vers ces objectifs n'en part pas moins des zones ouvrières les moins défendues, campagnes où le prolétariat est dispersé, petites villes de province où il est plus facile de mobiliser la racaille petite-bourgeoise pour des expéditions-éclairs aventureuses et zones où il est relativement facile de dresser l'une contre l'autre les différentes catégories dont se compose la paysannerie. C'est ainsi que dans la région de Ferrare, les fascistes commencent dès 1920 à occuper et à partager les terres, bonne tactique pour rompre la dangereuse alliance entre petits-cultivateurs ou métayers et salariés agricoles ; les zones où les concentrations ouvrières ne sont pas défendues et où les salariés, très forts quand ils descendent dans la rue, sont vulnérables en tant que citoyens disséminés et isolés ; les zones où le frein du réformisme à la Prampolini, « milanais » d'élection, fait contre-poids à la vigoureuse poussée des ouvriers agricoles. Dans toutes ces régions, la bourgeoisie compte attraper deux pigeons avec la même fève ; elle a la mémoire longue : elle sait combien le prolétariat agricole peut être un dangereux ennemi et combien son esprit de rébellion inquiète les gros propriétaires fonciers. C'est pourquoi l'offensive part de là, c'est pourquoi elle attaque sans pitié son adversaire de classe en rase campagne pour retourner, couverte de lauriers, dans les villes et y débarrasser le terrain de son ennemi implanté dans les usines et les quartiers ouvriers.

Lâche comme toujours, la bourgeoisie italienne n'ose pas attaquer prématurément les forteresses prolétariennes que sont les quartiers ouvriers des grandes métropoles industrielles, ni même les quartiers populaires (mais à fortes infiltrations ouvrières) de la très bourgeoise ville de Rome. Il lui faudra deux ans pour y parvenir, non sans avoir préalablement assuré ses arrières, c'est-à-dire brisé la résistance ouvrière dans les provinces et les campagnes. Quand par exception, elle tentera de le faire, comme ce fut le cas au début, à Turin, à Milan, à Gênes et à Rome, elle devra battre précipitamment en retraite, panser de fameuses blessures et compter ses premiers morts. D'Emilie et de Romagne ainsi que de Basse-Lombardie, elle aura les plus grandes peines à gagner le Sud, le

Nord et le Nord-Ouest. Si elle peut se déchaîner en Toscane, province combative même dans les campagnes, c'est que cette région est aussi une réserve presqu'inépuisable de petits-bourgeois déclassés ou carriéristes ; elle pénètrera dans les Marches, en Ombrie, dans le Latium, visant toujours le même objectif : les cercles ouvriers, les Bourses du Travail, les sièges du parti communiste, et même, quoique dans une moindre mesure, socialiste, la rédaction des journaux prolétariens, les militants isolés. Et c'est quand les places fortes du prolétariat seront tombées que Mussolini recevra en prime sa « marche sur Rome »... en wagon-lit, et alors *toutes* les fractions de la bourgeoisie lui fourniront des sous-secrétaires d'Etat et des ministres.

Au cours de toutes ces manœuvres d'enveloppement, c'est la contre-révolution grand-capitaliste qui avance, et qui, se faisant un rempart du corps des petits-bourgeois, fonce sur l'unique ennemi : les organisations ouvrières.

Les villes et les localités sont envahies ou prises d'assaut les unes après les autres : Ferrare tombe le 20 décembre 1920, Modène le 24 janvier 1921, Trieste le 8 février (le «*Lavoratore*» est détruit) ; à la fin février, c'est le tour de Minervino, Murge et Bari ; le 27-29, celui de Florence où Spartaco Lavagnini, militant communiste et dirigeant syndical, est assassiné ; le 1er mars, c'est celui d'Empoli ; le 4, c'est Sienne ; le 22-26, Pérouse et Terni ; le 31, Lucca ; le 2 avril, Reggio ; le 12, Prato, Foiäno du Chiana et Arezzo ; le 19, Parme ; le 20 Mantoue ; le 22-23, Plaisance ; le 2 mai, Pise ; le 5, Naples. Tandis que les Bourses du travail, les sièges des syndicats, les rédactions de journaux et les sièges des partis ouvriers brûlent, et qu'ouvriers et paysans se battent comme des lions, infligeant à l'ennemi des pertes supérieures aux leurs, bref tandis que toute la péninsule est mise à feu et à sang et que les classes s'affrontent en un duel à mort, on entend claironner une fois de plus l'inévitable mot d'ordre : *aux urnes* ! De l'arsenal de la démocratie, Giolitti tire maintenant la carte maîtresse des élections politiques.

Après cela, soutiendra-t-on encore que la « réaction agrarienne » força la main au « progressisme démocratique » des industriels en s'appuyant sur les « éléments les plus rétrogrades » placés à la tête de l'Etat ? En réalité à la tête de l'Etat, on trouve la démocratie réformiste de Giolitti : c'est *elle* qui, dans les élections administratives de 1920, a fait bloc avec les fascistes ; c'est *elle* qui, dans les conflits entre chemises noires et ouvriers, intervient invariablement pour aider les premiers à vaincre. Après les massacres de Ferrare, c'est Giolitti qui ordonne de « désarmer » la province d'Emilie ; policiers et carabiniers font une ample moisson d'armes cachées dans les maisons des ouvriers et des paysans, mais sur celles des fascistes ils ferment les yeux. A Florence, au cours de trois journées de batailles très violentes, ce ne sont pas les chemises noires, mais les divisions blindées de l'armée et des carabiniers qui brisent la résistance héroïque des prolétaires du quartier des Scandicci. A Empoli, à Signa et à Prato, villes décidées à ne pas céder, les fascistes trouvent un asile commode dans les casernes. A Pise, c'est le général commandant

la division qui ordonne d'enfoncer à coup de canon le portail de la Bourse du travail que les ouvriers refusaient d'ouvrir. Et de son côté, la magistrature ne prononce de condamnation que contre la gauche.

Epuisés par deux ans de tempêtes, laissés sans défense par le Parti socialiste, seuls contre toute la coalition bourgeoise, les ouvriers se battent avec une audace « incroyable ». Surpris à Bologne, ils contrattaquent à Ferrare, à Modène, à Florence. Dans les Pouilles, les ouvriers agricoles dressent des barrages et des barricades contre les vieux flics de Giolitti et leurs fils et petits-fils transformés en chemises noires. Après la fondation dn Parti communiste à Livourne en janvier 1921, les organisations militaires des jeunesses communistes ne se contentent plus d'actions défensives : elles attaquent. Les ouvriers ne comptent plus leurs morts, mais les bourgeois font le bilan et constatent que, contrairement à tous leurs espoirs, celui-ci tend à devenir négatif. C'est le moment ou jamais de faire une pause pour endormir l'adversaire et reconstituer ses forces : l'occasion sera fournie par les élections.

Comme on le voit, il s'agit de tout autre chose que d'un « retour au régime d'avant la révolution bourgeoise et ses principes sacrés ». Et la signification des évènements dont nous venons de retracer depuis le début le déroulement réel n'est pas du tout dans l'opposition de la « démocratie industrielle progressiste » et de la « réaction agrarienne féodale », et encore moins de la « révolution de la petite-bourgeoisie », mais dans l'opposition entre la *dictature de la bourgeoisie* et *celle du prolétariat,* dilemme posé internationalement par la fin de la guerre et inscrit en lettres de feu dans la réalité historique.

Fondation du Parti Communiste à Livourne.

Nécessité historique de la scission

Les évènements ci-dessus évoqués forment la toile de fond de la scission du vieux parti socialiste qui se produit à Livourne en janvier 1921. De cette opération chirurgicale depuis longtemps réclamée par la Gauche, le jeune Parti communiste sort armé d'un programme qui converge avec celui des bolcheviks dans toutes les questions fondamentales, comme cela est apparu clairement dès la révolution d'Octobre et pendant toute la guerre, et il peut déjà faire un bilan positif de sa lutte acharnée contre le réformisme.

Ce jeune Parti communiste n'a aucune sorte de doute sur la nature de la démocratie :

> « *Les rapports de production actuels, proclame-t-il, sont protégés par le pouvoir bourgeois qui, fondé sur le système représentatif de la démocratie, constitue un organe de défense des intérêts de la classe capitaliste* » (Programme de Livourne, point 2).

Il n'a pas davantage de doutes sur le fait que l'offensive armée du fascisme constitue simplement la manifestation la plus évidente du « dilemme insurmontable » posé par la guerre et la paix bourgeoise aux « prolétaires d'Italie et du monde entier : ou dictature de la bourgeoisie, ou dictature du prolétariat ». Immédiatement après sa constitution, il proclame :

« Travailleurs, quiconque veut vous entraîner sur d'autres voies et vous convaincre que la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois n'est pas l'UNIQUE moyen de sauver les innombrables victimes du capitalisme, quiconque vous désarme moralement et matériellement en vous parlant d'actions pacifiques alors que la bourgeoisie se prépare manifestement à la lutte armée et prend l'offensive contre vous; quiconque vous parle ainsi, trahit consciemment ou inconsciemment la cause prolétarienne et n'est qu'un serviteur de la contre-révolution. (Manifeste pour la manifestation du 20 février 1921).

La Gauche marxiste italienne n'avait pas *subi*, mais bel et bien *voulu* la scission pour des raisons à la fois théoriques et *pratiques*. En ces mois de réaction bourgeoise déchaînée, il était en effet plus clair que jamais que l'unité du Parti socialiste rageusement défendue par le centre maximaliste de Serrati signifiait en réalité une capitulation devant la droite de Turati. Pareille unité ne pouvait que priver les prolétaires qui se battaient à corps perdu dans la rue, de toute direction consciente, énergique et centralisée. Cette fausse, cette mensongère *unité* avec des réformistes ouverts ou masqués ne pouvait être qu'un boulet aux pieds de l'héroïque classe ouvrière d'Italie engagée dans une lutte inégale non seulement avec les forces « irrégulières » du fascisme, mais avec les forces régulières de l'Etat démocratique : il fallait donc avant tout briser cette unité pour que cette résistance désespérée aboutisse et surtout pour que, le moment venu, la contre-offensive prolétarienne triomphe.

La Gauche ne se souciait nullement de perdre telle ou telle municipalité (fût-elle la municipalité traditionnellement « rouge » de Bologne) dans l'opération, car de toute évidence, ce n'est pas là que pouvait se décider la grande bataille de classe engagée. Mais immédiatement après les évènements du Palais d'Accursio à Bologne, l'organe de la fraction communiste du P.S.I., *Il Comunista*, tirait dans son numéro du 5 décembre 1920 la leçon des faits :

« Les événements de Bologne où la bourgeoisie a adopté une attitude audacieusement agressive aussi bien dans ses organisations régulières qu'irrégulières... peuvent être exploités et le sont effectivement en faveur de la thèse unitaire : nous sommes attaqués, serrons les rangs pour nous défendre. Pareille interprétation de la leçon pourtant éloquente qui vient de nous être donnée est parfaitement erronée, et même absurde. L'unité du parti existe encore ; *elle a même été complète pendant la campagne électorale, et pourtant* la classe ouvrière n'est pas parvenue à se défendre. *Pourquoi? Pour une raison bien simple : l'unité formelle peut être un front unique pour les conquêtes électorales : elle n'en est pas un pour l'action défensive et à plus forte raison offensive. Le parti constitué et entraîné pour des actions pacifiques traditionnelles se montre complètement inapte maintenant que ce stade est dépassé et que la situation nous met devant de tout autres nécessités. L'enseignement à tirer de ce fait est que la coexistante entre droites et gauches dans le même parti est mortelle. Quand nous aurons un parti homogène et compact, capable d'actions violentes à la fois offensives e défensives; capable de préparer moralement et matériellement ces actions en plein accord et en toute conscience pour éviter les surprises ou les retraites après coup, il se peut que nous perdions des municipalités (par exemple celle de Bologne) parce que nous seront peu nombreux, ou si nous ne les perdons pas, nous saurons les garder par la force, ou si nous ne les obtenons pas par les élections, le jour viendra où nous les prendrons par les mêmes moyens que les fascistes quand ils nous les ont arrachées, nous donnant ainsi une profitable leçon ».*

La brutale évidence des faits tout autant que les raisons de principe rendait donc urgente la scission que la Gauche réclamait depuis 1919 et que seule la lenteur avec laquelle les autres groupes qui adhérèrent au Parti communiste prenaient conscience de sa nécessité avaient retardée. Sous le manteau de l'unité défendue par le maximalisme (qui n'était partisan des barricades qu'en paroles), le réformisme était libre de lier pieds et poings à la classe ouvrière pour ensuite la poignarder en touchant accord avec la police et les fascistes. Après avoir développé les *raisons de principe* qui étaient à la base de la constitution du Parti communiste d'Italie, le rapport de la fraction communiste au Congrès de Livourne passait aux arguments pratiques sur la base de la sanglante expérience des deux années précédentes :

> « *Les communistes ont pour fonction de montrer aux masses que la révolution est inévitable. Sur cette base, ils peuvent et doivent donc, au moyen d'une préparation morale et matérielle, accumuler les conditions qui augmenteront les chances de victoire du prolétariat, car avec un parti de classe prêt à le diriger et techniquement préparé à toutes les exigences de la lutte révolutionnaire, ce dernier acquerra toute la trempe nécessaire. Les réformistes et les sociaux-démocrates au contraire disent aux masses que la révolution est évitable ou même impossible. Ils les laissent donc sans préparation devant la crise qu'ils sont par ailleurs incapables d'éviter ; quand celle-ci éclatera, non seulement le prolétariat se trouvera par leur faute dans des conditions qui permettront à la bourgeoisie de le battre facilement, mais ils apporteront eux-mêmes leur appui aux forces bourgeoises.*
>
> « *Quelle est la fonction d'un parti dans lequel les révolutionnaires sont mêlés aux réformistes ? Elle est de retarder toute préparation révolutionnaire sérieuse et de paralyser l'action de la Gauche alors que celle de la droite se développe dans les meilleures conditions, cette action ne consistant pas à élaborer des réformes que les circonstances historiques rendent impossibles, mais bien à opposer aux tendances révolutionnaires une résistance passive qui, quand cela devient nécessaire, se mue en résistance active.* »

Alors que le fascisme se déchaînait contre les ouvriers avec la complicité de la démocratie et du réformisme, les sociaux-démocrates et les maximalistes se lamentaient sur la « violation de la légalité » et le « bouleversement de l'ordre », implorant l'Etat tutélaire de défendre la première et de rétablir le second. Remplissant avec énergie sa dure tâche d'auto-organisation le Parti communiste relevait au contraire le défi de la coalition bourgeoise sous les coups incessants de l'adversaire : en Février, son siège du « *lavoratore* » de Trieste était attaqué et détruit, et les communistes de la ville étaient emprisonnés les uns après les autres. Edmondo Peluso était déporté « sans motif » dans l'ilôt de Santo Stefano. Ersilio Ambrogi était déféré au tribunal comme homicide de droit commun pour les évènements de Cecina. Spartaco Lavagnini venait de tomber à Florence sous les balles fascistes. Des centaines d'obscurs prolétaires tombaient frappés à mort dans la rue ou pris dans les griffes de l' « équitable » justice royale. Le 2 mars, le Parti communiste lança à la classe ouvrière un appel à la lutte. Il *pouvait* le faire, rien n'opposant plus l'action du parti à sa doctrine depuis la rupture avec les réformistes. C'était son devoir de le faire pour soutenir et galvaniser la volonté de lutte du prolétariat, et ce devoir il le remplit seul contre tous :

APPEL CONTRE LA REACTION FASCISTE

« Camarades !

« Dans la tragique situation d'aujourd'hui, le Parti communiste a le devoir de s'adresser à vous.

« Dans de nombreuses régions et villes d'Italie, des heurts sanglants entre le prolétariat et les forces régulières et irrégulières de la bourgeoisie se succèdent et se multiplient. Parmi tant de victimes connues ou obscures, le Parti communiste note la perte d'un de ses meilleurs militants, Spartaco Lavagnini, tombé à Florence au poste de responsabilité qu'il occupait face à la classe ouvrière et à son parti. A sa mémoire, et à celle de tous les prolétaires tombés dans la lutte, les communistes adressent le salut d'hommes que leur foi et leur action trempent contre l'épreuve.

« Les événement qui se précipitent montrent que le prolétariat révolutionnaire d'Italie ne cède pas aux coups de la réaction à laquelle la bourgeoisie et son gouvernement recourent depuis quelques mois avec ses bandes armées qui s'en prennent aux travailleurs aspirant à leur émancipation de classe. Des Pouilles rouges, de la Florence prolétarienne, de tant d'autres centres, nous parviennent des nouvelles qui montrent que malgré l'infériorité de ses moyens et de son organisation, le prolétariat a su répondre aux attaques, se défendre et frapper ceux qui le frappaient.

« L'infériorité du prolétariat — qu'il serait inutile de dissimuler — dépend de l'insuffisance de son organisation ; seule la méthode communiste peut la lui donner, et elle passe par la lutte contre les anciens chefs et contre leurs méthodes dépassées d'action pacifique. Les coups que la bourgeoisie porte aux masses doivent les convaincre qu'il est nécessaire d'abandonner les dangereuses illusions réformistes et de se débarrasser de ceux qui prêchent une paix sociale qui n'est historiquement plus possible.

« Fidèle à la doctrine et à la tactique de l'Internationale de Moscou, le Parti communiste a appelé les forces conscientes du prolétariat d'Italie à s'unir pour se donner la préparation et l'organisation qui jusqu-là leur a manqué et qui n'a existé que dans la démagogie réformiste. Il ne prêche pas l'apaisement des esprit ni la renonciation à la violence et dit clairement aux travailleurs qu'ils ne peuvent pas se contenter des armes de la propagande, de la persuasion ou de la légalité démocratique, qu'il leur faut des armes réelles et non pas métaphoriques. Il proclame avec enthousiasme sa solidarité avec les ouvriers qui ont répondu à l'offensive des blancs en rendant coup pour coup et les met en garde contre les chefs qui reculent devant leurs responsabilités et qui propagent la stupide utopie d'une lutte sociale civilisée et chevaleresque, semant le défaitisme dans les masses et encourageant la réaction : ce sont les pires ennemis du prolétariat et c'est à juste titre que l'adversaire se rit de leurs sornettes.

Le mot d'ordre du Parti communiste est d'accepter la lutte sur le terrain que la bourgeoisie a choisi et sur lequel la crise mortelle qui la travaille l'a irrésistiblement portée. Il est de répondre à la préparation par la préparation, à l'organisation par l'organisation, à la discipline par la discipline, à la force par la force et aux armes par les armes.

« Il ne saurait y avoir de meilleure préparation à l'offensive que les forces prolétariennes devront immanquablement lancer un jour contre le pouvoir bourgeois et qui sera l'épilogue des luttes actuelles. »

C'est sur cette base que se constituera l'organisation militaire du Parti et en attendant, ces directives renforcent et stimulent la volonté de lutte des obscurs militants de la classe ouvrière. Le Parti n'ignore pas les difficultés qui restent à surmonter pour donner à l'action spontanée vigoureuse des masses une direction politique et une organisation unitaire et qui dérivent essentiellement de l'influence persistante du socialisme légalitaire et pacifiste dans les masses. Il ne les cache pas non plus aux

ouvriers. On ne trouve pas un atome de démagogie dans son appel, mais seulement une sévère exhortation à répondre à une réaction bourgeoise, à la fois légale et illégale, d'une implacable dureté par des moyens opposés à ceux de l'époque réformiste du Parti et que les communistes se disposaient à mettre en œuvre. Le manifeste continue ainsi :

« L'action et la préparation doivent devenir de plus en plus effectives et systématiques, et la démagogie doit cesser. Dans la situation actuelle, il reste encore beaucoup à faire, reconnaissons-le, pour que la riposte prolétarienne aux attaques adverses prenne le caractère d'une action générale et coordonnée seule capable de nous assurer la victoire.

« Pour cette action générale, le prolétariat ne pourrait aujourd'hui recourir à d'autres formes d'action que celles qui ont été bien souvent adoptées, mais dont la direction, dans l'état actuel des choses, resterait, en totalité ou en partie, dans les mains d'organismes politiques et économiques dont la méthode et la structure ne peuvent conduire qu'à de nouvelles déceptions et qui ne laissent d'autre perspective que d'être arrêtées ou abandonnées dans leur action. (Cette prévision ne se vérifia que trop souvent par la suite NDR) Tant que les réformistes pourront encore usurper les postes de direction dans les organisations qui encadrent les masses, il en sera ainsi.

« Dans une perspective pareille, le Parti communiste n'entreprendra aucun mouvement général exigeant qu'il se mette en rapport avec de semblables éléments, à moins que la situation ne lui laisse pas d'autre possibilité. En l'état actuel, le Parti communiste affirme qu'il ne faut pas accepter d'action à l'échelle nationale en commun avec ceux dont les méthodes ne peuvent conduire qu'au désastre. S'il fallait que cette action se produise, le Parti communiste ferait son devoir pour que le prolétariat ne soit pas trahi au plus fort de la lutte, en surveillant étroitement les adversaires de la révolution.

Aujourd'hui donc, le Parti communiste donne à ses militants le mot d'ordre de résister localement sur tous les fronts aux attaques fascistes. de revendiquer les méthodes révolutionnaires, de dénoncer le défaitisme des sociaux démocrates que, par faiblesse et par erreur, les prolétaires les moins conscients peuvent considérer comme des alliés possibles devant le danger.

« Que la ligne de conduite à observer reste celle-là ou quelle devienne plus radicale, le centre du parti sait que, du premier au dernier, les communistes feront tout leur devoir, fidèles à leurs martyrs et conscients de leur responsabilité de représentants de l'Internationale révolutionnaire de Moscou en Italie.

« Vive le communisme ! Vive la révolution mondiale.

Le Parti communiste d'Italie

La Fédération des Jeunesses communistes d'Italie.

Conditions de l'action défensive et offensive du prolétariat

C'était la première fois que, dans cet après-guerre tourmenté, les prolétaires italiens entendaient un langage aussi direct, aussi ouvert, aussi stimulant et aussi courageux. Dans le Manifeste ci-dessus cité on trouve deux thèmes qui reviendront constamment pendant les mois suivants. Le premier est le suivant : le Parti dit aux prolétaires et se dit à lui-même : malheureusement, nous sommes sur la défensive, non parce que nous l'avons voulu ainsi, mais parce que des circonstances indépendantes de notre volonté nous l'ont imposé. *Nous devons* nous défendre *nous-mêmes,* car *personne d'autre que nous* ne nous viendra en aide. Nous *pouvons* nous défendre, à condition de descendre sur le terrain

choisi par la bourgeoisie, le seul sur lequel puisse se décider le sort de la révolution et donc aussi à condition d'être prêts dès maintenant (et aussitôt que possible) à passer nous-mêmes à l'offensive, bref à condition de nous battre dans cet esprit. Le second thème est le suivant : nous avons contre nous les forces de répression régulières de l'Etat et les bandes irrégulières du fascisme. Ni les unes ni les autres ne pourraient rien contre le formidable élan du prolétariat, même mal armé comme il l'est aujourd'hui, si cet élan n'était précisément freiné par le lâche attachement des réformistes à la légalité et le stupide attachement des traîtres maximalistes à la prétendue « unité ». Jamais nous ne vaincrons, même sur un terrain purement défensif, si nous ne nous débarrassons pas de cette double influence néfaste qui paralyse tous nos efforts pratiques. Ce sont ces thèmes centraux que le Parti tenta inlassablement de faire entrer dans la tête des magnifiques ouvriers industriels et agricoles de l'Italie de 1921 ; qui, aussi combatifs dans la défense que dans l'attaque, n'étaient malheureusement que trop habitués depuis des années et des années à entendre les réformistes leur chanter la chanson de la légalité et de la paix sociale, et à leur présenter la démocratie comme placée au-dessus des conflits de classe. Ces thèmes, il fallait aussi les rappeler inlassablement au sein même du jeune Parti communiste pour organiser les cadres militaires nècessaires, faute de quoi ç'aurait été le désastre.

Le Parti communiste d'Italie avait déjà ses persécutés et ses martyrs, tout comme, oubliés de tous, les anarchistes à la combativité desquels le Parti rendit toujours hommage tout en condamnant inexorablement leur idéologie. Dans une moindre mesure, les autres partis à composition ouvrière en avaient également, mais le parti de Livourne savait que la lutte comportait des risques (celui de perdre des militants, mais aussi celui de perdre... la boussole) et non seulement il s'abstint de se joindre au chœur des pleureuses du réformisme, mais il mit en garde contre elles prolétaires et militants. Pas plus qu'ils n'y avait à attendre de l'Etat aucune aide contre le fascisme, il n'y avait à mendier aucune pitié de sa « justice », justice bourgeoise que les communistes se proposent de détruire et non de rétablir. C'est ainsi que dans un article intitulé « *Contre la réaction* » et paru dans l'*Ordine nuovo* du 26/3/21 comme dans tous les organes du Parti, la centrale écrivait :

> « *Agitons-nous, oui ; travaillons, oui, à apporter à ceux de nos camarades qui se sont le plus sacrifiés l'aide que nous leur devons pour rendre leurs dirigeants au mouvement des masses. Mais évitons l'erreur de considérer l'action visant ce but comme détachée du reste de notre action telle que la situation actuelle l'exige et que des causes profondes veulent qu'elle soit. C'est une illusion de croire qu'on puisse pousser la classe dominante et son gouvernement à revenir à un régime normal et au respect des libertés individuelles et collectives. Pour nous, le problème n'est nullement de ramener l'adversaire au respect de la loi, de sa loi. Cela signifierait valoriser l'illusion contre-révolutionnaire selon laquelle la légalité bourgeoise favorise la lutte d'émancipation des masses. Si nous acceptions tant soit peu de nous unir dans l'action à ces mouvements dont la théorie et la tactique sont fondées sur cette erreur centrale, nous ruinerions tout l'effet de notre propagande parmi les masses et nous tomberions dans une équivoque fatale : laisser croire que si la bourgeoisie restait dans les limites de sa propre légalité, nous en*

ferions autant de notre côté. Cela voudrait dire que nous considérons la perpétuation du régime constitutionnel actuel comme désirable, ce qui serait oublier que, selon la critique marxiste, la liberté que ce régime affecte de concéder n'est qu'une duperie et une ressource de la conservation sociale.

« Dans la bouche des communistes, on ne doit entendre aucune des ridicules phrases stéréotypées qui sont chères à la démocratie bourgeoise et à l'opportunisme soi-disant socialiste sur la liberté d'opinion, les droits de l'individu et semblables bavardages. Nous devons également éviter d'encourager chez les éléments qui sont influencés par nos cousins syndicalistes et anarchistes la tendance à abuser de ce langage petit-bourgeois tout en se croyant de véritables extrémistes. Les communistes se placent sur un tout autre terrain. Ils savent parfaitement qu'un retour à la légalité bourgeoise traditionnelle est impossible. Ils affirment que l'histoire a posé universellement un dilemme : ou la dictature ouverte de la contre-révolution, ou la victoire de la dictature révolutionnaire du prolétariat. Ils ne s'assignent pas pour but d'ouvrir une nouvelle époque de rapports politiques et juridiques « normaux » (absurdité qui signifierait uniquement le rétablissement pacifique de la domination et des privilèges capitalistes), mais de favoriser le passage à l'époque du pouvoir révolutionnaire du prolétariat. Les communistes ne disent pas à la bourgeoisie : attention, si tu ne rentres pas dans la légalité, nous ferons la révolution pour rétablir celle-ci ! Ils proposent au contraire de détruire le pouvoir bourgeois par leur action révolutionnaire. Quiconque entend rester sur le terrain de la lutte pacifique, comme les sociaux-démocrates, ne sera jamais notre allié.

« Pour lutter contre la réaction, il n'y a donc pas d'autre moyen que de s'organiser pour la vaincre, en luttant contre elle sans exclusion d'aucun moyen. Il faut rendre notre action indépendante des faciles sanctions du pouvoir bourgeois afin qu'elle frappe plus sûrement et plus profondément l'ennemi au cœur. Toute la question de la méthode révolutionnaire est là. Nous ne sommes pas d'accord avec les sociaux-démocrates qui s'imaginent pouvoir se passer de violer la légalité bourgeoise, non plus qu'avec les libertaires qui s'imaginent, eux, qu'après la destruction de l'ancien système, il n'est pas nécessaire d'organiser un nouveau pouvoir, une nouvelle organisation disciplinée, une nouvelle armée et même une nouvelle police contre la classe bourgeoise.

« Le problème des victimes politiques et de la lutte contre la réaction n'a donc pas un caractère accidentel et négatif : il se relie au problème général et positif de l'action contre l'actuel état de choses. Ceux qui pensent qu'on peut se résoudre à marcher main dans la main avec les sociaux-démocratent le posent de façon contre-révolutionnaire et le fait de se dire à l'exact opposé d'eux en politique n'y changera rien.

« Le Parti communiste lutte contre la réaction parce qu'il lutte contre le pouvoir bourgeois même lorsque celui-ci ne sort pas de ses fonctions légales. Il mène cette lutte en orientant dans ce sens la conscience et les forces du prolétariat. S'il accepte de se mettre sur le terrain de l'illégalité et de la violence, ce n'est pas parce que c'est la bourgeoisie qui l'a voulu, mais parce que c'est le seul terrain que le prolétariat ait intérêt à choisir pour accélérer la dissolution de toute légalité bourgeoise et pour ne pas se lier par avance les mains. Ce sont précisément toutes les raisons qui ont poussé le Parti communiste à se constituer et qui le conduisent aussi à définir ses méthodes propres qui ressurgissent quand il s'agit d'affronter la réaction : la réaction réside dans la domination même de la bourgeoisie : jamais notre adversaire ne se présentera à nous sous des formes différentes et plus vulnérables.

« C'est pourquoi les communistes luttent contre la violence ennemie sans modifier en rien la physionomie de leur organisation et de leur tactique. »

Voilà comment le Parti développa le premier des deux thèmes dont nous parlions ci-dessus. Le second, il le développera en fondant son orga-

nisation illégale contre tous ceux, réformistes ou maximalistes, qui devaient signer quelques mois plus tard l'ignoble pacte de pacification avec l'Etat et les bandes fascistes et dont certains regrettaient l' « alliance » parce qu'ils ne comprenaient pas qu'elle n'aurait pas donné plus de force au prolétariat, mais lui aurait au contraire inoculé le poison du défaitisme.

Les historiens d'aujourd'hui (ils sont bien bons !) ont fini par reconnaître l'œuvre accomplie dès sa naissance par le Parti sous la direction de la Gauche dans le domaine de l'organisation et de la discipline, mais ils continuent à regretter qu'il ait repoussé comme la peste l'alliance avec le réformisme, le maximalisme et la démocratie. C'est naturel de leur part, car pour eux, ce qu'il fallait sauver n'était pas la possibilité d'une reprise révolutionnaire du prolétariat, mais au contraire *la démocratie*. Ils sont les descendants de ceux-là même qui ont signé les pactes de pacification et donc de démobilisation du prolétariat : *ils ne peuvent donc pas comprendre* que la tâche du parti était précisément d'enterrer la démocratie en même temps que son fils légitime, le fascisme, au lieu de leur donner de l'oxygène, et s'ils le comprenaient, ils reculeraient d'horreur devant un tel dessein.

Le défaitisme socialiste

Pendant que le Parti communiste donnait les directives rappelées ci-dessus, le Parti socialiste se démasquait et se montrait tel que nous avions toujours affirmé qu'il était : un facteur de défaitisme au sein de la classe ouvrière.

Fidèle à sa tradition, la droite de Turati dont la majorité maximaliste n'avait pas voulu se séparer et dont elle songeait maintenant moins que jamais à se détacher prêchait la « *paix sociale* », le retour à des méthodes « *civilisées* » de lutte, c'est-à-dire à la coexistence pacifique entre partis politiques, et la renonciation du prolétariat à la violence même purement défensive : le réformisme n'avait jamais rien dit d'autre dans le passé, et il ne pouvait agir autrement. Non qu'il ait condamné théoriquement la violence à la façon de Tolstoï, d'ailleurs ; comme l'écrira le Parti :

> « *Le social-démocrate, le social-pacifiste n'est pas contre la violence en général. Il lui reconnaît au contraire une fonction sociale et historique ; seulement, pour lui, si c'est le pouvoir d'Etat qui en use, elle est légitime ; mais quand c'est le prolétariat qui s'en sert pour se défendre contre le fascisme, elle cesse de l'être, parce qu'alors elle cesse d'être une initiative légale, une initiative d'Etat.* » *Pour la social-démocratie, donc « la formation de l'Etat démocratique et parlementaire a clos l'époque des luttes violentes entre particuliers, entre groupes et entre classes, et l'Etat est précisément là pour réprimer ces initiatives violentes comme des* actions anti-sociales. *Ce n'est pas au prolétaires à se défendre : c'est à... Giolitti. La droite est donc logique avec elle-même quand elle invite les prolétaires à renoncer à la lutte et l'Etat à user de la force contre les fascistes... qu'il finance, qu'il appuie ou qu'il laisse faire. Elle est logique avec elle-même quand elle insiste auprès des adversaires en présence pour qu'ils signent des pactes de pacification, prête à agir comme en Allemagne les Noske et les Scheidemann si elle était allée au pouvoir (comme il s'en fallut de peu), c'est-à-dire à déchaîner la violence légale de l'Etat contre les seuls qui aient revendiqué l'emploi de la violence de classe pour abattre la domination bourgeoise, à savoir les communistes.* »

Mais les maximalistes qui détenaient la direction du Parti socialiste n'avaient-ils pas proclamé à Bologne que « *le prolétariat devra recourir à la violence* » non seulement pour « *conquérir le pouvoir* », son but suprême, et pour « *consolider les conquêtes de la révolution* », mais aussi « *pour se défendre contre les violences de la bourgeoisie* », son but immédiat ? N'avaient-ils pas déclaré adhérer à la IIIme Internationale sur la base des thèse de son 1er Congrès qui opposaient pourtant la solution révolutionnaire à la solution social-démocrate, réformiste et parlementaire ? Après Livourne, n'insistaient-ils pas toujours auprès de Moscou pour qu'elle rectifie la scission advenue et leur ouvre les portes du Komintern ? Sans doute, mais c'est en cela justement que réside la fonction spécifique du centrisme :

> « *Se rapprocher du programme de la gauche, le faire sien sous les formes les plus bruyantes et les plus démagogiques afin d'emprisonner le mouvement des masses et le remettre un jour (ce jour-là est arrivé) dans les mains de la droite, du réformisme déclaré qui, entre autres vertus, a du moins, lui, celle de la cohérence et celle de savoir attendre son heure en laissant agir ses alliés centristes, même lorsqu'ils le prennent comme tête de Turc pour la galerie* ».

Hypocrisie du maximalisme

L'offensive fasciste mit à l'épreuve la sincérité du langage « barricadier » des maximalistes et confirma la justesse de l'appréciation des communistes qui les accusaient de servir de pointe avancée et de couverture à la droite socialiste. En effet, à peine les violences « illégales » avaient-elles commencé que le Parti socialiste (non seulement la droite, mais *tout* le parti, à commencer par la direction maximaliste) se mit à prêcher dans les colonnes de son organe *L'Avanti !* le retour à l'ordre, la « *normalisation* » de la vie politique et sociale, la renonciation des prolétaires à la lutte violente. En août, il signera le pacte de pacification avec les fascistes, en parfaite cohérence avec toute cette propagande... malthusienne. Dans d'autres circonstances déjà, alors que le conflit social évoluait vers un affrontement ouvert, le maximalisme avait défendu des arguments qui, apparemment valables, dissimulaient de façon jésuitique, sa lâche volonté de céder aux premiers signes de tempête : il fallait une préparation adéquate ! Il ne fallait pas se laisser attirer dans le piège en menant des actions générales avant d'être prêts ! L'action individuelle devait céder le pas à l'action générale et collective, etc... etc... Désormais,même ce genre d'arguments était laissé de côté : le maximalisme déclarait maintenant sans ambages qu'il ne fallait pas recourir à la violence, même pour se défendre, et qu'on n'y recourrait pas, et il le proclamait au moment même où de jeunes prolétaires donnaient leur vie pour défendre leurs Bourses du Travail, les rédactions de leurs journaux et les sièges de leurs partis. Ce n'est pas par hasard qu'aux élections de mai 1921, le P.S.I. ajouta dans son emblème un livre à la faucille et au marteau : dans les rues, on tirait, et le « parti des travailleurs » invitait ses militants à se pencher sur les tables des bibliothèques populaires ! Dans les rues, on se défendait, et on attaquait même chaque fois qu'on pouvait, mais le parti qui

prétendait incarner les intérêts du prolétariat répandait le discrédit sur cette combativité spontanée et inflexible, il s'en désolidarisait et la condamnait même !

Mettant en évidence la « contradiction » (purement apparente, d'ailleurs) entre les proclamations officielles du maximalisme et ces invitations indignes qu'il adressait aux prolétaires pour qu'ils offrent la joue gauche à leurs ennemis après avoir été frappés sur la droite, le parti communiste fustigea ce qui, dans les faits, apparaissait clairement comme un véritable défaitisme :

« Nous ne sommes donc plus dans une période de révolution mondiale qui doit voir l'éclatement de la lutte suprême entre prolétariat et bourgeoisie pour le pouvoir ? Il n'est donc plus vrai que la bourgeoisie ne pourra être dépossédée de ce pouvoir sans lutte armée, parce que, sans lutte armée, elle ne renoncera jamais elle-même à la violence organisée ? Et tout cela cesserait d'être vrai au moment précis où le fascisme vient démontrer avec éclat le contraire ? Nous ne serions plus placés devant le dilemme : dictature de la bourgeoisie ou dictature du prolétariat, au moment précis où la bourgeoisie proclame audacieusement sa cynique volonté de domination et où elle annule toutes les concessions, tous les accords politiques et économiques passés entre les pouvoirs constitués et la classe travailleuse ?

« Les maximalistes, notons-le, ne soulèvent pas une question contingente d'opportunité tactique. Ils ne disent pas qu'en ce moment, le prolétariat doit se cantonner dans une préparation prudente, et refuser d'user ses forces dans des actions immédiates. Dans la situation actuelle, de tels arguments seraient déjà des signes de défaitisme, puisque les faits des derniers mois prouvent que plus le prolétariat évite les heurts, plus la réaction bourgeoise s'enhardit. Mais les renégats maximalistes disent et font bien pire encore. Ils condamnent avec une impudence stupéfiante, le principe même des méthodes qu'ils affectaient hier encore d'accepter, puisqu'ils donnent comme directive définitive aux masses de renoncer à la violence aussi bien dans l'avenir qu'aujourd'hui, et qu'ils font tous leurs efforts pour ramener sur le terrain de la lutte pacifique...

« On pourrait objecter que le moment de la violence révolutionnaire viendra, mais en théorisant cet argument du « moment décisif », le défenseur de l'unité entre socialisme et communisme ne ferait que confirmer une chose : nos pseudo-révolutionnaires sont encore pires que les réformistes authentiques qui, eux, sont au moins assez sincères pour condamner les méthodes violentes et pour proposer clairement aux masses d'autres moyens d'action. L'explosion finale de violence révolutionnaire est nécessairement précédée d'une série de heurts épisodiques. La tâche du Parti révolutionnaire pendant cette période est de préparer et d'organiser les forces prolétariennes, mais cela est impossible si l'on prêche la renonciation à la violence, moyen d'action fondamental auquel on doit se préparer techniquement, et dont il ne suffit pas de proclamer la nécessité finale, comme le font en ce moment les chefs du Parti socialiste qui semblent reculer à mesure que leur programme d'autrefois se réalise dans les faits. Il ne serait donc plus vrai que la guerre impérialiste doive se transformer en guerre révolutionnaire de classe ? Quand autrefois ils le disaient, ils ne le pensaient pas, puisqu'ils découvrent maintenant qu'il faut faire la guerre de classe non pas avec les armes dont, pendant quatre ans, les prolétaires se sont servis pour s'entre-tuer, mais avec des armes « civilisées » !

« Alors que la bourgeoisie utilise dans la lutte intérieure les armes qui ont servi dans la guerre contre l'étranger, les maximalistes invoquent le désarmement, au lieu de voir dans ce fait la confirmation de la doctrine qu'hier

encore ils défendaient ! Face à cette situation, notre premier devoir est d'attaquer à fond les saboteurs de la révolution : la préparation révolutionnaire qui incombe à notre parti va de pair avec la liquidation des dernières traces de leur influence. La désagrégation rapide du Parti social-démocrate sera le meilleur indice de la croissance de l'énergie révolutionnaire du prolétariat italien. » (Un parti en décomposition, Il comunista 10/3/21).

La droite est contre-révolutionnaire et n'hésite pas à le dire. Le centre est contre-révolutionnaire et tout ce qu'il a de plus que la droite, c'est l'hypocrisie : le phénomène ne se vérifie pas seulement en Italie, mais dans tous les pays ; il n'est pas subjectif, mais objectif, c'est-à-dire qu'il ne dépend pas des intentions des individus. En réponse à l'article ci-dessus cité, Serrati répondit dans *L'Avanti !* en opposant « *l'action méthodiquement préparée* » préconisée par le communisme et dont lui, Serrati, aurait été le défenseur, aux réactions désordonnées « *à chaque coup de revolver* » qu'il accusait les communistes de préconiser. Et pour dissimuler la retraite précipitée de son parti devant l'attaque ennemie, il dénonçait ces actions comme « *volontaristes* ». L'argument était insidieux et la réponse du Parti communiste fut prompte dans un article intitulé *Sérénité mystificatrice* du 16/3/21 :

« *Serrati accuse les autres de volontarisme et il est le plus volontariste de tous sans s'en apercevoir. S'il est une affirmation qui n'est ni déterministe ni marxiste, c'est bien d'attribuer, comme le fait Serrati, le manque de préparation révolutionnaire aux défauts particuliers du peuple italien : façon humoristique de comprendre la préparation révolutionnaire !*

« *Le Parti devrait ajourner l'emploi de la violence prolétarienne jusqu'au moment où il se sentirait en mesure de déclancher une action générale et coordonnée ; en attendant, il devrait s'opposer à tout conflit entre les forces prolétariennes et les forces bourgeoises, les désavouer et les condamner, sous le prétexte qu'il s'agit seulement de violence « individuelle ». Il devrait même empêcher que de pareils conflits se produisent !*

« *Notre conception est complètement opposée à celle-là. Le parti communiste fonde toute son action sur le fait que les conditions du heurt final entre les classes existent déjà dans la période historique actuelle et que celui-ci a déjà commencé. Le but du parti est d'exercer sa propre influence dans cette lutte déterminée par les conditions historiques pour l'organiser, c'est-à-dire pour donner plus d'efficacité à la rébellion prolétarienne. Il n'utilise pas sa capacité d'initiative pour lancer des assauts isolés tant qu'il ne lui semble pas possible de les coordonner en un mouvement général ayant quelques chances de succès. Dans les conflits locaux et occasionnels qui se produisent, il prend soin de ne pas se laisser entraîner à engager toutes ses forces dans des conditions défavorables, mais il se préoccupe aussi de ne pas perdre de terrain dans le travail de préparation déjà accompli et qui doit tenir compte du coefficient de la psychologie collective. Il s'efforce de donner aux masses l'impression que sa renonciation à des initiatives révolutionnaires est un élément de force et non de faiblesse, et de renforcer en elles la conviction qu'on recourra en temps voulu aux moyens révolutionnaires ; il ne doit donc pas jeter le discrédit sur eux ! Voilà la différence entre notre conception et celle des socialistes, même dans la théorisation jésuitique de Serrati.*

« *Dans la situation de ces derniers jours, les socialistes n'ont pas dit aux masses, comme Serrati : « Préparons-nous, mais évitons les heurts en ce moment ». Reniant toutes leurs précédentes déclarations, ils ont dit nettement : « Voyez comme l'usage de la violence, comme la guérilla civile est terrible !*

La marche en avant du prolétariat doit suivre d'autres voies. » Ce ne sont pas les socialistes qui ont déclanché l'offensive fasciste, bien sûr ; mais leur crime est de désarmer les masses en s'imaginant arrêter l'attaque, précisément parce qu'ils croient sottement l'avoir suscitée. La formule insidieuse de Serrati n'en est pas moins défaitiste. Elle équivaut à une retraite illimitée qui ne peut que faire perdre toute force morale et matérielle aux révolutionnaires, compromettre et même rendre impossible cette préparation révolutionnaire que Serrati prétendait vouloir garantir ; « préparation » signifie en effet entraînement et habitude d'interpréter correctement les faits, et non pas négation passive de la réalité ni attente fataliste, chose ou bien impossible ou exclusivement favorable à l'ennemi. Ce serait là du volontarisme négatif, et nullement la négation du volontarisme. Ce serait utiliser l'influence positive dont on dispose dans l'intérêt de l'adversaire.

« Dans les faits, notre attitude est nettement différente de celle que Serrati défend et que les siens ont adoptée. Même si notre unique supériorité sur les socialistes se limitait à nous être abstenus du vil langage qu'ils ont tenu, cela suffirait à prouver la supériorité de notre méthode sur la leur. Mais il y a eu une différence dans les actes également. Nous avons dit clairement qu'il était indispensable de répondre à la violence conservatrice par les même moyens, même si l'impréparation matérielle et morale du prolétariat nous empêchait de prendre l'initiative d'une action révolutionnaire générale afin de ne pas tomber dans l'aventure ou plutôt de ne pas succomber à la trahison certaine des réformistes. Même si nous nous étions limités à proclamer notre solidarité avec les réactions prolétariennes spontanées aux violences adverses, cela suffirait à prouver la différence effective qui existe entre nous et les socialistes qui ont lâchement désavoué ces réactions. Mais nous avons en outre donné aux communistes le mot d'ordre de se tenir par avance prêts à la réplique dans le cas probable où les fascistes attaqueraient dans certaines zones. Nous restons fidèles à cette ligne d'action. Ce sont les faits qui en démontreront l'efficacité en ce qui concerne le maintien du moral des masses et pour leur encadrement par le parti. Or, cet encadrement implique qu'elles aient confiance en lui, et cette confiance est donc le premier aspect de la « préparation révolutionnaire ».

« Il est donc plus que jamais prouvé que les socialistes du vieux parti ont fait, en bons sociaux-démocrates, le jeu de la bourgeoisie en répétant aux masses qu'il fallait répudier les moyens violents. Il est prouvé qu'il est grotesque de prétendre justifier une telle attitude en prétextant qu'il s'agit seulement de renvoyer l'action révolutionnaire au moment opportun. Tous les contre-révolutionnaires font de semblables déclarations ; elles sont la marque caractéristique du centrisme qui, dans tous les pays, est complice du réformisme, lui-même complice de la bourgeoisie, puisqu'une telle politique est la plus apte à désarmer les masses pour les abandonner finalement désorientées et impuissantes aux coups de la contre-révolution ».

De cette vieille polémique ressort clairement que dans le développement de la lutte, le maxixalisme s'est placé délibérément *de l'autre côté de la barricade* comme le centrisme a toujours fait et fera toujours. Les bolcheviks avaient bien eu raison de considérer que dans tous les pays ce dernier était l'ennemi N° 1 parce que le plus insidieux et le plus acharné. Jamais donc on n'aurait dû admettre — comme malheureusement ils le firent eux-mêmes plus tard — qu'un accord même partiel avec lui était souhaitable et, pis encore, qu'il était possible d'admettre les maximalistes dans la section italienne de l'I.C. En dehors même de toute considération théorique, les faits criaient exactement le contraire.

Des élections au changement de gouvernement

Parallèlement à l'offensive fasciste qui continue pendant tout le mois d'avril se développe l'offensive patronale contre les conditions de vie de la classe ouvrière, et ce n'est pas par hasard.

Tandis qu'en février Giolitti abolissait le prix politique du pain, le patronat attaquait à la fois par des licenciements et par des réductions de salaire. En mars, des « conquêtes » ouvrières qui semblaient définitives à certains, sont abolies, surtout à Turin : chez Michelin, après un mois de négociations, non seulement les premiers licenciements sont ratifiés, mais on trouve parmi ceux qu'ils frappent des membres des commissions internes, réputés inviolables, et des représentants d'ateliers. Chez Fiat, après un mois de lutte, la reprise du travail s'effectue sous le signe « *de la discipline et de l'autorité à l'intérieur de l'usine* » dont la direction exige qu'elles soient « *exclusivement exercées par elle sans interventions étrangères arbitraires* ». Pendant un an, la C.G.T. se bercera du vain espoir de voir Giolitti d'abord, puis Bonomi, instaurer le fameux « *contrôle de l'Industrie* » conformément à leurs promesses de septembre 1920.

A Turin même, le 25 avril, les fascistes tentent de prendre d'assaut la Maison du Peuple, centre de la bourse du travail, de la F.I.O.M. (8), et siège de divers partis et cercles ouvriers. Les fascistes ne « viennent à bout » de la résistance acharnée des ouvriers qu'en abandonnant le terrain à la police régulière qui désarme ceux-ci, arrête les « meneurs », et rend aux fascistes la politesse qu'ils lui ont faite en leur laissant toute licence d'occuper et d'incendier le bâtiment. Après cette amère expérience, toutefois, les chemises noires attendront plus d'un an avant de renouveler la tentative, jugeant plus prudent d'assurer d'abord leurs arrières !

Au défaitisme des socialistes à l'égard de la lutte prolétarienne contre les chemises noires faisait bien entendu pendant leur défaitisme dans les luttes économiques. Au contraire, l'effort du Parti communiste pour arracher les masses à cette influence démoralisante, pour les unir, dans leurs actions défensives et offensives, sous un même drapeau, avec un mot d'ordre clair et sous une direction centralisée est inséparable de leur effort pour donner à toutes les luttes syndicales une stratégie unique que les groupes syndicaux des communistes tentaient de faire triompher dans toute la C.G.T. C'étaient en effet là deux aspects inséparables de la lutte de classe : la Gauche qui s'était trempée pendant plus de dix ans au feu de la guerre qu'elle faisait aux mille incarnations du réformisme livre les deux batailles avec une énergie dont elle était seule capable et qu'elle communiqua au prolétariat des villes et des campagnes (9).

---

(8) F.I.O.M. : Fédération Italienne des Ouvriers Métallurgistes.

(9) Nous ne pouvons développer ce point capital dans le cadre du présent article, mais *Programme Communiste* publiera dans un prochain numéro une série de textes relatifs à la lutte syndicale du P.C. d'Italie lorsqu'il était dirigé par la Gauche. Ils sont riches d'enseignements d'une brûlante actualité.

En mai 1921 les élections ont lieu. Quel meilleur moyen pour venir à bout des énergies révolutionnaires, pour bercer les militants socialistes de l'espoir d'un retour à la normale et pour ouvrir aux fascistes la voie de l'honorabilité parlementaire et démocratique, eux qui n'étaient jusque-là qu'un ramassis de matraqueurs ? En effet, c'est Giolitti lui-même qui, au moyen du « bloc national », tend aux fascistes la perche qui leur permettra de jouer dans le plus pur style giolittien sur les deux tableaux de « la légalité constitutionnelle » d'une part, et de « l'illégalité de fait » de l'autre. Les réformistes d'aujourd'hui, c'est-à-dire le P.C. italien officiel, commentent de la façon suivante ce fait :

> « *L'intégration des candidats fascistes dans les listes du bloc national a été sans aucun doute l'opération politique la plus grave et la plus inconsidérée du vieil homme d'Etat piémontais. Elle constitua en effet une légalisation de la violence de ces chemises noires qui avaient ensanglanté le pays, et elle a été la première abdication officielle de l'Etat devant la subversion de droite.* » (I comunisti iella storia d'Italia, *fasc. N. 4 éditeur « Calendario del Popolo » publié sous les auspices du P.C. italien officiel).*

On voit que les réformistes d'aujourd'hui valent ceux d'hier, et qu'ils sont aussi incapables de comprendre que la « subversion de droite » n'était que l'autre face de la violence conservatrice de l'Etat, qu'elle n'aurait pas été possible sans cette dernière et qu'elles sont inséparables l'une de l'autre !

Nous n'entrerons pas ici dans le détail de ces élections de mai, qui furent les secondes après la guerre. Malgré la résistance de beaucoup de ses membres et même de sections entières qui ne provenaient pourtant pas de la fraction abstentionniste, le Parti communiste d'Italie y participa par discipline à l'égard de l'Internationale (10), engageant dans la bataille électorale toutes ses ressources, qui auraient été bien plus utilement employées à continuer son travail d'encadrement politique, syndical et militaire. Il est par contre intéressant de noter que le fascisme utilisa la période électorale pour panser ses blessures, se préparant à reprendre l'offensive armée en juillet par quelques exercices d'entraînement : assaut à la rédaction du *Soviet* le 5 mai ; manifestations en Emilie contre l'arrestation d'Italo Balbo qui fut promptement libéré de prison ; agression contre Francesco Misiano le 13 juin, et incendie de la bourse du travail de Grosseto le 28 juin. De leur côté, les socialistes avaient trouvé dans le nouveau « climat démocratique » des raisons supplémentaires de pratiquer le défaitisme à l'égard des luttes ouvrières. Quand le 27 juin, Giolitti se démet, la direction du groupe parlementaire vote l'ordre du jour suivant, approuvé par le centre maximaliste :

> « *La direction du groupe parlementaire socialiste, tout en maintenant les directives tactiques et programmatiques fixées par ce dernier lors de sa constitution, a décidé de lui proposer de ne pas se désintéresser du dévelop-*

(10) « *En tant que communiste* » déclara le représentant de la Gauche, « *Je suis d'abord centraliste et seulement ensuite abstentionniste* ». Et il ajoutait que si le parlementarisme révolutionnaire avait un sens quelconque, c'était précisément dans une situation réactionnaire comme celle de 1921.

pement de la crise et de sa solution. Jugeant à l'unanimité que pour des raisons, théoriques selon les uns, pratiques selon les autres, il n'est pas opportun de parler d'une participation des socialistes au gouvernement, le groupe parlementaire retient que les députés socialistes ne doivent néanmoins pas repousser a priori *les éventuelles tentatives d'autres partis en vue d'en finir vraiment et durablement avec la politique de violence contre le mouvement prolétarien. Les représentants de la direction du parti approuvent cette décision. »*

La voilà bien, la grande recette maximaliste : nous, les « intransigeants parlementaires », nous sommes disposés à toutes les transactions qu'on voudra dès que pointe la possibilité d'un gouvernement « vraiment et durablement » disposé à faire ce que nous ne faisons pas nous-mêmes : défendre le mouvement prolétarien contre les violences « illégales ». Si un tel gouvernement ne se forme pas, nous retournerons à notre intransigeance parlementaire, mais loin d'appeler les prolétaires à se défendre eux-mêmes et de les diriger dans leur lutte, nous prendrons *nous-mêmes* l'initiative de pactes sincères et durables avec les partis bourgeois pour faire cesser la violence !

Lorsque la montagne de la crise ministérielle accouchera de la souris Bonomi, la direction maximaliste retrouvera une virginité momentanément perdue en déclarant n'être pas satisfaite des « promesses » et des « garanties » données par le nouveau gouvernement en ce qui concerne le « rétablissement de la légalité » (la légalité, alpha et omega du bréviaire socialiste !) et n'avoir par conséquent aucune raison de renoncer à l'opposition parlementaire formelle décidée par les Congrès. Guère plus d'un mois plus tard, la virginité sera de nouveau allègrement sacrifiée sur un nouvel autel, celui du pacte de pacification, grâce aux bons offices du président de la Chambre et futur président de la République, Enrico de Nicola, mais toujours dans le cadre de « l'intransigeante opposition parlementaire »

Lutte du Parti Communiste pour l'encadrement militaire des masses

Avant de passer au pacte de pacification, fait central de la période qui part des élections de mai et de la formation du nouveau gouvernement, il nous faut revenir en arrière sur l'action menée par le Parti communiste d'Italie dans la période précédente. Par l'appel du 4 mars, le Parti communiste avait montré au prolétariat que pour répondre à la violence bourgeoise, la seule voie était celle de la violence prolétarienne, et il avait été le seul à le faire. Dénonçant le fatal défaitisme des réformistes et des maximalistes, il était tout naturellement amené à montrer que le sort de la contre-offensive ouvrière était lié à sa propre capacité de parti de l'appuyer, de la soutenir et de l'animer, mais surtout de la diriger. Il avait profité de la campagne électorale et de la fête du 1er Mai pour rappeler ces directives, dénonçant avec ténacité et constance les partis politiques à base ouvrière, mais à idéologie pacifiste et démocratique et à tactique parlementaire et légalitaire, qui détournaient une classe ouvrière restée combative malgré deux ans de défaites de sa lutte sans quartier contre

toutes les institutions, légales ou illégales, préservant la domination bourgeoise.

Pourtant, il ne suffisait pas de débarrasser le terrain des idéologies pacifistes, pleurnicheuses et capitulardes du réformisme et du maximalisme. Il ne suffisait pas d'inculquer aux masses et aux militants communistes le sentiment de la nécessité de se défendre sur le même terrain que l'adversaire et même de passer à la contre-offensive dès que la situation serait plus favorable ou chaque fois que l'occasion s'en présentait au cours de la lutte « défensive » elle-même. Il ne suffisait pas de faire pénétrer dans l'esprit des jeunes militants de la classe ouvrière la conviction que *seul* le Parti communiste pouvait donner à la défense et à l'attaque l'encadrement nécessaire, en dehors de toutes les combinaisons électorales équivoques et de l' « unité » mensongère avec le réformisme. Tout cela ne constituait encore qu'une prémisse (d'ailleurs indispensable) à la préparation d'un affrontement général et discipliné des forces ouvrières et de la contre-révolution bourgeoise. A cet effet, la création d'un réseau d'organisation illégale du Parti, exigée dans les 21 conditions d'admission à l'Internationale, n'était pas suffisante, pas plus que la propagande défaitiste des jeunesses communistes dans l'armée, ni le renforcement des groupes communistes dans les ligues prolétariennes d'anciens soldats. Il ne suffisait pas davantage, comme cela fut toujours fait, de lier l'action économique et revendicative aux exigences primordiales de la défense des organisations ouvrières devenues la cible préférée des fascistes et le centre naturel de la résistance prolétarienne : *il fallait construire méthodiquement un « appareil »* (tel était le terme employé) *militaire obéissant à une stricte discipline de parti et s'inspirant dans toutes ses actions d'une directive politique unique.*

Le problème militaire de la défense et de l'attaque est inséparable du problème *politique* dont il dépend : c'est la politique qui détermine les voies et les buts de la lutte militaire. On ne se défend (et à plus forte raison, on n'attaque pas) de la même façon quand on veut défendre la démocratie violée et quand on veut l'anéantir pour instaurer la dictature du prolétariat. Il est impossible d'opposer aux forces ennemies une force efficace et disciplinée si l'on ne sait pas par avance lequel des deux objectifs on vise et si au cours de la lutte des hésitations, des doutes et des préjugés se manifestent et limitent ses possibilités de développement. La clarté de la politique ou, pour employer un terme plus adapté en ce cas, de la stratégie est une condition de la puissance, de la continuité et de l'homogénéité de l'action *pratique,* ou, si l'on préfère, de la *tactique,* et cette puissance, cette continuité et cette homogénéité sont à leur tour la condition de l'efficacité et de la solidité de l'*organisation.*

Dans ce domaine aussi, le Parti communiste devait aller contre le courant et construire *ex novo* en se débarrassant des traditions les plus négatives du vieux parti socialiste qui ne pouvaient que nuire à la centralisation, à la discipline et à l'organicité du mouvement. Surtout au début, on ne pouvait ni ne devait décourager les initiatives individuelles, même

périphériques, parce qu'elles étaient des manifestations *saines* de la combativité des militants et des simples ouvriers ; mais il fallait préparer leur encadrement dans une organisation unitaire, disciplinée et donc centralisée.

Etant donnée l'urgence de l'action défensive, la Fédération des Jeunesses communistes avait été chargée d'organiser localement les premiers noyaux de l'organisation militaire du Parti et d'appeler les prolétaires qui voulaient mettre leurs forces, leurs capacités techniques et leur esprit de lutte au service de la guerre sainte de la classe ouvrière contre les bourgeois et petits-bourgeois déchaînés à se regrouper autour d'elle. Le vieux parti socialiste s'était montré organiquement incapable de se donner ce minimum d'organisation : par nature, il ne pouvait le faire, et il n'y avait pas à espérer qu'il le fasse jamais. La jeune section italienne de l'Internationale communiste devait donc montrer aux prolétaires que, même dans ce domaine, elle était la seule véritable organisation de lutte de leur classe.

Quand on feuillette la presse provinciale du parti à cette époque, on tombe continuellement sur des manifestations publiques de cette volonté de cristalliser autour du parti les meilleurs énergies de la jeunesse ouvrière, volonté qui répondait à une évidente nécessité objective. Nous en donnerons pour exemple l'appel de la Fédération des jeunesses de la section de Milan qui, comme tous les autres, a été lancé selon les directives du centre du parti, et qui a été diffusé à des milliers d'exemplaires sous la responsabilité du Comité central des Jeunesses. On trouve cet appel reproduit dans *La Commune* du 17-6-1921, organe de la Fédération communiste de Côme :

« Jeunes ouvriers, inscrivez-vous aux groupes d'action de la Jeunesse communiste !

« Jeunes travailleurs,

« Pendant que la réaction bourgeoise qui s'est déchaînée contre vous semble se relâcher et que vous vous imaginez avoir repoussé les attaques des mercenaires du capitalisme par la victoire électorale du 15 mai, la Jeunesse communiste sent le besoin de s'adresser une nouvelle fois à vous franchement.

« Elle sent le besoin de vous rappeler que toutes les victoires obtenues pacifiquement et sur le terrain légal par le prolétariat ont été éphémères et que le triomphe électoral de novembre 1919 n'a pas du tout été le prélude de la prise du pouvoir par le prolétariat, mais celui de la contre-offensive bourgeoise sur un terrain bien plus réaliste et efficace : celui de la violence de classe.
vous ne pouvez avoir déjà oubliées : un mois de violences capitaliste a suffi à arracher au prolétariat les positions qu'il croyait avoir définitivement conquises par de longues années de lutte légale. Continuer à nourrir aujourd'hui de pareilles illusions pourrait être fatal à la classe travailleuse.

« La classe ouvrière doit comprendre que si la réaction fasciste semble aujourd'hui fléchir, c'est qu'elle pense avoir trop affaibli les organisations ouvrières pour qu'elles soient capables de mener leur seule véritable lutte : la lutte révolutionnaire. Ce n'est pas du tout parce que les bandes armées de la réaction craindraient de ne pas pouvoir traiter à coups de bâton les 123

députés de la présente législature comme ils l'ont fait pour les 156 députés de la législation précédente !

« Jeunes ouvriers !

« Il faut vous convaincre que l'avalanche de bulletins de vote qui enthousiasme tellement le Parti « socialiste » n'est qu'une avalanche de papier ! Ce n'est pas elle qui écrasera la force armée organisée de la classe dominante. Celle-ci ne peut-être écrasée que par la force armée et organisée, mais infiniment plus nombreuse, et donc plus forte, du prolétariat.

« Jeunes travailleurs !

« La Fédération des jeunesses communistes vous appelle à vous regrouper autour de son drapeau, qui est celui de la jeunesse ouvrière du monde entier, celui de l'Internationale Communiste !

« Elle vous appelle à vous rassembler pour organiser l'avant-garde de l'offensive révolutionnaire du prolétariat qui commencera par une contre-offensive contre le fascisme.

« Avec nous, jeunes gardes du Communisme et de la Révolution mondiale !

Mais le parti était loin de borner son ambition à ces actions forcément intermittentes de défense immédiate et locale. Les mois qui avaient suivi la scission de Livourne avaient été employés à un travail fébrile d'encadrement politique et l'intervention dans la bataille électorale n'avait pas interrompu ce travail fondamental et cet immense effort et n'en avait surtout pas détourné les communistes.

C'est précisément en raison de la solidité de son encadrement politique et de sa centralisation que le Parti était parvenu à développer à l'extérieur toute la gamme des activités qui lui sont propres sans que jamais aucune d'elle apparût dépourvue de liens avec le programme de l'Internationale de Moscou et du Congrès de Livourne aux yeux des prolétaires : l'activité syndicale très intense du parti en est un exemple typique (11). Le caractère unitaire ou, comme nous disons, organique du parti s'exprimait de façon nette et directe dans le fait que chacune de ses manifestations particulières reflétait le programme d'ensemble, et se reliait de la façon la plus rigoureuse à toutes les autres, comme un simple engrenage d'une machine politique obéissant à une seule directive et tendant vers un but unique. En outre, ces activités partaient toutes avec une parfaite simultanéité de la centrale du parti, et les directives syndicales (ou autres) ne manquaient pas de mettre au premier plan les tâches et objectifs politiques du parti et les nécessités de l'action directe violente.

Le Parti était arrivé à ce résultat d'importance capitale grâce à sa lutte contre toutes les habitudes d' « autonomie » héritée du vieux parti socialiste et qu'il n'était pas facile de déraciner chez les militants passés au Parti communiste à Livourne, mais aussi contre les impatiences généreuses, mais négatives, provoquées par la dure offensive ennemie et par la

(11) Cette activité a été évoquée dans une série d'articles parus dans *Programma Comunista* organe du Parti Communiste International en Italie sous le titre « L'Action du Parti Communiste d'Italie, section de la IIIème Internationale dans le mouvement syndical et dans la classe ouvrière. » Comme nous l'avons indiqué plus haut, ces textes seront publiés dans un prochain numéro de cette revue.

séduction des appels intéressés à l' « unité » lancés par des organisations d'origine et de tradition prolétariennes. Il suffit à cet égard de rappeler comme furent réglés les cas, d'ailleurs rares, d'indiscipline dans la campagne électorale et la rigueur avec laquelle, dès le 20 mars, la C.E. du parti interdit à ses fédérations et à ses sections de conclure

« des ententes avec d'autres partis ou courants politiques (républicains, socialistes, syndicalistes, anarchistes) pour des actions permanentes ou momentanées », non pas parce que des accords de ce genre étaient inadmissibles, mais parce que le parti devait s'assurer qu' « ils ne seraient pas conclus en dehors de certaines limites, et seulement pour les buts et selon les modalités définies par le centre du parti et que celui-ci communiquerait dans chaque cas, pour éviter des actions incohérentes et dispersées ».

Aucune autonomie n'était accordée au groupe parlementaire du parti, conformément aux 21 conditions d'admission ; les groupes syndicaux émanaient directement du parti et fonctionnaient comme ses instruments dans les syndicats et les usines : à plus forte raison l'organisation militaire devait-elle, du fait même de son caractère et de ses buts, constituer *un réseau de parti ;* elle devait agir comme pôle d'attraction de tous les ouvriers décidés à se battre et les diriger précisément en raison du fait que ses buts ne pouvaient être confondus avec ceux d'aucun autre parti, que son action pratique était unitaire, et que son organisation était disciplinée et donc efficace. On trouve ces critères d'encadrement du parti parfaitement établis dans *Il Comunista* du 14 juillet qui tient évidemment compte d'initiatives d'autres partis ou groupes sur lesquelles nous reviendrons dans la seconde partie (12)

« Pour l'encadrement du parti

« Sur la base du travail déjà accompli dans de nombreuses localités pour encadrer militairement les membres et les sympathisants du Parti communiste et de la Fédération des jeunesses et tenant compte des leçons qu'on peut en tirer, le Centre du Parti et celui de la Fédération des jeunesses préparent un communiqué qui établira les règles à appliquer dans ce travail indispensable d'organisation et de préparation révolutionnaires.

« Etant donné que des éléments extérieurs au parti communiste prennent dans divers centres d'Italie des initiatives du même genre en dehors de la participation et de la responsabilité officielles de ce dernier, les camarades doivent attendre ce communiqué avant d'agir, de façon que les directives générales adoptées par le Parti ne se heurtent pas à des faits accomplis.

« Cela signifie que le travail d'entraînement des groupes d'action communistes doit se poursuivre partout où ils existent et s'organiser là où ils n'existent pas en se conformant de façon stricte au critère suivant : l'encadrement militaire du prolétariat doit se faire dans une organisation de parti étroitement liée à ses organisations politiques. Les communistes ne peuvent ni ne doivent donc participer à aucune initiative militaire provenant d'autres partis ou prise en dehors de leur parti.

« La préparation et l'action militaires exigent une discipline au moins égale à la discipline politique du Parti communiste. On ne peut observer deux disciplines distinctes. Par conséquent le communiste et le sympathisant qui

(12) Elle sera publiée dans le prochain numéro de *Programme Communiste* (octobre - novembre - décembre 1969). Ces initiatives étaient celles des « Arditi del Popolo », organisations militaires d'inspiration antifasciste banale.

se sent réellement lié au Parti (s'il fait des réserves sur la question de la discipline, il ne mérite plus ce titre) ne peuvent ni ne doivent appartenir à aucune autre organisation militaire que celles du parti.

« En attendant les directives plus précises que l'expérience pratique permettra de donner, le mot d'ordre du parti à ses adhérents et aux ouvriers qui le suivent est le suivant : formation de groupes d'action dirigés par le Parti communiste pour préparer et entraîner le prolétariat à l'action militaire révolutionnaire défensive et offensive. »

Dans le numéro de juillet du même organe, c'est le même effort, pleinement couronné de succès comme on verra, qui se manifeste et qui vise à donner discipline et unité aux énergies prolétariennes saines et à empêcher qu'elles se dispersent dans des initiatives désordonnées et intempestives comme cela s'était trop souvent produit dans l'histoire du mouvement ouvrier italien :

« Encadrement

« (En réponse à une abondante correspondance), nous rappelons aux camarades qui sont à la tête des Fédérations et des sections que... les communistes ne peuvent participer à des initiatives étrangères au parti. Rappelant à cette occasion les critères de discipline auxquels tous les adhérents à un parti communiste doivent obéir, nous rappelons aux camarades que le parti ne peut se donner un encadrement militaire et que celui-ci ne peut répondre à ses buts que si les membres du parti renoncent à leurs points de vue tactiques particuliers, ceux-ci ne pouvant être défendus que dans les assemblées et les congrès.

« L'ordre au parti de se doter d'une organisation militaire a été donné par le Comité exécutif en accord avec celui de la Fédération des jeunesses et non pas uniquement par cette dernière comme certains l'ont cru à tort.

« L'encadrement militaire n'a pas été « inventé » par nous pour imiter les autres organisations similaires existant aujourd'hui. Il répond aux critères d'organisation révolutionnaire de tous les partis communistes adhérant à la Troisième Internationale. Si nous n'en avons pas pris plus tôt l'initiative, c'est que l'organisation militaire doit être précédée de l'organisation politique et c'est à cette dernière que nous avons consacré tous nos soins depuis le Congrès de Livourne. Les deux formes d'encadrement ne peuvent se substituer l'une à l'autre et ne se font pas mutuellement obstacle : elles se complètent. »

Ce communiqué annonçait des décisions qui parurent publiquement dans *Il comunista* sous le titre « *Encadrement des forces communistes* » et qui s'inséraient dans une clarification et une délimitation générale des tâches exécutives du Parti et dans un travail de renforcement de l'organisation destiné à faciliter leur accomplissement. L'article rappelait

« les critères organisatifs de discipline et de hiérarchie qui doivent être d'autant plus soulignés que, du fait du développement de la lutte prolétarienne, on passe de l'époque de la critique théorique à celle de la propagande et du prosélytisme et enfin à celle de l'action et du combat ».

L'article soulignait également que

« la conception bourgeoise selon laquelle le militant d'un parti se borne à donner son adhésion idéologique, à voter pour son parti et à payer régulièrement sa cotisation » est incompatible avec la conception communiste, selon laquelle « celui qui adhère au Parti est tenu de fournir une activité pratique continue selon les exigences de celui-ci ».

Dans le domaine spécifiquement militaire, il annonçait la décision de former dans toutes les sections des groupes d'action

« composés de tous les camarades, adultes et jeunes, physiquement aptes à remplir cette fonction, aussi bien candidats que militants inscrits, ainsi que

les sympathisants non inscrits à d'autres partis politiques et ayant prouvé leur fidélité au Parti communiste et ayant pris l'engagement formel d'observer la discipline la plus stricte ».

Ces groupes d'action devaient être ultérieurement réunis en compagnies liées directement au centre du parti par un réseau de responsables provinciaux. Les particularités techniques de cette organisation ne nous intéressent pas ici, mais il faut par contre noter l'insistance avec laquelle le Parti rappelait une fois encore qu'

« aucun membre du Parti et de la Fédération des Jeunesses ne peut faire partie d'organisations militaires autres que celle que le Parti a constituée et qu'il dirige ».

Déjà alors, certains virent dans ces dispositions rigides, parallèles à des directives sur l'activité syndicale tout aussi rigides (ce qui prouve le caractère organique de toute l'activité du jeune parti), une preuve de « schématisme », de « sectarisme » et de « dogmatisme ». surtout en ce qui concerne les rapports *politiques* avec les autres partis et courants et l'attitude à adopter à l'égard de leurs filiales militaires « anti-fascistes ». En cela, ils ne faisaient que devancer les hurlements et les trépignements des futurs théoriciens du « parti de type nouveau », c'est-à-dire de l'opportunisme stalinien, contre la Gauche. Pourtant, il est certain que le Parti (qui alors marchait tout entier avec sa direction de gauche) défendait *une position de principe absolument vitale,* celle de *l'autonomie de Parti.* Or une autonomie purement idéologique n'en est pas une : l'autonomie est théorique et pratique tout à la fois, ou elle n'est pas. Dans la situation d'alors plus que jamais, les considérations théoriques coïncidaient avec les considérations pratiques, toutes deux excluant une alliance quelconque avec des forces dans lesquelles le réalisme marxiste voyait à juste titre des complices de la conservation capitaliste.

En faisant allusion à d' « autres organisations militaires », le texte visait avant tout les *Arditi del Popolo,* sur lesquels nous reviendrons. Mais précisément au même moment (du 22 juin au 12 juillet) se tenait à Moscou le IIIme Congrès de l'Internationale communiste, celui-ci reçut la visite d'une délégation du P.S.I. (il s'agissait des trois « pélerins » Lazzari, Maffi et Riboldi) qui défendit en vain devant lui la cause de l'admission de ce parti dans l'Internationale communiste, en dépit de la scission de Livourne. Ces délégués reçurent alors un accueil sévère, mais, au cours de l'année qui suivit, l'Internationale se ravisa, admettant, malgré la résistance du Parti communiste d'Italie, la possibilité d'une fusion entre les communistes et les socialistes (ou du moins une partie d'entre eux) une fois que le vieux parti se serait débarrassé de la droite. A quel point pareille position était fausse et dangereuse, c'est ce que montre le *pacte de pacification* que les socialistes vont conclure avec le fascisme sous le nouveau gouvernement, au moment précis où le prolétariat et ses organisations subissaient une offensive plus furieuse que jamais des chemises noires.

(Au prochain numéro : *Reprise de l'offensive fasciste et pacte de pacification*).

Théorie marxiste de la monnaie (II)

(La première partie de cette étude a paru dans le numéro 43-44 de « Programme Communiste »)

LE CREDIT

I. — Le capital financier

L'importance du crédit dans l'économie capitaliste ne peut échapper à personne aujourd'hui, pas plus qu'elle ne pouvait échapper à Marx, contrairement à ce qu'ont affirmé nombre de commentateurs étourdis à qui la méthode d'exposition suivie par Marx... échappait à peu près complètement (1). Engels, pour qui chaque préface du **Capital** était excellente occasion de river leur clou aux économistes vulgaires réfractaires à la dialectique, note que leurs critiques se basent sur ce malentendu.

« Marx voudrait définir là où, en réalité, il développe ; d'une façon géné-
« rale, on serait en droit de chercher dans ses écrits des définitions toutes
« prêtes, valables une fois pour toutes. Il va de soi que, du moment où les
« choses et leurs rapports réciproques sont conçus non comme fixes, mais
« comme variables, leurs reflets mentaux, les concepts, sont, eux aussi, sou-
« mis à la variation et au changement ; dans ces conditions, ils ne seront
« pas enfermés dans une définition rigide, mais développés suivant le procès
« *historique ou logique* (souligné par nous NdR) de leur formation. En consé-
« quence, on voie clairement pourquoi Marx, au début du Livre 1er, part de
« la simple production marchande qui est pour lui la condition historique
« préalable pour en venir ensuite, en partant de cette base, au capital ; on
« voit pourquoi il part précisément de la marchandise simple et non pas
« directement de la marchandise déjà modifiée par le capitalisme qui n'en
« est, du point de vue *conceptuel et historique*, que la forme seconde » (2).

---

(1) *Marx étudie le crédit capitaliste dans la section V du Livre troisième du* Capital, *intitulée « Partage du profit en intérêt et profit d'entreprise ». Engels a souligné dans sa préface de 1894 que c'est en préparant l'édition de cette section, « qui traite justement du sujet le plus complexe de tout le livre », qu'il a rencontré le plus de difficultés, puisqu'il ne disposait pas, comme pour les autres, « d'esquisse complète, ni même de schéma dont il aurait suffi d'étoffer les points essentiels, mais seulement (d') un début d'élaboration qui se perd à maintes reprises en une masse désordonnée de notes. »*

(2) Préface *de 1894 au Livre III du* Capital *; Ed. soc., Tome I, pp 17-18, souligné par nous. Que l'on prenne garde au sens exact de ce passage d'Engels, qui pourrait remplir d'aise les anti-dogmatistes, aussi superficiels dans leur domaine que les économistes vulgaires dans le leur. Qu'ils ne s'écrient pas trop vite : « Nous avions bien raison, le marxisme n'est qu'une méthode permettant d'analyser des faits nouveaux et imprévisibles ! » La dialectique matérialiste n'est pas seulement une méthode, mais aussi cette méthode appliquée, c'est-à-dire les résultats qu'elle atteint ; la dialectique matérialiste est donc*

C'est évidemment pour des raisons identiques que Marx conduit l'analyse des fonctions de la monnaie à partir de la monnaie la plus simple, comme nous l'avons vu, et n'en arrive qu'ensuite à sa « forme seconde », c'est-à-dire à la monnaie de crédit : ce qui a été dit de la monnaie simple formera la base de l'analyse de sa forme développée, la monnaie capitaliste, et seule la compréhension des formes les plus simples permettra de saisir les fonctions des formes élaborées. Marx a du reste suffisamment indiqué lui-même que telle était bien sa méthode :

> « (On oppose) l'économie naturelle, l'économie monétaire et l'économie « de crédit comme étant les trois formes caractéristiques dans le mouvement « économique de la production sociale... Ces trois formes ne représentent « pas des phases équivalentes de l'évolution. L'économie dite de crédit n'est « elle-même qu'une forme de l'économie monétaire : les deux termes expri- « ment des fonctions d'échange, ou modes d'échange, entre les producteurs « mêmes. *Dans la production capitaliste développée, l'économie monétaire « n'apparaît plus que comme base de l'économie de crédit.* L'économie monétaire et l'économie de crédit correspondent donc simplement à des stades « différents dans le développement de la production capitaliste » (3).

L'économie de crédit n'est donc que l'économie monétaire développée et il appartenait au capitalisme, qui généralise la production de marchandises, quoique sur d'autres bases que l'économie marchande, de conduire la monnaie à ses derniers développements tout en restant empêtré dans les cadres de l'économie monétaire, qu'il peut perfectionner tant qu'il veut mais non briser.

L'étude du cycle du capital a fait apparaître ce dernier sous différentes formes. Or les formes qu'il prend alternativement finissent par s'incarner dans des branches économiques distinctes, une division du travail s'établissant à l'intérieur de la classe capitaliste qui se répartit en industriels, commerçants et banquiers. Si le commerçant s'occupe de l'achat et de la vente des marchandises, se substituant à l'industriel pendant tout le **temps de circulation** des marchandises produites par le capital industriel, le banquier se consacre de son côté aux opérations qui intéressent le capital-argent au sens strict. Ici, nous devons faire abstraction dans une certaine mesure du capital commercial et du capital productif pour nous occuper surtout du capital-argent. Comme le note Marx,

> « si derrière le producteur de marchandises il y a un capitaliste financier « qui avance à son tour au capitaliste industriel du capital-argent (au sens « le plus strict du mot, donc de la valeur-capital sous la forme argent), le « point exact où refluera cet argent, c'est la poche de ce capitaliste finan- « cier. Ainsi, quoique l'argent passe plus ou moins par toutes les mains, la

---

tout à la fois la méthode permettant d'atteindre une représentation cohérente et réaliste du mouvement des sociétés humaines et cette représentation elle-même. Or saisir le mouvement en cours, c'est avant tout prévoir où il conduit. Si la méthode n'a pu permettre d'atteindre ce résultat comme le croient, contrairement à nous, les « marxistes créateurs » prompts à exhiber des nouveautés théoriques fondamentales incompatibles avec le marxisme classique, alors le minimum de rigueur exigerait qu'on rejetât la méthode elle-même.

(3) Le Capital, *Livre II, Tome I, Section I, chap. IV ; Ed. soc., T. I, p. 107 ; souligné par nous.*

« masse de l'argent en circulation appartient à la section du capital finan-
« cier concentrée et organisée sous forme de banques, etc. C'est la façon
« dont elle avance son capital qui conditionne tout compte fait le retour
« constant vers elle de ce capital sous la forme argent, bien que cette opé-
« ration soit à son tour rendue possible par la reconversion du capital in-
« dustriel en capital monétaire (4). »

Le capital financier ainsi avancé au capitaliste industriel exige évidemment une participation à la plus-value tirée de l'exploitation de la force de travail au cours du procès de production qu'il a contribué à mettre en marche : cette participation est l'intérêt. L'ensemble de la plus-value se répartit donc finalement entre les capitaux industriel, commercial et financier (5). La fonction du capital financier est donc d'assurer le financement de la production capitaliste ; il est constitué de capital-argent, dont le capital tout court ne peut se passer, comme nous l'avons vu, mais de capital-argent qui s'est concentré et organisé d'une façon relativement autonome vis-à-vis du capital productif ou du capital-marchandise. La Banque se dresse face à l'Industrie et si l'une ne peut exister sans l'autre, si la production de plus-value, qui conditionne l'existence même de l'intérêt capitaliste, s'effectue dans la sphère de la production, la banque ne se contente nullement de gérer le capital-argent de la société capitaliste ; ses fonctions techniques se développant, elle acquiert le quasi-monopole du capital-argent de la société et finit par dominer les secteurs industriel et commercial de l'économie, — phénomène caractéristique de la phase décadente du mode de production capitaliste que Marx a mis en évidence bien avant qu'il prenne l'ampleur qu'on lui connaît aujourd'hui.

2. — La monnaie de crédit.

Le crédit commercial

L'apparition de l'usurier est bien antérieure à celle du mode de production capitaliste. Le capitalisme décadent, de son côté, pratique l'usure sur une échelle inconnue jusqu'alors puisque tout le crédit à la consommation, aujourd'hui tellement développé, entre dans cette catégorie. Toutefois, bien que ce soit la banque qui prête aux salariés comme aux capitalistes, nous nous intéresserons seulement au véritable **crédit capitaliste** qui concerne uniquement l'avance de capital-argent.

La monnaie de crédit ou, ce qui revient au même, la monnaie émise par les banques, dérive de la pratique du crédit commercial bien qu'elle ait par la suite largement débordé cette base de départ. Nous avons vu précédemment, lors de l'étude des fonctions de la monnaie, que celle-ci pouvait jouer le rôle de **moyen de paiement** dès lors qu'une marchandise était cédée contre la promesse écrite de l'acheteur de la payer à un terme fixé.

(4) Le Capital, *Livre II, Tome II, Section III, chap. 20 ; Ed. soc., T. II, p. 65.*

(5) *Pour simplifier, nous ne nous occuperons ici ni du taux du profit commercial ou industriel ni du taux de l'intérêt.*

La traite (pour nous limiter à cet exemple d'effet de commerce) peut donc remplacer la monnaie dans sa fonction de moyen de circulation, l'argent se contentant de solder une transaction déjà effectuée sans son concours direct. Mais la traite peut circuler à son tour pendant la période qui s'écoule jusqu'à son échéance, et donc jouer elle-même le rôle de monnaie en remplaçant la somme d'argent contre laquelle elle pourra s'échanger effectivement au terme prévu. Ce n'est donc pas une seule fois, lors de l'échange qui a commandé son émission, que la traite remplacera une somme d'argent donnée ; elle pourra au contraire continuer de s'échanger contre des marchandises pour le montant d'argent dont elle symbolise la promesse autant de fois que le permettra sa vitesse de circulation.

« La monnaie de crédit a sa source immédiate dans la fonction de l'ar-
« gent comme moyen de paiement. Des certificats constatant les dettes con-
« tractées pour des marchandises vendues circulent eux-mêmes à leur tour
« pour transférer à d'autres personnes les créances. A mesure que s'étend
« le système de crédit, se développe de plus en plus la fonction que la mon-
« naie remplit comme moyen de paiement. Comme tel, elle revêt des formes
« d'existence particulières dans lesquelles elle hante la sphère des grandes
« transactions commerciales, tandis que les espèces d'or et d'argent sont
« refoulés principalement dans la sphère du commerce de détail » (6).

Comme nous l'avons vu plus haut, une caractéristique essentielle de l'évolution du système monétaire est ce que l'on peut appeler la «dématérialisation » de la monnaie ; le crédit commercial, en remplissant la fonction de moyen de circulation en lieu et place de la monnaie, joue un rôle déterminant dans ce processus.

« Chacun reçoit du crédit d'une main et en accorde de l'autre. Pour l'ins-
« tant laissons de côté le crédit du banquier, qui constitue une tout autre
« opération, une phase essentiellement différente. Si ces lettres de change
« (ou traites, NdR) à leur tour circulent d'un commerçant à l'autre, en
« tant que moyen de paiement, par endossement (7) de celui-ci au profit de
« cet autre, sans que l'escompte intervienne, c'est un simple transfert de la
« créance de A à B, et cela ne change en rien la structure d'ensemble. Sim-
« plement une personne prend la place d'une autre. Et même dans ce cas
« la liquidation de la créance peut avoir lieu sans intervention d'argent. Le
« filateur A, par exemple, doit payer une traite au courtier en coton B, ce-
« lui-ci à l'importateur C. Or, si C exporte aussi des filés, ce qui est assez
« souvent le cas, il pourra acheter des filés à A contre émission d'une traite
« et le filateur A couvrir le courtier B avec la propre traite de C qu'il a ob-
« tenue en paiement : tout au plus y a-t-il lieu de verser alors un solde en
« argent » (8).

---

(6) Le Capital, *Livre I, Tome I, Section I, chap. III ; Ed. soc. T. I, pp. 144-145. L'or et l'argent ont cessé depuis longtemps de « hanter le commerce de détail », mais il est bon de noter que « la sphère des grandes transactions commerciales » s'en était passée bien plus tôt : la monnaie de crédit est caractéristique du grand capitalisme.*

(7) *Supposons que le commerçant A ait obtenu une livraison de marchandises du commerçant B, qui lui consent un crédit de trois mois. A s'engage à payer la somme convenue à B à l'échéance et remet à celui-ci une traite qu'il a signée. B, porteur de la traite, peut l'endosser, c'est-à-dire s'acquitter avec elle d'une dette qu'il avait à l'égard de C : il inscrira au dos de la traite : veuillez payer à l'ordre de C, datera et signera. C pourra agir de même à l'égard d'un de ses créanciers D, etc.*

(8) Le Capital, *Livre III, T. II, Section V, chap. 30 ; Ed. soc., T. II, p. 141.*

Il n'en demeure pas moins que tout capitaliste doit faire face continuellement à des dépenses en argent comptant, pour les salaires en particulier. Par ailleurs, on ne peut imaginer que tous les effets de commerce circulent de telle sorte que la traite arrivée à échéance soit revenue entre les mains du débiteur, comme dans l'exemple, évidemment exceptionnel, donné par Marx. Soit qu'il faille payer comptant, soit que l'échéance des effets appelle l'apparition de la monnaie comme moyen de paiement, il faut toujours que l'argent, chassé pour un temps de la sphère de la circulation ou si l'on veut « dématérialisé », y fasse à nouveau son apparition. Il est certain, toutefois, que l'argent qui doit maintenant apparaître est en quantité inférieure au montant qui aurait été nécessaire pour faire circuler les marchandises en l'absence de crédit commercial, puisqu'un certain nombre d'effets se sont annulés ou **compensés** (9) ; il n'en doit pas moins réapparaître. Sous quelle forme ?

La monnaie peut, bien entendu, réapparaître sous forme d'or ou de signe d'or : nous en sommes toujours, alors, à la monnaie telle qu'elle a été étudiée dans la première partie, le processus de « dématérialisation » n'est pas encore parvenu à son terme et le moyen de paiement reste l'or ou ses représentants. Mais si nous nous plaçons dans le cadre du système de crédit développé, l'or sera remplacé par le billet de banque.

Le billet de banque

Qu'est-ce qu'un billet de banque ? C'est la forme la plus simple que prend le crédit bancaire, mais comme celui-ci prend appui sur le crédit commercial développé, on peut dire que le billet de banque représente déjà, en quelque sorte, un crédit à la deuxième puissance.

« Les billets de banque ne reposent pas sur la circulation d'argent, qu'il « s'agisse d'argent métallique ou de papier-monnaie d'Etat, mais sur la cir- « culation des traites » (10). « Le billet de banque n'est rien d'autre qu'une « traite sur le banquier, payable à tout moment à son détenteur, et que le « banquier substitue aux traites privées. Cette dernière forme du crédit « apparaît au profane comme particulièrement frappante et importante, « d'abord parce que cette espèce de monnaie de crédit entre, à partir de la « simple circulation commerciale, dans la circulation générale, y faisant «fonction de monnaie, ensuite parce que, dans la plupart des pays, les ban-

(9) *A a signé une traite au profit de B pour un montant de 1.000 F, mais les hasards de la circulation (nous verrons que le système bancaire fait de ce hasard une règle) des effets de commerce lui ont fait recevoir une traite signée par B pour un montant de 500 F par exemple : à l'échéance, A pourra se libérer de sa dette avec 500 F et la traite tirée sur B. 500 F suffiront là où des paiements comptants auraient exigé la présence réelle d'une somme d'argent de 1.500 F. On voit que les traites en circulation ont* remplacé absolument *1.000 F dans notre exemple, et ont donc constitué de la monnaie pour cette somme pendant un laps de temps déterminé : « Dans la mesure où elles s'annulent finalement par compensation entre créance et dette, (les traites) font absolument fonction d'argent ».* (Le Capital, *Livre III, T. II, Section V, chap. 25 ; Ed. soc., p. 64).*

(10) Le Capital, *Livre II, T. II, Section V, chap. 25 ; Ed. soc., p. 64.*

« ques principales émettrices de billets... s'appuient en réalité sur le crédit « national et que leurs billets sont des moyens de paiement plus ou moins « légaux » (11).

Le banquier accepte donc de recevoir les créances commerciales qui ne sont pas venues à échéance et de remettre sur-le-champ à leur détenteur une somme équivalente en billets de banque, non sans percevoir au passage l'intérêt de l'argent qu'il prête de cette façon : il pratique l'escompte des traites (12).

L'activité bancaire telle que nous l'envisageons pour l'instant se présente donc comme une expression générale et organisée du crédit commercial qu'elle centralise et contrôle : l'effet de commerce, contrat privé, se mue en billet de banque, lequel engage le système bancaire dans son ensemble à l'égard de l'ensemble de la société puisque le billet, à l'inverse de la traite, pénètre tous les canaux de circulation monétaire. La banque reçoit les créances des particuliers et inscrit leur montant à son actif, tandis qu'elle émet une somme correspondante de billets qu'elle inscrit à son passif (en prélevant au passage les frais correspondant au taux d'escompte)

Le billet de banque constitue-t-il vraiment une monnaie ? David Ricardo, maître de l'économie politique classique et représentant, dans le domaine monétaire de la **Currency school (Ecole de la circulation),** donnait une réponse négative à cette question. Sous l'influence de ses théories, la banque d'Angleterre adopta une organisation très rigide : l'**Acte de Peel** de 1844 établissait son monopole d'émission et lui imposait surtout de respecter une couverture-or à 100 % des billets émis, ce qui revenait à considérer les billets comme simples signes d'or et non comme monnaie distincte. Il est inutile de reprendre ici les termes de la polémique qui op-

(11) Le Capital, *Livre III, T. II, Section V, chap. 25 ; Ed. soc. pp. 67-68.*

(12) *Il n'existe aujourd'hui dans chaque pays qu'une seule banque émettrice, généralement contrôlée par l'Etat. La Banque de France a été créée en 1800 et depuis 1870 les billets de banque ont* cours légal, *c'est-à-dire qu'ils doivent être obligatoirement acceptés en paiement quel que soit le montant de la somme due. Nous reviendrons plus loin sur la fameuse question de la couverture-or des billets émis ; observons pour l'instant que le fait qu'une seule banque soit émettrice de billets ne change rien à la question et peu de chose au mécanisme : les banques désirant « monétiser » des créances qui leur ont été remises doivent à leur tour réescompter ces créances auprès de l'institut d'émission, qui joue en quelque sorte le rôle de « banque des banques » : le mécanisme d'émission des billets de banque a donc simplement été centralisé au maximum. Nous nous occuperons plus loin de la* monnaie scripturale *(ouverture de crédit accordé* directement *par la banque), dont l'importance va croissant et qui représente elle aussi une monnaie émise par les banques, mais sans passer par l'intermédiaire de l'institut d'émission (en 1952, en France, les billets et monnaies divisionnaires en circulation représentaient 21,53 milliards de francs, soit 51 % des disponibilités monétaires totales ; en 1965, 66,28 milliards, soit seulement 37 % des disponibilités. Pour ces deux mêmes années, les dépôts à vue s'élevaient respectivement à 20,35 milliards soit 49 % des disponibilités, et à 110,92 milliards, soit 63 % des disponibilités. Nous laissons volontairement de côté les comptes spéciaux et les comptes à échéances fixes qui se sont également développés pendant la même période).*

posa cette école à l'**Ecole bancaire (Banking school,** représentée par Tooke et Fullarton) et l'exposé critique qu'en fit Marx (13) : l'exposé sommaire des faits suffira à trancher la question qui nous préoccupe. Laissons complètement de côté, pour l'instant, la monnaie scripturale ; la Banque d'Angleterre, malgré ses beaux principes ricardiens, dut recourir fréquemment à un dépassement de l'émission autorisée par l'Acte de Peel : en 1847, 1857, 1866, 1890, 1908 et surtout 1914. Après la première guerre mondiale, bien que l'**Acte** soit toujours resté formellement en vigueur, une solution à long terme a été trouvée : l'**Acte** obligeait à une couverture-or de 100 % de toutes les émissions, à l'exception d'une émission initiale, peu importante, de 18,5 millions de livres ; eh bien, on se contenta d'augmenter dans d'énormes proportions le montant de cette émission exceptionnelle, si bien qu'aujourd'hui elle est devenue la **règle,** la monnaie couverte par l'or étant au contraire l'**exception.**

Le billet de banque est donc bien, comme le montre Marx, une monnaie au sens propre et non pas un simple substitut de l'or monétaire. Il suffit, pour s'en convaincre, de reprendre son analyse initiale de la forme la plus simple de la monnaie, qui permet de donner de celle-ci une définition historique et surtout **dynamique,** la monnaie étant définie par ses fonctions : moyen de circulation et de paiement, instrument de thésaurisation. La traite remplissait déjà les deux premières fonctions, le billet de banque pourra s'acquitter en outre de la troisième (14). Il s'agit donc bien d'une monnaie, mais qui surgit sur des bases complètement différentes de celles du billet signe d'or. Celui-ci remplaçait simplement l'or dans la circulation active, alors que le billet de banque apparaît là où cette sorte de monnaie a été déjà chassée de la circulation par le crédit commercial. La traite se substituant à l'argent, qu'elle élimine de la sphère de la circulation, forme la base d'une monnaie nouvelle qui sanctionne en quelque sorte cette élimination. Dès lors, le montant des billets en circulation n'entre plus dans un rapport quantitatif déterminé avec le stock d'or entreposé dans les caves de la banque d'émission. Ce stock d'or ne peut en aucun cas garantir les billets en circulation, puisque ceux-ci sont les représentants du crédit commercial qui a précisément éliminé la circulation de l'or monétaire. L'idée ne viendrait à personne que, du moment que les

---

(13) Voir en particulier Le Capital, *Livre III, Section V, chap 28* (Moyens de circulation et capital, conceptions de Tooke et Fullarton) ; *Ed. soc. pp. 109-126, et chap. 34* (Le « Currency principle » et la législation bancaire anglaise de 1844), *Ed. soc., pp. 208-225.*

(14) Il lui ajoute également d'autres avantages pratiques. Le billet est libellé en chiffres ronds, sa valeur nominale est fixe, alors que celle de la traite augmente au fur et à mesure que l'on s'approche de l'échéance (les frais d'escompte étant d'autant plus faibles que le terme est plus proche), enfin la circulation du billet est plus simple et aussi plus large que celle de la traite. On doit noter toutefois que le billet ne remplit pas directement *la fonction de mesure des valeurs, puisqu'il ne fait, dans ce dernier rôle, que servir d'intermédiaire à l'or auquel il reste lié par une définition légale impliquant une convertibilité théorique (elle est bien* théorique *; dans le cas contraire on serait ramené au billet simple signe d'or et il ne s'agirait donc plus du billet de banque fondé sur le crédit généralisé).*

textiles artificiels peuvent remplacer les textiles naturels, il faut continuer de produire ceux-ci **sans les utiliser** et produire juste autant de textiles artificiels destinés à l'usage. Au contraire, on utilise concuremment l'un et l'autre type de textiles et la proportion qui s'établit entre eux ne dépend pas de quelque principe abstrait posé par avance, mais de l'état du marché respectif de ces deux produits. Il en va de même, toutes proportions gardées, pour la monnaie : évaluer d'une part les réserves d'or et d'autre part le montant des billets en circulation, dans le but de décider si le rapport qui existe entre eux correspond bien à la règle, revient à commettre un contre-sens, à méconnaître la nature même de la monnaie de crédit. L'or (et ses signes) et le billet de banque sont monnaies **l'un et l'autre** : l'étude de la part qu'ils représentent respectivement dans la circulation totale peut seulement fournir d'utiles indications sur le développement de la monnaie de crédit à l'intérieur de la monnaie tout court. Par contre, si l'on veut étudier uniquement cette dernière, c'est seulement la **somme** de l'or monétaire et des billets qu'il faut considérer. On doit enfin noter que le billet de banque, puisqu'il est de nature monétaire, se plie à toutes les lois régissant la monnaie en général et dont Marx a entrepris l'étude avant même de considérer la production capitaliste proprement dite ; en particulier, les rapports entre émission, circulation et thésaurisation demeurent les mêmes qu'il s'agisse d'or ou de monnaie de crédit (voir dans la première partie de cet exposé, « La monnaie au sens fort ».)

La monnaie, toutefois, n'a pas la simplicité des tissus de laine... ou de nylon. La monnaie de crédit n'est pas basée sur l'or, mais sur le crédit. Robuste tant que celui-ci se porte bien, elle s'étiole dès qu'il faiblit. Alors, mais alors seulement, le capitaliste hier encore si fier d'avoir escaladé sans peine le « mur d'argent » en pariant sur une expansion sans limites de sa production, veut tout à coup revenir en arrière et se met à jouer les Harpagon. Le crédit vacillant, le capitaliste se cramponne à ce qui reste ferme : le métal précieux. La lutte est chaude, alors, car cette prétention de chercher le salut dans l'or « immuable » est vaine à l'échelle sociale puisque la monnaie de crédit, bien loin de prendre appui sur l'or, s'est au contraire développée sans lui, et en prenant même sa place. C'est dans ce dilemme que se trouvent périodiquement enfermés économistes et banquiers, c'est entre ces deux pôles de l'or et du crédit que se développe la fameuse controverse sur le montant des réserves qu'il convient de maintenir dans les caves de la banque, et cela explique aussi pourquoi les solutions diffèrent selon les époques (15).

---

(15) Indiquons rapidement l'évolution historique qui s'est produite dans divers pays à l'égard de ce problème. En France, dont Keynes louait la réglementation monétaire dans son Treatise on money, *on est passé successivement par les phases suivantes : 1800 : les billets sont convertibles en or et aucun plafond n'est imposé à leur émission ; 1848 : établissement du cours forcé, c'est-à-dire suppression de la libre convertibilité, et établissement d'un plafond d'émission ; 1850 : retour à la situation de 1800 ; 1870 : cours forcé et plafond ; 1878 : rétablissement de la convertibilité, mais établissement d'un*

Une réponse au problème posé qui soit rationnelle, universelle et valable pour toutes les périodes n'existe pas **et ne peut exister.** Les « solutions » ne peuvent être que provisoires et, quelles qu'elles soient, irrationnelles, puisqu'elles ne sont jamais qu'un reflet de l'irrationnalité profonde des rapports de production capitalistes. Les règles monétaires ont changé au cours de l'histoire parce qu'aucune science ne pouvait les dicter : ce sont de simples remèdes de bonne femme et il ne peut en être autrement puisque la représentation illusoire que les hommes se font fatalement de leur propre activité dans une économie où le produit domine le producteur, se manifeste précisément le mieux dans le secteur monétaire, qui devient ainsi le miroir déformant de l'économie bourgeoise. L'histoire monétaire montre seulement que la monnaie de crédit supplante progressivement l'or monétaire sans l'éliminer complètement.

© LE CREDIT BANCAIRE, OU LE CREDIT A LA TROISIEME PUISSANCE

1. — La Banque, centralisateur du capital-argent social

Bien que nous ayons défini la banque comme la branche spécialisée dans les opérations du capital-argent, nous n'avons guère illustré jusqu'ici que ses rapports avec le crédit commercial, qui conduisent à l'émission des billets de banque. Voyons maintenant ses autres fonctions. Elle est avant tout l'organisme centralisateur de tout le capital-argent de la société. Ce capital revêt d'abord la forme capital de prêt : la banque draine l'épargne de toutes les classes de la société dont elle assure la garde et qu'elle rémunère en servant un intérêt pour l'argent qui lui a été remis en dépôt. La banque n'est donc pas seulement un intermédiaire entre commerçant

---

plafond variable *d'émission, à déterminer en fonction des besoins de l'économie ; 1914 : cours forcé et relèvement, à plusieurs reprises, du plafond ; 1928 : convertibilité en lingots seulement* (Gold Bullion Standard) *et établissement d'un plafond à l'émission des billets* et au montant des comptes courants créditeurs *(nous reviendrons plus loin sur cette question, à propos du crédit bancaire au sens propre), plafond fixé de telle sorte qu'une couverture-or de 35 % soit assurée (bien qu'une règle relativement rigide soit établie, on est déjà à mille lieues de l'acte de Peel de 1844) ; 1936 : suppression de la convertibilité, règle des 35 % maintenue, mais assouplie par le jeu des dévaluations ; 1939 : suppression de la règle des 35 % ; en 1945, la Banque de France est nationalisée, mais la règle des 35 % n'est pas rétablie : aucun plafond n'est donc plus fixé à l'émission des billets et à l'ouverture des comptes-courants créditeurs.*

En Angleterre, on est passé de l'Acte *de Peel de 1844 (couverture-or à 100 %) à une situation qui, les billets couverts à 100 % constituant une portion infime de la circulation, est équivalente à celle qui vient d'être décrite. Aux U.S.A., la règle d'un pourcentage minimal a été longtemps maintenue, mais il a fallu parfois empêcher les banques d'émettre les billets jusqu'à concurrence de ce pourcentage, car il y avait* trop *d'or. En 1945, on a réduit au contraire le pourcentage de couverture, qui est passé de 40 ou 35 % selon les cas, à 25 % seulement ; 1965 : suppression de toute couverture pour les dépôts des banques à la Federal Reserve. Enfin, en 1968, la couverture-or des billets de la circulation intérieure a été également supprimée. (Renseignements tirés de* Monnaie et Crédit, *de Jean Marchal).*

réciproquement endettés : elle devient un intermédiaire entre prêteurs et emprunteurs (16).

« En termes généraux, la profession de banquier consiste, de ce point de « vue, à concentrer entre ses mains des masses importantes de capital-argent « destiné au prêt, de sorte que ce sont les banquiers qui, au lieu du prêteur « individuel, affrontent, en tant que représentants de tous les prêteurs d'ar- « gent, le capitaliste industriel et le commerçant. Ils deviennent les admi- « nistrateurs généraux du capital-argent. D'autre part, face à toute la caté- « gorie des prêteurs, ils concentrent les emprunts, en empruntant pour toute « la sphère commerçante. Une banque représente, d'une part, la centralisa- « tion du capital-argent des prêteurs, de l'autre la centralisation des em- « prunteurs ». (17).

La nature même de son activité impose au capitaliste la constitution d'un fonds de réserve lui permettant de faire face aux aléas du commerce, comme par exemple un allongement du temps de circulation des marchandises dû à un rétrécissement du marché et l'obligeant à une nouvelle avance de capital-argent en attendant le reflux de celui qu'il avait précédemment engagé, ou encore aux vicissitudes de la lutte de classe.

Nous avons vu d'autre part que si le capital avait tendance à une reproduction élargie (investissement de la plus-value retirée d'un cycle donné), l'élargissement réel de la production n'était possible que si le capital additionnel était suffisant pour devenir capital productif, la nécessité de la reproduction élargie se heurtant donc à ses conditions techniques. Enfin, la manière dont les cycles s'enchaînent ou, plus précisément, la durée respective des temps de production et de circulation, peut entraîner un chevauchement de capitaux, c'est-à-dire laisser du capital-argent momentanément inemployé (18). Les fonds de réserve, la plus-value qui ne peut trouver à s'employer dans l'entreprise où elle a été produite, le capital libéré en raison des particularités de la rotation du capital, tout ce capital-argent auquel il est interdit de se transformer **individuellement** en capital productif et qui demeurerait « inactif » en demeurant isolé, va affluer dans les banques, s'ajouter à l'épargne provenant de toutes (19) les classes sociales, et donc constituer finalement une énorme masse de capital de prêt.

« Le capital de prêt dont disposent les banques leur parvient de diverses « manières. D'abord, comme elles sont les caissiers des capitalistes industriels, « elles concentrent le capital-argent que chaque producteur et commerçant « détient comme fonds de réserve ou qui reflue vers lui sous forme de paie- « ment. Ces fonds se convertissent ainsi en capital-argent de prêt. Par là, le « fonds de réserve du monde du commerce, étant concentré comme fonds « commun, se trouve limité au strict minimum ; une partie du capital-argent « qui, sans cela, dormirait comme fonds de réserve, est prêté pour faire fonc- « tion de capital porteur d'intérêt. Deuxièmement, leur capital de prêt se

---

*(16) Le profit bancaire dérive évidemment du fait que l'intérêt **servi aux prêteurs** est inférieur à celui qui est exigé des emprunteurs.*

(17) Le Capital, *Livre III, T. II, Chap. XXV ; Ed. soc., pp. 66-67.*

(18) Pour ces deux dernières questions, se reporter à "La circulation du capital ou les métamorphoses du capital", dans la seconde partie de la présente étude. Marx étudie à fond les effets de la rotation du capital dans la section II du Livre II (Ed. soc. T.I, pp. 141-324) et dans le chap. IV de la première section du Livre III (Ed. soc. T. I, pp. 89-95).

(19) Les caisses d'épargne, qui ne sont pas des banques au sens étroit du terme, jouent pourtant, en marge du système bancaire, un rôle équivalent.

« constitue à partir des dépôts des capitalistes financiers qui leur laissent le « soin de le prêter. Avec le développement du système bancaire et, surtout, « dès l'instant où les banques paient un intérêt pour les dépôts, toute l'épar- « gne monétaire et l'argent momentanément inoccupé de toutes les classes « y seront déposés. De petites sommes, dont chacune isolément est incapable « d'agir comme capital-argent, sont réunies en masses importantes, consti- « tuant ainsi une puissance financière. Cet effet particulier du système ban- « caire consistant à agglomérer de petites sommes doit être distingué de son « rôle d'intermédiaire entre les capitalistes financiers proprement dits et les « emprunteurs. Enfin, les revenus dont la consommation est progressive sont « également déposés dans les banques » (20).

« Nous pouvons admettre que dans les pays à crédit développé, tout le « capital-argent disponible pour des prêts existe dans les banques et chez les « prêteurs sous forme de dépôts » (21).

Cette centralisation du capital-argent dans les banques permet au capitalisme de surmonter la contradiction qui se manifeste entre capital-argent et capital productif : alors que les capitaux isolés ne peuvent parfois s'investir faute d'atteindre une taille suffisante, ces mêmes capitaux rassemblés par la banque pourront être offerts aux capitalistes industriels sous forme de prêts et selon les proportions requises par les exigences techniques de la production et l'état du marché. Par là même se trouve assurée une extrême mobilité des capitaux, qui passent facilement d'une branche productive à l'autre, et donc une accélération prodigieuse de la vitesse de circulation du capital. Celui-ci se trouve dépouillé de ses caractéristiques individuelles puisque sa provenance originelle devient secondaire. Le capital apparaît en quelque sorte à l'état pur ; à l'échelle sociale, il s'impose comme la puissance suprême, anonyme et unique, qui se nourrit indistinctement de l'exploitation de toute la classe des salariés et n'assure leurs privilèges aux autres classes, et en premier lieu à la classe dominante, que dans la mesure où elles sont les agents effectifs de son accumulation.

« Sur ce marché (du capital-argent, NdR) ne s'affrontent que prêteurs « et emprunteurs. La marchandise revêt la même forme : celle de l'argent. « Tous les aspects particuliers du capital, suivant que son investissement a « lieu dans des sphères particulières de production ou de circulation sont ici « effacées. Seule existe la forme indifférenciée, identique à elle-même de la va- « leur indépendante, l'argent. La concurrence entre les diverses sphères s'ar- « rête ici. Toutes ensemble, elles se présentent comme emprunteurs d'argent « face à elles se trouve le capital dans une forme où il est encore indifférent « à la manière précise dont il sera employé. Le caractère que le capital indus- « triel prend seulement dans le mouvement et la concurrence entre les di- « verses sphères, à savoir le caractère de *capital commun à une classe*, se « manifeste ici effectivement, dans toute sa force, dans l'offre et la demande « de capital. Par ailleurs ce capital-argent possède réellement sur le marché « financier la forme sous laquelle — en tant qu'élément commun, indifférent « vis à vis de son propre emploi — il se répartit entre les différentes sphères « parmi la classe capitaliste, suivant les besoins de la production dans cha- « que sphère particulière. Il faut ajouter qu'avec le développement de la « *grande industrie, le capital-argent, dès qu'il apparaît sur le marché, est* « de moins en moins représenté par le capitaliste individuel, possesseur de

(20) Le capital, *Livre III, Section V, chap. XXV ; Ed. soc., T. II, p. 67.*
(21) *Ibid., chap. XXXI ; Ed. soc., T. II, p. 161.*

« telle ou telle fraction du capital se trouvant sur le marché, mais s'y trouve « toujours davantage comme une masse organisée et concentrée, placée à « la différence de la production réelle, sous le contrôle des banquiers représentant le capital social. De cette manière, dans la demande, c'est une classe qui, de tout son poids, affronte le capital de prêt, de même que, dans l'offre, il se présente lui-même en masse comme capital de prêt » (22).

Le système de crédit, incarné par la banque, est donc un des plus puissants leviers de l'accumulation capitaliste. Comme le dit Marx,

« la production capitaliste avec son volume actuel serait - elle possible « sans le système du crédit..., c'est-à-dire avec la seule circulation métallique? « Evidemment non ! Elle se serait au contraire heurtée aux limites mêmes de « la production des métaux précieux » (23).

2. — Le crédit bancaire proprement dit

Le crédit capitaliste trouve son fondement dans le crédit commercial et le prêt sur dépôts qui sont organisés par le système bancaire, celui-ci multipliant leur puissance du seul fait de la centralisation qu'il réalise. Mais le rôle de la banque ne se borne pas à cette fonction en quelque sorte technique. Elle se présente aussi comme un agent économique agissant directement et non plus seulement comme intermédiaire. Son activité de « caissier » de la classe bourgeoise exige bien entendu qu'elle possède un capital propre, au même titre que n'importe quelle entreprise capitaliste, capital qui s'accroît d'un profit dérivant de l'exercice des fonctions spécifiques de la banque, mais qui n'est en fin de compte qu'une fraction de la plus-value abandonnée à son « caissier », sous forme d'intérêts divers, par la classe des entrepreneurs. Avec ce profit, la banque procédera à une accumulation élargie, c'est-à-dire le réinvestira dans sa sphère en l'utilisant à son tour comme capital de prêt. Mais il y a plus. Etant déjà techniquement spécialisée dans la gestion d'un crédit dont la matière prend naissance en dehors de sa sphère d'activité propre et qu'elle se contente de gérer, la banque va en outre accorder directement du crédit, sur la base, cette fois, de son activité particulière. Il s'agit bien là, comme le dit

(22) Le capital, *Livre III, section V, chap. XXII ; Ed. soc. T. II, pp. 34-35. La nécessité de nous en tenir, dans ce compte-rendu, au sujet principal, nous interdit de traiter ici la question fondamentale de l'établissement d'un taux de* profit moyen *et celle de la tendance à la* baisse *de ce taux moyen. La presse du Parti a du reste traité à diverses reprises de ces questions en insistant sur leurs conclusions révolutionnaires qui heurtent de front toutes les théories « évolutionnistes », qu'elles émanent de l'Est ou de l'Ouest. L'existence d'un taux de profit moyen est en somme la manifestation tangible du fait que le capital agit comme un tout, par delà les déterminations particulières de ses parties ; de ce point de vue le système bancaire se présente comme l'expression organisée de cette totalité (Marx traite du profit moyen dans la deuxième section du Livre III — Ed. sociales, T. I, pp. 159-224 —, et de la baisse tendancielle du taux de profit dans la section III - Ed. sociales, T. I, pp. 225-278).*

(23) Le capital, *Livre II, Section 2, chap. XVII ; Ed. soc., T. I, p. 321. Il faut noter que Marx ajoute : «Mais, d'autre part, il ne faut pas se faire d'idées mystiques sur la vertu productive du crédit, en tant qu'il place à la disposition des intéressés du capital-argent ou le met en mouvement ».*

Marx, de crédit élevé à la dernière puissance, dans la mesure où ce qui entre directement en jeu maintenant, c'est la puissance financière de la banque elle-même. Or cette puissance est fondée sur la gestion centralisée du crédit social : alors que le prêt sur dépôts se fondait sur un cycle économique déjà accompli et le crédit commercial sur un cycle en cours d'achèvement, le crédit bancaire vient couronner l'édifice du crédit lui-même : c'est en effet un crédit fondé sur l'activité économique qui s'est déjà développée sur la base du crédit.

Le crédit bancaire se distingue donc du crédit commercial. Pour ce dernier, l'intervention de la banque se bornait à transformer officiellement en monnaie un instrument de circulation des marchandises, la traite, qui avait déjà manifesté pratiquement dans la sphère de la circulation ses caractéristiques monétaires : le billet de banque pouvait remplacer la traite puisqu'ils étaient tous deux, au fond, des monnaies. Dans le crédit bancaire proprement dit, c'est au contraire la banque qui crée elle-même, directement, de la monnaie, sans s'appuyer sur une autre garantie que le crédit dont son activité lui a permis de jouir ; aucun dépôt, de quelque nature qu'il soit, ne peut en effet être invoqué comme fondement du crédit bancaire, puisque la banque prête **à découvert** :

> « Au lieu d'avancer des billets de papier, la Banque peut ouvrir à A un « compte de crédit, A, son débiteur, devenant ainsi pour la Banque un « *déposant imaginaire*. A paie ses créanciers avec des chèques sur la Banque « et le destinataire de ces chèques les reverse à son banquier qui les échange « au *Clearing House* (24), contre des chèques en circulation tirés sur lui. Il « n'y a ici aucune intervention de billets et toute la transaction se borne « à ceci : une créance exigible par la Banque est soldée par un chèque sur « elle-même et sa compensation effective consiste en une créance « de crédit sur A. » (25).

On peut considérer, dans un but de simplification, que la **monnaie scripturale** (soldes créditeurs des comptes courants bancaires ou assimilés) est représentative de cette monnaie émise directement par les banques. Nous avons déjà eu l'occasion d'indiquer plus haut que son volume tend à croître sans cesse et qu'elle supplante progressivement les autres formes de monnaie (billets et monnaie divisionnaire) : en France en 1965, la monnaie scripturale représentait 63 pour cent de la circulation monétaire totale ; en Grande Bretagne et en Italie elle en représente 80 %, aux Etats-Unis 87 %. Les cartes de crédit, dont l'usage tend à se répandre dans le commerce de détail lui-même, participent d'une certaine façon de cette sorte de monnaie.

On pourrait se demander, comme on l'a fait pour le billet de banque, si la monnaie scripturale est bien une monnaie au sens propre. Nous utiliserons, pour répondre à cette question, la même méthode que

(24) Clearing House : *chambre de compensation ; organisme permettant aux diverses banques d'échanger périodiquement les créances dont elles disposent réciproquement l'une sur l'autre ; seul le solde donne lieu à un règlement. Le* Clearing House *d'Edimbourg a été créé dès 1760.*

(25) Le Capital, *Livre III, section 5, chap. XXVIII ; Ed. soc., T. II, p. 122.*

précédemment, c'est-à-dire que nous analyserons brièvement la **pratique** bancaire dans ce domaine (26).

La monnaie scripturale ne serait pas une monnaie au sens propre si elle représentait un montant égal de monnaies d'une autre nature conservées en dépôts et donc non utilisées directement : il s'agirait alors de simples signes monétaires comme le sont les signes ou représentants de l'or plus haut étudiés. Or comment se règle l'émission de monnaie scripturale ? Les banques reçoivent constamment des dépôts de toute nature, que nous assimilerons pour simplifier à des dépôts en billets. Bien loin de conserver ces billets dans leurs coffres et d'ouvrir des comptes-courants limités au montant total de leur encaisse réelle, les banques destinent au contraire une forte proportion de cette encaisse (de 75 à 80 % en période normale) **à l'ouverture de crédits** divers, le reste (de 20 à 25 % de l'encaisse) étant conservé pour faire face aux obligations de caisse. Supposons donc qu'une banque ait reçu pour mille francs de billets en dépôt et qu'elle observe la règle d'une couverture à 20 % des crédits qu'elle consent, son bilan s'établira ainsi :

ACTIF		PASSIF	
Encaisse	+ 200	Dépôts	+ 1.000
Prêts et avances	+ 800		
	+ 1.000		+ 1.000

Il saute aux yeux qu'une masse monétaire additionnelle de 800 F a bel et bien été émise, étant donné que les déposants peuvent continuer à utiliser, au moyen de chèques par exemple, les 1.000 F qu'ils ont déposés, tandis que les emprunteurs disposent maintenant de 800 F qui représentent un crédit de la banque dont on ne peut prétendre qu'il est garanti par les 1.000 F de dépôts. A l'échelle du système bancaire dans son ensemble, le processus va s'amplifier. En effet, les débiteurs de la banque considérée vont utiliser le crédit obtenu pour régler des dettes antérieures ou solder de nouveaux achats ; dans tous les cas, le montant de leur emprunt finira à plus ou moins brève échéance par refluer vers une banque (ou même vers la banque qui a consenti le prêt à l'origine) qui, à son tour, utilisera les 80 % de ce dépôt pour consentir de nouveaux prêts. Un tableau peut être dressé pour synthétiser ces différents mouvements monétaires qui s'enchaînent :

(26) *Pour le billet de banque, voir le chapitre de la présente étude intitulé : « La monnaie de crédit ».*

Les renseignements techniques que nous utilisons ci-dessous sont tirés de Monnaie et crédit, *de Jean Marchal. Marx utilise des exemples tirés de la pratique bancaire de son époque : voir en particulier* Le Capital, *Section 5, chap. XXIX et chap. XXXIII ; Ed. soc., T. II, pp. 181-206 et 126-137.*

Périodes	Nouveaux dépôts	Nouveaux crédits	Suppléments d'encaisse
N° 1	1.000 (dépôt initial)	800	200
N° 2	800 (dépôt réflexe)	640	160
N° 3	640 »	512	128
N° 4	512 »	409,60	102,40
etc...	2.952	2.361,60	590,40

On peut calculer mathématiquement l'excédent de monnaie qui est ainsi créé lorsque le phénomène est parvenu à son terme, c'est-à-dire lorsque le dépôt initial de 1.000 F dans une banque déterminée se trouve entièrement réparti dans le système bancaire par le jeu des nouveaux dépôts et des nouveaux crédits. On obtient une somme de 4.000 Francs à laquelle s'ajoutent les 1.000 F du début ; le dépôt dans une banque déterminée d'une somme de 1.000 F en billets fait donc apparaître, en théorie, une somme de 5.000 F au total dans l'ensemble du système bancaire. Dans la pratique, cette estimation doit être corrigée pour tenir compte du fait qu'une partie de cette masse monétaire ne refluera pas vers le système bancaire, mais continuera de circuler sous forme de billets. On aboutit alors au calcul de ce que l'on appelle le **coefficient multiplicateur de crédit** : si le taux de couverture des prêts est, comme nous l'avons supposé, de 20 % (1/5), ce coefficient est de 4, ce qui signifie que tout dépôt dans une banque voit son montant multiplié par le nombre 4 (27), sous forme de disponibilités en monnaie scripturale et à l'échelle du système bancaire dans son ensemble.

« Les dépôts eux-mêmes jouent un double rôle. D'abord... ils sont prêtés « comme capital productif d'intérêt *et ne se trouvent donc pas dans les* « *caisses des banques,* mais figurent simplement dans leurs livres en tant « qu'avoirs des déposants. Ensuite, il fonctionnent ainsi comme simples « postes comptables, dans la mesure où les divers avoirs des déposants « s'équilibrent réciproquement au moyen de chèques qu'ils tirent sur leurs « dépôts et qui s'annulent les uns les autres. Et peu importe dans cette « affaire que les dépôts soient chez le même banquier qui opère des virements « d'un compte à l'autre ou que le résultat soit obtenu par l'échange entre « des banques différentes de leurs chèques respectifs, celles-ci ne se versant « que les différences.

« A mesure que se développe le capital productif d'intérêt et le système « de crédit, tout capital semble se dédoubler, et par endroit tripler même, « grâce aux diverses façons dont un même capital, ou simplement une « même créance, apparaît dans des mains différentes, sous des formes

(27) *Si l'on désigne par a le taux de couverture, par b la fraction des nouveaux dépôts qui reste dans la circulation des billets et par m le multiplicateur du crédit, on a :*

$$m = \frac{1}{a + b}$$

« différentes. La majeure partie du "capital-argent" *est purement fictive.* Le « fonds de réserve excepté, tous les dépôts ne sont que des créances sur le « banquier, *qui n'existent jamais réellement en dépôt.* Dans la mesure où ils « sont employés dans les affaires de virement, ils font fonction de capital « pour les banquiers, quand ceux-ci les ont prêtés. Entre eux les banquiers « se règlent les assignations réciproques sur des dépôts qui n'existent pas « en faisant venir ces créances en déduction les unes des autres... Tout, dans « ce système de crédit, se dédouble et se détriple et se mue en simple fantas- « magorie... » (28).

La monnaie scripturale, cette monnaie de crédit au sens fort du terme, est donc bien une monnaie tout court puisqu'elle en remplit les fonctions, tout comme le billet de banque fondé sur la monétisation des créances commerciales. Le phénomène de « dématerialisation » que nous avons suivi pas à pas à partir du papier-monnaie, simple signe d'or, atteint ici son stade ultime : la monnaie se trouve réduite à un jeu d'écritures et tend ainsi à devenir **un pur instrument de circulation.** Il est essentiel de comprendre que ce phénomène ne constitue nullement une difficulté supplémentaire au regard de la théorie marxiste de la monnaie, mais au contraire la confirmation du bien fondé d'une loi qu'elle a pris grand soin de dégager dès le début, c'est à dire dès l'étude de la monnaie dans la circulation simple des marchandises. De même, il est bien évident que le bon fonctionnement du système de crédit généralisé suppose que toutes les liquidités monétaires créées ne soient pas simultanément employées (autrement dit que tous les déposants n'exigent pas en même temps le remboursement de leurs dépôts), sous peine d'acculer la banque à la faillite On retrouve là, sous une forme nouvelle il est vrai, le phénomène de thésaurisation **nécessaire** qui était apparu lui aussi lors de l'étude de la circulation simple des marchandises. La monnaie de crédit doit donc se plier, comme toute monnaie, aux lois de la circulation monétaire en tant que telle, mais la spécialisation des banques et le caractère relativement autonome de leur activité, qui se poursuit en quelque sorte en circuit fermé, facilitent grandement le jeu normal de ces lois. Le système bancaire et le crédit généralisé représentent en somme l'adaptation optimale de l'argent aux fonctions qu'il doit remplir dans l'économie capitaliste, — ce qui, comme nous le verrons, bien loin de permettre un dépassement des contradictions du mode de production capitaliste, leur permet au contraire de jouer plus librement, sur une plus vaste échelle et de la façon la plus radicale (29).

---

(28) Le Capital, *Livre III, section 5, chap. XXIX ; Ed. soc. T. II, pp. 132-134.*

(29) *La question de la monnaie internationale devrait trouver place ici et mériterait un long développement. Toutefois, elle a déjà été traitée à plusieurs reprises dans la presse du Parti et nous la passerons sous silence ici. Observons seulement que les circuits bancaires intérieurs et internationaux sont complémentaires, et que si l'or est « monnaie universelle par excellence », les compensations introduites dans le traitement des créances par le système bancaire sont de règle dans les échanges internationaux. Seul le solde des balances des paiements des divers pays fait l'objet de mouvement de fonds ; de plus le phénomène de « dématérialisation » joue à nouveau ici, une monnaie nationale, celle des Etats-Unis en l'occurrence, venant supplanter l'or dans certaines circonstances.*

CONCLUSIONS

Crédit et crise

L'analyse des différentes formes de crédit nous a montré comment elles s'engendrent successivement, s'interpénètrent et s'épaulent mutuellement, à telle enseigne qu'il est impossible de distinguer les sources distinctes du crédit généralisé là où le système a acquis son développement maximum. Celui-ci constitue une unité, gérée par un organisme hiérarchisé et apparemment autonome, la Banque. La progression du crédit le conduit à des formes de plus en plus hermétiques : si le crédit commercial restait parfaitement intelligible, puisqu'il repose directement sur la circulation de marchandises bien matérielles, le rôle d'intermédiaire entre prêteurs et emprunteurs de la banque est déjà plus complexe dans la mesure où la simple addition de sommes d'argent peu importantes leur confère la capacité, qu'elles ne possèdent pas par elles-mêmes, de jouer le rôle de capital-argent susceptible de se métamorphoser en capital productif ; quant au crédit bancaire au sens propre, il apparaît comme complètement privé de base matérielle, puisqu'il incarne un mode de crédit fondé lui-même sur l'existence de formes plus simples... de crédit. La conscience que les agents du capital se font de leur propre mode de production atteint ici le comble de l'illusion, le système bancaire et le crédit qu'il dispense leur apparaissant comme la cause première de tout le mouvement économique, comme une sorte de levier magique capable de soulever à volonté le mon de profane de la production et de la circulation des marchandises. D'où la tentation de rechercher dans la sphère monétaire et bancaire la clé des mystères de l'économie capitaliste et la prétention de surmonter les désordres de celle-ci par une organisation appropriée de celle-là (30).

Il importe donc de considérer l'édifice économique dans son ensemble, sans oublier les fondations. L'autonomie du système bancaire est, bien entendu, toute relative, et son fonctionnement reste déterminé par les phénomènes qui se produisent dans la sphère de la production et de la circulation sur lesquelles, toutefois, la banque réagit à son tour. Quelle est la base du système de crédit, en effet, sinon la production et l'échange des marchandises ? Quelle est sa fonction fondamentale, sinon de forcer au maximum l'activité productive et commerciale en la débarrassant de toutes les entraves qui résultent non pas du caractère capitaliste de la production et de l'échange, — chose évidemment hors de portée de la banque qui est une institution capitaliste —, mais de la nécessité pour le capital d'accomplir une série de métamorphoses afin de parcourir intégrale-

(30) *Il est toutefois exact, comme le montre Marx, qu'une organisation défectueuse du crédit ou, plus généralement, du système monétaire, peut précipiter, voire déterminer une crise économique générale: « Si c'est une illusion d'attribuer un ralentissement ou un arrêt dans la marche de la production et de la circulation au manque de monnaie, il ne s'ensuit pas le moins du monde qu'un manque réel de moyens de circulation provenant de limitations législatives ne puisse pas de son côté provoquer des stagnations ».* Le Capital, *Livre I, Section I, Chap. 3 ; Ed. Soc., T. I, p. 128).*

ment les phases de son processus de mise en valeur. Toutes les limitations découlant de ce que le capital doit nécessairement prendre la forme de capital-argent à un moment donné (31) sont surmontées par l'organisation du crédit. Donc, en période d'accumulation « normale », du capital, le crédit permet de plier les lois de l'économie monétaire aux exigences de l'économie capitaliste. Mais son action s'arrête là. Tous les crédits du mon de ne pourront mettre en mouvement des machines qui n'ont pas été construites, la force de travail d'ouvriers qui ne sont pas en âge ou en état de produire, ou vendre des marchandises qui n'ont pas encore été produites (32). Tout ce que le crédit peut faire, c'est tendre à son maximum l'utilisation des moyens de production existant et aussi, dans certaine mesure, les moyens d'achat, la demande solvable disponible à un moment donné — et cela en hypothéquant la production et la circulation à venir.

> « Le crédit maximum est ici égal au plein emploi maximum du capital « industriel, c'est-à-dire représente la tension extrême de sa capacité de re- « production sans tenir compte des limites de la consommation. Ces derniè- « res sont élargies par la tension du procès de reproduction lui-même ; d'une « part, celle-ci augmente la dépense de revenu par les ouvriers et les capi- « talistes ; d'autre part elle est identique à la tension de la consommation « productive » (33).

Mais si l'économie de crédit semble ainsi s'affranchir des lois de l'économie monétaire qui lui a pourtant servi de base, cela résulte en fait d'une apparence dans la mesure où la monnaie de crédit est bien elle-même une monnaie tout court. Ce caractère de monnaie se manifeste de la façon la plus brutale dans les périodes de crise au cours desquelles le système de crédit semble s'enrayer pour faire place au jeu élémentaire des lois monétaires qu'il avait supplantées dans la phase de prospérité. En effet, s'il permet un emploi extensif des forces productives et, dans une moindre mesure, une extension immédiate de la demande fondée sur l'utilisation anticipée de moyens de paiement dont on peut raisonnablement escompter l'apparition future, le crédit ne supprime en rien la contradiction fondamentale de la production capitaliste, c'est-à-dire le fait que production et circulation ou, si l'on veut, la consommation des marchandises obéissent à des lois de nature complètement différente et même opposée. L'extension de la production est imposée par les nécessités de l'accumulation du capital qui dérivent de la nature même de capital des forces productives ; elle ne connaît donc aucune limite intrinsèque. Par contre, l'élargissement du marché se heurte aux limites, non des besoins humains dont le capital n'a cure, mais de la demande solvable qui ne

(31) *Voir plus haut, dans la IIe partie de cette étude, le chapitre intitulé "Le capital-argent".*

(32) *Il est vrai que la spéculation, dont le développement va de pair avec celui du crédit, semble réaliser de pareils miracles... du moins pour le spéculateur heureux, et celui-ci est nécessairement complété par un spéculateur malheureux. Comme le vol pur et simple, la spéculation peut faire changer la richesse de mains, mais non la produire.*

(33) Le Capital, *Livre III, Section V, chap. 32 ; Ed. soc. T. II, p. 144.*

peut s'élargir au même rythme. En éliminant les causes secondaires de crise qui dérivent des contradictions se manifestant entre les différentes formes du capital lui-même (capital-argent et capital productif), le crédit augmente prodigieusement la force de l'antagonisme fondamental du mode de porduction capitaliste en le faisant jouer, en quelque sorte, dans toute sa pureté. Le crédit ne pourrait en effet aligner la progression de la demande solvable sur celle de la production qu'en se niant lui-même, c'est-à-dire en supprimant le caractère privé de l'appropriation des produits. Donc, si la généralisation du crédit éloigne l'apparition de la crise, c'est pour en augmenter l'intensité (34).

En période de crise, l'antagonisme entre le mode de production social du capitalisme et son mode d'appropriation privé se manifeste tout d'abord par un divorce entre production et circulation des marchandises. Les « affaires » se ralentissent, mais du même coup le crédit commercial s'étiole et, par voie de conséquence, l'ensemble du crédit.

> « Tant que le procès de reproduction poursuit son cours, continuant « d'assurer par-là le reflux de capital, il y a permanence et extension de ce « crédit, et celle-ci repose sur l'extension du procès de reproduction lui-« même. Dès que survient un arrêt, par suite de retard dans les retours, « d'engorgement des marchés, de chutes des prix, il y a surabondance de « capital industriel, mais existant sous une forme telle qu'il ne peut « accomplir ses fonctions. Une masse de capitaux-marchandises, mais « invendables. Une masse de capital fixe, mais inemployé en majeure partie « par suite de l'arrêt de la reproduction. Il se produit un resserrement du « crédit : 1° parce que ce capital est inemployé, c'est-à-dire reste bloqué « dans une de ses phases de reproduction, parce qu'il ne peut accomplir « sa métamorphose ; 2° parce que la confiance dans le cours régulier du « procès de reproduction est brisée ; 3° parce que diminue la demande de « ce crédit commercial. Le filateur qui réduit sa production de filés invendus « en stock n'a pas besoin d'acheter du coton à crédit ; le commerçant n'a « pas besoin d'acheter des marchandises à crédit, car il en a plus qu'il ne « lui en faut. » (35).

Dans cette situation de crise, on assiste à un retour paradoxal du vieux système monétaire, dont on oublie tout à coup tous les inconvénients du point de vue capitaliste. La monnaie de crédit remplissait au mieux la fonction de moyen de circulation et pratiquement s'identifiait à elle. Or voici que la circulation se trouve bloquée. Ce qui est exigé de toutes parts, c'est donc un moyen de thésaurisation, c'est de la monnaie au sens fort, incarnation de la richesse abstraite, c'est l'équivalent général. Les particuliers se ruent sur l'or qui ne se trouvera évidemment jamais disponible en quantités suffisantes dans la mesure où, justement, le développement

(34) *Il suffit, pour s'en convaincre, de comparer, sous l'angle de l'intensité et de la durée, la portée des crises commerciales qui secouaient à intervalles relativement proches les nations industrielles du siècle dernier ,et celle des guerres impérialistes modernes qui constituent la solution capitaliste à la crise, le seul moyen de résorber, sans sortir des limites du mode de production capitaliste, le capital excédant les capacités d'absorption du marché. Parvenu à l'apogée de son développement, le capital ne peut survivre qu'au prix de destructions massives, qu'en opérant une sorte d'auto-amputation. Il révèle ainsi qu'il est historiquement caduc.*

(35) Le Capital, *Livre III, Section V, Chap. 32 ; Ed. soc, T. II, p. 144-145.*

de la monnaie de crédit a permis de s'en passer de manière absolue, tandis que les banques qui, hier encore, restreignaient au minimum leur fonds de sécurité, thésaurisent à leur manière en refusant l'ouverture de nouveaux crédits.

« Le crédit, qui est lui aussi une forme sociale de la richesse, évince « l'argent et usurpe sa place C'est la confiance dans le caractère social « de la production qui fait apparaître la forme argent des produits comme « quelque chose de simplement évanescent et idéal, comme une simple « représentation. Mais dès que le crédit est ébranlé — et cette phase se « produit toujours nécessairement dans le cycle de l'industrie moderne -- « toute richesse réelle doit du jour au lendemain et en réalité être convertie « en numéraire, en or et argent, exigence absurde mais qui résulte nécessai- « rement du système lui-même. Et tout l'or et l'argent qui doit suffire à « satisfaire ces énormes demandes se monte à quelques millions entreposés « dans les caves de la Banque. Dans les effets de sortie de l'or, le fait que « la production n'est pas réellement soumise au contrôle de la société en « tant que production sociale se manifeste donc d'une façon frappante : la « forme sociale de la richesse existe en tant qu'*objet* en dehors d'elle. En « réalité le système capitaliste partage cette caractéristique avec des systè- « mes de production antérieurs, pour autant qu'ils sont fondés sur le com- « merce des marchandises et les échanges entre particuliers. Mais c'est « seulement en système capitaliste qu'elle apparaît de la façon la plus « frappante, sous la forme la plus grotesque qui soit, celle d'une contradic- « tion, d'un non-sens absurde. En effet : 1° le système capitaliste est celui « où l'on a aboli le plus complètement qu'il se puisse, la production en vue « de la création de valeurs d'usage immédiate, en vue de l'utilisation per- « sonnelle par le producteur : la richesse n'y existe plus que comme procès « social s'exprimant par l'enchevêtrement de la production et de la circu- « lation ; 2° avec le développement du système de crédit, la production « capitaliste cherche continuellement à lever cette barrière de métal, cette « barrière à la fois matérielle et imaginaire de la richesse et du mouvement « de celle-ci, mais revient toujours buter la tête contre ce mur. Dans la crise « on voit se manifester cette revendication : la totalité des lettres de « change, des titres, des marchandises, doit pouvoir être tout à coup et « simultanément convertible en argent bancaire et tout cet argent à son « tour en or. » (36).

---

(36) Le Capital, *Livre III, Section V, chap. 35 ; Ed. soc., T. II, pp. 233-234. Dans sa* Contribution à la critique de l'économie politique, *Marx décrit le même phénomène en ces termes : « Là où se sont développés la chaîne des paie- « ments et un système artificiel de compensation, en cas de secousses « interrompant brutalement le cours des paiements et désorganisant le « mécanisme de leur compensation, l'argent passe brusquement de la forme « chimérique de fluide gazeux qu'il a comme mesure des valeurs (ou comme « moyen de circulation dans le cas de la monnaie de crédit, NDR) à la « forme solide de monnaie ou à celle de moyen de paiement. Ainsi, au stade « d'une production bourgeoise développée, où le possesseur de marchandises « est depuis longtemps devenu un capitaliste, connaît son Adam Smith et « n'a que sourire condescendant pour cette superstition selon laquelle l'or « et l'argent seuls seraient de la monnaie, ou que l'argent en général, par « opposition aux autres marchandises, serait la marchandise absolue, « l'argent reparaît brusquement non comme médiateur de la circulation, « mais comme la seule forme adéquate de la valeur d'échange, comme « l'unique richesse, exactement tel que le conçoit le thésauriseur. Sous cette « forme d'existence exclusive de la richesse, il ne se révèle pas, comme par « exemple dans le système monétaire, en faisant simplement croire que « toute richesse matérielle est dépréciée et sans valeur. Cette dépréciation*

Bien entendu, ce qui précède ne constitue nullement une explication des crises, qui se trouve en dehors de notre sujet, mais simplement une description de leurs effets au niveau du système monétaire et bancaire. Cette « brusque conversion du système de crédit en système monétaire » bloque évidemment le crédit, mais, dans la mesure précisément où elle engendre un phénomène de thésaurisation de l'équivalent général, elle constitue l'amorce d'une nouvelle phase d'économie de crédit qui pourra à nouveau se développer lorsque la crise générale sera résorbée. De ce point de vue, les aspects financiers des crises apparaissent comme des mesures de sauvegarde de la monnaie et du crédit futurs, comme un sacrifice barbare au dieu de la richesse abstraite dont la richesse réelle fait les frais. Le mode de production capitaliste reconnaît lui-même sa faillite en proclamant : « Périssent les marchandises et même le capital productif pourvu que le fétiche-monnaie soit sauf ! ».

« C'est le fondement même de la production capitaliste qui veut que « l'argent apparaisse en tant que forme autonome de la valeur en face de « la marchandise, ou que la valeur d'échange prenne nécessairement dans « l'argent une forme autonome ; et ceci n'est possible que parce que certaine « marchandise devient la matière qui servira de mesure à la valeur de toutes « les autres marchandises, devenant ainsi la marchandise générale, la mar- « chandise *par excellence* par opposition à toutes les autres. Ce phénomène « doit se manifester à un double point de vue, et surtout dans les nations « à système capitaliste développé qui remplacent l'argent dans une grande « proportion par des opérations de crédit et par de la monnaie scripturale. « En période de crise où se produit un resserrement ou une totale disparition « du crédit, l'argent apparaît soudain absolument en face de la marchandise « en tant que moyen de paiement unique et véritable mode d'existence de « la valeur. D'où la dépréciation générale des marchandises, la difficulté, « et même l'impossibilité de les convertir en argent, c'est-à-dire en leur « forme purement imaginaire. Mais, deuxièmement, la monnaie de crédit « elle-même n'est de l'argent que dans la mesure où elle remplace absolu- « ment l'argent réel pour le montant de sa valeur nominale. L'hémorragie « d'or rend problématique sa convertibilité en argent, c'est-à-dire son « identité avec de l'or réel. D'où mesures de contrainte, relèvement du taux « de l'intérêt, etc..., en vue d'assurer les conditions de cette convertibilité. « Une législation erronée, fondée sur de fausses conceptions de l'argent et « imposée à la nation par des financiers soucieux de leurs intérêts, peut « pousser les choses plus ou moins à l'extrême. Mais le phénomène a pour « base le fondement même du mode de production. Déprécier la monnaie de « crédit (pour ne pas parler de la priver, ce qui serait purement imaginaire, « de ses propriétés monétaires) ébranlerait tous les rapports existants. Aussi « la valeur des marchandises est-elle sacrifiée pour garantir l'existence « mythique et autonome de cette valeur qu'incarne l'argent. Valeur moné-

---

« et dévaluation totales sont réelles. C'est là la phase particulière des crises « du marché mondial que l'on appelle crise monétaire. Le bien suprême que, « dans ces moments, on demande à grands cris comme l'unique richesse, « c'est l'argent, l'argent comptant, et toutes les autres marchandises, préci- « sément parce que ce sont des valeurs d'usage, semblent auprès de lui « inutiles, des futilités, des hochets, ou encore, comme dit notre docteur « Martin Luther, simples parures et ripailles. Cette brusque conversion du « système de crédit en système monétaire ajoute la crainte théorique à la « panique pratique, et les facteurs de la circulation frémissent devant « l'impénétrable mystère de leurs propres rapports économiques. » (Ed. « soc., p. 109).

« taire, elle n'est du reste garantie que tant que l'argent est garanti. Aussi « faut-il pour sauver quelques millions d'argent, sacrifier bien des millions « de marchandises. Ce phénomène est inévitable en système de production « capitaliste et en constitue une des beautés. Il ne se produit pas dans les « modes de production antérieurs parce que ni le crédit, ni la monnaie de « crédit ne s'y développent, étant donnée l'étroitesse de la base sur laquelle « ils se meuvent. Aussi longtemps que le caractère *social* du travail apparaît « en tant *qu'existence monétaire* de la marchandise et donc en tant qu'*objet* « extérieur à la production réelle, les crises monétaires sont inévitables, « qu'elles soient indépendantes des crises véritables ou qu'elles les aggra- « vent. » (37).

Crédit et socialisme

Marx traite de cette question dans plusieurs passages d'une force dialectique inégalable ; nous citerons longuement quelques-uns d'entre eux, en guise de conclusion. Notre but est bien clair : il s'agit d'illustrer, par cet exemple particulier, l'écrasante supériorité du matérialisme historique non seulement sur les médiocres systèmes des réformateurs « néo-capitalistes » et sur le socialisme bourgeois des « communistes » officiels dont la courte imagination réformatrice ne peut rien enfanter d'autre qu'une pâle copie idéalisée du capitalisme réel, mais aussi et peut-être surtout sur les constructions aussi « généreuses » que stériles de cette pléiade d' « immédiatistes » ouvriers, démocrates et autogestionnaires, auxquels tout leur radicalisme verbal ne permet pas de s'élever un tant soit peu au-dessus d'une conception misérablement corporatiste, provinciale et par là même sous-bourgeoise de ce qui sera la plus formidable révolution de l'histoire humaine. Toutes ces conceptions bornées ne sont que des reflets idéologiques de la décadence d'une classe condamnée par l'histoire, mais contrainte à aller de l'avant par la nature de son propre mode de production, ou bien encore de l'immaturité du prolétariat qui ne s'est pas encore dégagé des conséquences de sa défaite de classe du premier après-guerre (et seul un bouleversement dans les rapports matériels lui permettra d'y échapper, de retourner à une lutte effective et de se faire une arme de la théorie révolutionnaire). Face à ces conceptions, le matérialisme dialectique s'affirme comme la seule doctrine de classe. Rompant de façon radicale avec tous les rêves utopiques ou les ratiocinations de l'idéologie, il permet une intelligence réelle, et par là même féconde, de l'ensemble du mouvement historique ; il révèle la nécessité d'une révolution du mode de production en vigueur et il **découvre,** au lieu de les **inventer,** le sens, la portée et les voies de cette révolution.

Le mode de production capitaliste plonge ses racines dans l'économie marchande qui l'a historiquement précédé. Toutefois, s'il utilise des rapports de production apparus avant lui et dont l'existence a rendu possible son propre développement, cela ne se produit pas sans une modification profonde de cet héritage historique, comme nous l'avons vu à propos

(37) Le Capital, *Livre III, Section V, chap. 32 ; Ed. soc., T. II, pp. 176-177.*

de la monnaie. Ces rapports de production antérieurs, le capitalisme se les incorpore, les perfectionne, en modifie suffisamment la forme pour qu'ils deviennent des auxiliaires soumis à ses propres exigences, pourtant contradictoires. C'est ainsi que l'on passe de la monnaie métallique (moyen de circulation des marchandises dans une économie où les produits du travail humain ne prennent qu'exceptionnellement la forme de marchandises) aux formes les plus complexes de la monnaie de crédit dans une économie où non seulement tout produit prend la forme de marchandise mais où la circulation des marchandises elle-même n'est plus que le support de la circulation du capital, but suprême de toute l'activité économique.

Le développement du mode de production capitaliste entraîne nécessairement l'extension du système de crédit. C'est en effet grâce au système bancaire que le capital peut réduire massivement les frais entraînés par sa propre circulation, grâce à lui qu'il devient une puissance sociale unique, par-delà les particularités des capitaux individuels, sans que cesse d'ailleurs pour autant la concurrence de ces capitaux entre eux, tout au contraire. Le crédit organisé et centralisé accélère prodigieusement les différentes phases de la circulation du capital et constitue donc un moyen décisif d'accroître sans cesse la puissance des forces productives, d'élargir dans les meilleures conditions l'accumulation du capital. Par ailleurs l'existence du système de crédit équivaut à une sorte de reconnaissance par la société bourgeoise du caractère social des forces productives qu'elle met en œuvre. Mais cette reconnaissance n'est que partielle : elle n'élimine le capital **privé** qu'au profit du **capital** socialisé ; elle ne peut donc éliminer la contradiction majeure qui dérive précisément du caractère **capitaliste** des forces productives ; après comme avant, la société bourgeoise reste incapable de s'adapter à la nature **sociale** de son mode de production. Vu dans cette perspective, le système de crédit généralisé se présente comme l'antichambre du socialisme ou tout au moins comme le signe tangible. au sein même de la société capitaliste, de la nécessité historique d'un mode de production nouveau reconnaissant pleinement le caractère social des forces productives et mettant en harmonie avec lui le mode d'appropriation des produits.

« Le capital, qui repose, par définition, sur le mode de production sociale « et présuppose une concentration sociale de moyens de production et de « force de travail, revêt ici directement la forme de capital social (capital « d'individus directement associés) par opposition au capital privé ; ses « entreprises se présentent donc comme des entreprises sociales par opposition aux entreprises privées. C'est là la suppression du capital en tant « que propriété privée à l'intérieur des limites du mode de production « capitaliste lui-même... (Le) capitaliste réellement actif (se transforme) en « un simple dirigeant et administrateur de capital d'autrui et les propriétaires de capital en simples propriétaires, en simples capitalistes financiers... Ce résultat du développement suprême de la production capitaliste « est le point par où passe nécessairement la reconversion du capital en « propriété des producteurs, non plus comme propriété privée des producteurs particuliers, mais en tant que propriété des producteurs associés, « propriété directement sociale. Par ailleurs, c'est le point par où passe la « transformation de toutes les fonctions du procès de reproduction encore

« rattachées à la propriété du capital en simples fonctions des producteurs « associés, en fonctions sociales. » (38).

« Le profit moyen du capitaliste individuel ou de tout capital particulier « n'est pas déterminé par le surtravail que ce capital s'approprie en première « main, mais par la quantité de surtravail total que l'ensemble des capitaux « s'approprie, et sur lequel chaque capital particulier prélève ses dividendes « en sa seule qualité de fraction proportionnelle de l'ensemble des capitaux. « Le caractère social du capital ne peut apparaître et se réaliser entièrement « que grâce au plein développement du système de crédit et du système « bancaire. D'autre part, ces systèmes mènent plus loin. Ils mettent à la « disposition des capitalistes industriels et commerciaux tout le capital de la « société disponible et même potentiel qui n'est pas encore activement « engagé, de sorte que ni le prêteur, ni l'utilisateur de ce capital n'en sont « les propriétaires ou les producteurs. Par-là, ils suppriment le caractère « privé du capital et contiennent en puissance, mais en puissance seulement, « la suppression du capital lui-même... Il n'y a pas de doute que le système « de crédit sera un puissant levier lors du passage du mode de production « capitaliste au système de production fondé sur l'association du travail ; « mais il ne saurait pourtant être qu'un élément en liaison avec d'autres « grands bouleversements organiques du mode de production lui-« même. » (39).

Voilà qui est suffisant, nous semble-t-il, pour faire rentrer dans leur trou tous les idéologues mesquins qui présentent le socialisme soit comme « l'abolition de la propriété privée des moyens de production » par la nationalisation (revendiquant donc, au nom du prolétariat, ce que le capitalisme réalise de lui-même, avec ou sans intervention juridique de l'Etat !), soit comme une sorte de fédération de coopératives ouvrières autonomes constituées sur la base des entreprises capitalistes actuelles, mais débarrassée de la figure plus que secondaire du « patron ». Or un tel type d'économie est non seulement irréel, mais il serait inférieur au capitalisme lui-même du point de vue de la socialisation des forces productives. A l'opposé de ces « socialismes » de pacotille, le socialisme scientifique, bien loin de rêver une belle utopie, exprime consciemment le mouvement réel que le développement des contradictions du mode de production capitaliste impose à la société, et donc aussi la solution qui découle de la dynamique de ces contradictions.

Cette solution ne peut résider que dans la pleine reconnaissance du caractère social de la production et il faut être étrangement myope pour ne pas voir, en plein XXme siècle, que sous peine de régression par rapport au capitalisme lui-même, elle ne peut consister qu'en une prise en mains directe des forces productives par l'espèce humaine, acte qui suppose la destruction radicale du caractère de capital que l'histoire leur a imposé pour un temps, et qui aboutira à la disparition progressive de toute économie fondée sur l'échange des produits (40). Il y faudra du temps et

(38) Le Capital, *Livre III, Section V, chap. 27 ; Ed. soc., T. II, pp. 102-103.*

(39) Le Capital, *Livre III, Section V, chap. 36 ; Ed. soc., T. II, p. 266.*

(40) « *Au sein d'un ordre social communautaire, fondé sur la propriété commune* « *des moyens de production, les producteurs n'échangent pas leurs produits ;* « *de même, le travail incorporé dans des produits n'apparaît pas davantage*

c'est nécessairement à l'échelle planétaire qu'elle se déroulera ; mais si le fossoyeur de la vieille société, l'Etat de la dictature du prolétariat, devra s'accommoder d'une persistance plus ou moins durable des échanges économiques, la première mesure radicale qu'il prendra dans le domaine économique, dès que les nécessités impérieuses de la lutte de classe internationale lui en laisseront la possibilité, sera, comme Marx l'affirmait avec force dans sa **Critique du programme de Gotha**, d'abolir purement et simplement le fétiche-argent.

« ici comme valeur *de ces produits, comme une qualité réelle possédée par* « *eux, puisque désormais, au rebours de ce qui se passe dans la société* « *capitaliste, ce n'est plus par la voie d'un détour, mais directement, que* « *les travaux de l'individu deviennent partie intégrante du travail de la* « *communauté.* » *(Marx,* Critique du programme de Gotha ; *Ed. soc, p. 23).*

Aux Editions " PROGRAMME COMMUNISTE "

EN LANGUE FRANÇAISE :

- **Dialogue avec Staline,** 56 pages ..... épuisé
- **Dialogue avec les morts,** 159 pages ..... 4,00 F.
- **L'économie soviétique de la révolution d'Octobre à nos jours,** ainsi que **Le marxisme et la Russie** .... épuisé
- **Sur le texte de Lénine : « La maladie infantile du communiste (le gauchisme) »,** ronéotypé ..... épuisé
- **La question parlementaire dans l'Internationale communiste,** 60 pages ..... 4,00 F.
- **Qu'est-ce que le Parti Communiste International (programme communiste) ?** Plaquette ronéotypée.. 0,50 F.
- **Octobre 1917 et la révolution socialiste future,** numéro spécial du « Prolétaire » ..... 0,50 F.
- **En marge du Cinquantenaire d'Octobre 1917 : «Bilan d'une révolution »,** 187 pages ..... 9,00 F.

EN LANGUE ITALIENNE :

- **Storia della sinistra comunista,** premier volume, 415 pages ..... 25,00 F.
- **Storia della sinistra comunista,** vol. I bis, 92 pages 8,00 F.
- **La sinistra comunista in Italia sulla linea marxista di Lenin,** 110 pages ..... 7,00 F.
- **1917 : Insegnamenti dell'ottobre (Trotsky),** ronéotypé ..... 4,00 F.
- **Partito e classe — Il principio democratico — Partito e azione di classe — Il rovesciamento della prassi — Partito rivoluzionario e azione economica,** ronéotypé ..... 3,50 F.
- **Tracciato d'impostazione — Tesi caratteristiche del Partito,** ronéotypé ..... 3,50 F.
- **Forza, violenza e dittatura nella lotta di classe,** ronéotypé ..... 3,50 F.
- **I fondamenti del comunismo rivoluzionario,** ronéotypé ..... 3,50 F.
- **Lezioni delle controrivoluzioni. Appello per la riorganizzazione internazionale del movimento rivoluzionario marxista,** ronéotypé ..... 3,50 F.
- **Chi siamo e che cosa vogliano** ..... 1,50 F.
- **O preparazione rivoluzionaria o preparazione elettorale** ..... 7,00 F.

le prolétaire

journal mensuel

Le numéro : 50 centimes — 5 FB — 80 Lires
Abonnement annuel : 5 F — 50 FB — 800 Lires

programme communiste

revue internationale trimestrielle

Le numéro : 4 F — 40 FB — 500 Lires
Abonnement annuel : 15 F — 150 FB — 1800 Lires
Abonnement combiné " Programme Communiste " - " Le Prolétaire "
20 F — 200 FB — 2000 Lires

il programma comunista

journal bimensuel

Le numéro : 50 centimes — 5 FB — 50 Lires
Abonnement annuel : 15 F — 150 FB — 1500 Lires

il sindacato rosso

journal mensuel de lutte syndicale

Le numéro : 50 centimes — 5 FB — 50 Lires
Abonnement annuel : 5 F — 50 FB — 500 Lires
Abonnement combiné "il programma comunista" - "il sindacato rosso"
20 F — 200 FB — 2000 Lires